

440

285

CAMERA DEI DEPUTATI

Sessione 1867-68

Documenti Diplomatici

Proposta di Legge presentata nella tornata del 20. Marzo 1867.

dal Ministro Dell' Estero

OGGETTO

Relatore

Approvata nella tornata del

186

Il brisera l'égale réputation de l'ancien.
et l'ancien de la Ville de Paris.

Florence, 31 octobre 1858.

Monsieur, le général Menabrea, par une dépêche en date du 22 août, a chargé M. le ministre d'Italie de nous exposer comment le cabinet de Florence envisage, au point de vue politique, le protocole dernièrement signé pour régler d'une manière définitive la répartition de la dette pontificale. M. le président du conseil se félicite à juste titre de l'heureuse issue de cette négociation, et il ajoute que, par ce fait, l'Italie sortant de la position anormale qui résultait pour elle des événements de l'année dernière, se trouve avoir remporté consciencieusement toutes les clauses de la Convention du 15 septembre. Il exprime l'espoir que cette conduite sera appréciée par le cabinet français, et que nous nous montrerons disposés à répondre à cette marque de bon vouloir et de confiance en nous replaçant nous-mêmes, par un acte de réciprocité, dans les termes de la Convention de 1841, c'est-à-dire en retirant nos troupes des Etats du Saint-Siège. Le général Menabrea rappelle que l'Italie a toujours manifesté un désir bien sincère de vivre dans des rapports de bon voisinage avec le gouvernement pontifical en formulant un projet de *modus vivendi* qui nous a été communiqué.

Je répondrai à ces considérations dans le même sentiment de franchise amicale, dont nous nous sommes inspirés chaque fois que nous avons eu à échanger nos idées avec le gouvernement italien sur les affaires romaines.

Si l'on examine avec une attention impartiale les faits qui se sont passés l'année dernière, il est évident qu'on ne peut nous reprocher aucune atteinte à la Convention du 15 septembre; nous l'avons maintenue, au contraire, dans son principe et dans son esprit contre ceux qui essayaient de la détruire ou qui se montraient impatients de s'en défendre, et personne ne saurait élever en doute ni l'extrême regret avec lequel le gouvernement français s'est vu entraîné à une intervention devenue nécessaire, ni son désir d'en abrégier le terme.

Mais la sécurité des frontières pontificales était l'objet principal que nous nous proposons d'atteindre lorsque nous avons signé les arrangements du 15 septembre, et nous avions une foi entière dans les mesures qui, le cas échéant, seraient prises par le gouvernement d'ici en vue d'en assurer la pleine exécution. Nos justes espérances s'étant trouvées déçues, notre dessein de ne point prendre, sans de mûres réflexions, des résolutions nouvelles. Nous ne saurions oublier, en effet, les déclarations que le gouvernement de l'empereur a faites, l'année dernière, et qui subordonnaient la cessation de notre occupation au degré de confiance que l'état des choses ferait naître dans les esprits et que nous pourrions légitimement partager.

Le ministre présidé par le général Menabrea a certainement le droit de faire valoir à nos yeux les titres incontestables qu'il s'est acquis à la reconnaissance de tous ceux qui, en Italie, comprennent les véritables intérêts de la Péninsule. Il y a retenu, d'une main à la fois ferme et assurée, les idées d'ordre et de bonne administration. Nous apprécions hautement le courage et la fermeté de ses actes et nous lui en savons gré, car les uns qui n'ont cessé et cesseront les deux pays ne peuvent que se resserrer d'autant plus à l'influence d'une pontificale aussi sage que pieusement.

Mais est-il prudent, d'un côté, de tirer les résultats par des mesures précipitées et de d'autre, le moment où la confiance se rela-

Paris

brera d'elle-même et s'imposera sans effort à l'opinion publique?

Loin de nous la pensée que ce moment doive se faire fort longtemps attendre: il ne nous semble pas toutefois qu'on puisse le considérer comme arrivé dès aujourd'hui. Il est malheureusement trop certain que les passions mauvaises, les projets hostiles qui ont amené les tristes incidents de l'année dernière, subsistent encore. On ne saurait nier que, durant ces derniers temps, ils ne se soient révélés de nouveau, par des publications nombreuses, avec une recrudescence bien faite pour inspirer une juste circonspection. Si nous avons lieu de penser que la nation italienne accueillerait la mesure qui ferait cesser notre occupation avec un sentiment de satisfaction amicale envers la France, nous sommes, d'un autre côté, fondés à croire que les hommes de désordre, qui ne se sentent pas encore suffisamment découragés, y verraient uniquement l'occasion de reprendre sur-le-champ leurs desseins agressifs.

Devons-nous exposer aux chances de cette épreuve, et les Etats pontificaux, dont nous avons voulu mettre le territoire à l'abri de toute attaque, et le cabinet italien lui-même, malgré ses intentions que nous ne saurions suspecter? Dans quelle situation se trouverait-il, ainsi que nous, si le renouvellement des tentatives qui ont eu lieu l'année dernière plaçait encore les deux gouvernements en face de pénibles nécessités et provoquait une nouvelle effusion de sang?

Il peut donc paraître convenable, avant de s'occuper des mesures qui seront la conséquence du rétablissement d'une sécurité complète, de s'attacher d'abord à développer et à améliorer les conditions de cette sécurité.

Le cabinet de Florence s'est placé lui-même dans cet ordre d'idées, lorsqu'il nous a soumis un projet destiné à établir entre les Etats du Saint-Père et ceux du roi Victor-Emmanuel un *modus vivendi* propre à écarter les froissements que des relations de voisinage, à la fois nécessaires et difficiles, amènent trop souvent entre les deux pays. Nous avons accueilli ce projet comme un témoignage des bonnes dispositions du cabinet italien; nous l'examinons en ce moment avec toute l'attention qu'il mérite, et nous employons nos efforts à faire ressortir aux yeux de l'empereur les avantages qui résulteraient pour elle, comme pour le royaume, de l'adoption d'un système mieux approprié aux circonstances.

Nous devons donc avant tout nous attacher à mener cette négociation à bonne fin, et l'influence dont nous avons besoin serait singulièrement affaiblie, si le Saint-Père pouvait supposer que nous voulions le laisser aux prises avec des dangers sur lesquels en ce moment ni lui ni le monde catholique ne se sentent suffisamment rassurés.

Nous sommes convaincus que le cabinet de Florence, certain des dispositions si sincères et si amicales qui nous unissent, donnera à ces explications un sens et une valeur en conformité avec nos sentiments mutuels, que rien ne saurait altérer.

Je vous prie, etc.

St. de Montigny.

Florence, 31 octobre 1898.

Monsieur, le général Menabrea, par une dépêche en date du 22 août, a chargé M. le ministre d'Italie de nous exposer comment le cabinet de Florence envisage, au point de vue politique, le protocole dernièrement signé pour régler d'une manière définitive la répartition de la dette pontificale. M. le président du conseil se félicite à juste titre de l'heureuse issue de cette négociation, et il ajoute que, par ce fait, l'Italie sortant de la position anormale qui résultait pour elle des événements de l'année dernière, se trouve avoir rempli consciencieusement toutes les clauses de la Convention du 15 septembre. Il exprime l'espoir que cette conduite sera appréciée par le cabinet français, et que nous nous montrons disposés à répondre à cette marque de bon vouloir et de confiance en nous replaçant nous-mêmes, par un acte de réciprocité, dans les termes de la Convention de 1861, c'est-à-dire en retirant nos troupes des Etats du Saint-Siège. Le général Menabrea rappelle que l'Italie a toujours manifesté un désir bien sincère de vivre dans des rapports de bon voisinage avec le gouvernement pontifical en formulant un projet de *modus vivendi* qui nous a été communiqué.

Je répondrai à ces considérations dans le même sentiment de franchise amicale, dont nous nous sommes inspirés chaque fois que nous avons eu à échanger nos idées avec le gouvernement italien sur les affaires romaines.

Si l'on examine avec une attention impartiale les faits qui se sont passés l'année dernière, il est évident qu'on ne peut nous reprocher aucune atteinte à la Convention du 15 septembre; nous l'avons maintenue, au contraire, dans son principe et dans son esprit contre ceux qui essayaient de la détruire ou qui se montraient impuissants à la défendre, et personne ne saurait révoquer en doute ni l'extrême regret avec lequel le gouvernement français s'est vu entraîné à une intervention devenue nécessaire, ni son désir d'en abréger le terme.

Mais la sécurité des frontières pontificales étant l'objet principal que nous nous proposons d'atteindre lorsque nous avons signé les arrangements du 15 septembre, et nous avons une foi entière dans les mesures qui, le cas échéant, seraient prises par le gouvernement italien en vue d'en amener la pleine exécution. Nos justes espérances s'étant trouvées déçues, notre devoir est de ne point prendre, sans de mûres réflexions, des résolutions nouvelles. Nous ne saurions oublier, en effet, les déclarations que le gouvernement de l'empereur a faites, l'année dernière, et qui subordonnent la cessation de notre occupation au degré de confiance que l'état des choses ferait naître dans les esprits et que nous pourrions légitimement partager.

Le ministre présidé par le général Menabrea a certainement le droit de faire valoir à nos yeux les titres incontestables qu'il s'est acquis à la reconnaissance de tous ceux qui, en Italie, comprennent les véritables intérêts de la Péninsule. Il y a rétabli, d'une main à la fois ferme et modérée, les idées d'ordre et de bonne administration. Nos appréciations hautement le cabinet de Florence a ses actes et nous lui en savons gré, car les uns qui nous ont si fidèlement les deux pays ne peuvent que se féliciter de la situation politique ainsi créée que nous venons de voir.

Mais est-il prudent d'en compromettre les résultats par des mesures précipitées et de déconcerter le moment où la confiance se réta-

blira d'elle-même et s'imposera sans effort à l'opinion publique?

Loin de nous la pensée que ce moment doive se faire longtemps attendre; il ne nous semble pas toutefois qu'on puisse le considérer comme arrivé dès aujourd'hui. Il est malheureusement trop certain que les passions mauvaises, les projets hostiles qui ont amené les tristes incidents de l'année dernière, subsistent encore. On ne saurait nier que, durant ces derniers temps, ils ne se soient révélés de nouveau, par des publications nombreuses, avec une recrudescence bien faite pour inspirer une juste circonspection. Si nous avons lieu de penser que la nation italienne accueillerait la mesure qui ferait cesser notre occupation avec un sentiment de satisfaction amicale envers la France, nous sommes, d'un autre côté, fondés à croire que les hommes de désordre, qui ne se sentent pas encore suffisamment découragés, y verraient uniquement l'occasion de reprendre sur-le-champ leurs desseins agressifs.

Devons-nous exposer aux chances de cette épreuve, et les Etats pontificaux, dont nous avons voulu mettre le territoire à l'abri de toute attaque, et le cabinet italien lui-même, malgré ses intentions que nous ne saurions suspecter? Dans quelle situation se trouverait-il, ainsi que nous, si le renouvellement des tentatives qui ont eu lieu l'année dernière plaçait encore les deux gouvernements en face de pénibles nécessités et provoquait une nouvelle effusion de sang?

Il peut donc paraître convenable, avant de s'occuper des mesures qui seraient la conséquence du rétablissement d'une sécurité complète, de s'attacher d'abord à développer et à améliorer les conditions de cette sécurité.

Le cabinet de Florence s'est placé lui-même dans cet ordre d'idées, lorsqu'il nous a soumis un projet destiné à établir entre les Etats du Saint-Père et ceux du roi Victor-Emmanuel un *modus vivendi* propre à écarter les froissements que des relations de voisinage, à la fois nécessaires et difficiles, amènent trop souvent entre les deux pays. Nous avons accueilli ce projet comme un témoignage des bonnes dispositions du cabinet italien; nous l'examinons en ce moment avec toute l'attention qu'il mérite, et nous emploierons nos efforts à faire ressortir aux yeux de la cour de Rome les avantages qui résulteraient pour elle, comme pour le royaume, de l'adoption d'un système mieux approprié aux circonstances.

Nous devons donc avant tout nous attacher à mener cette négociation à bonne fin, et l'influence dont nous avons besoin serait singulièrement affaiblie, si le Saint-Père pouvait supposer que nous voulions le laisser aux prises avec des dangers sur lesquels en ce moment ni lui ni le monde catholique ne se sentent suffisamment assurés.

Nous sommes convaincus que le cabinet de Florence, certain des dispositions si sincères et si amicales qui nous unissent, donnera à ces explications un sens et une valeur en concordance avec nos sentiments mutuels, que rien ne saurait altérer.

Je vous prie,

Son Excellence

66
116
Il Ministro del Re a Parigi al
Ministro degli Affari Esteri, Firenze

Parigi 1. Aprile 1868.

ricevuto il 4. ~~aprile~~

Signor Ministro,

Ho ricevuto il dispaccio che l'Eccellenza
Vostra mi fece l'onore d'indirizzarmi
in data del 23 marzo ultimo per
comunicarmi ~~confidenzialmente~~ la
copia di un dispaccio diretto in data
del 19 dello stesso mese dal Ministro
degli Affari Esteri di Francia al
Barone di Malaret in risposta alle
proposizioni fatte dal Governo del Re
circa il modus vivendi da stabilirsi
tra l'Italia e la Sta. Sede.

Ringrazio l'E.V. per questo documento
e per le informazioni datemi a suo
riguardo. La modificazione da Lei
desiderata nella redazione del medesimo
e domandata qui dal Barone di
Malaret fu accettata dal Governo
imperiale.

15 100
La Legazione di Francia a Firenze 1868
ha già dovuto ricevere le relative
istruzioni.

Gradisca, La prego. l'espressione
della mia profonda osservanza
firm. Nizza.

N° 51

116 W

Il Ministro degli Affari Esteri in Firenze
al Ministro del Re in Parigi.

Firenze, 14 April, 1868.

Signor Ministro
Per l'Incariato d'Affari di
Francia venne a questo Ministero
per farci conoscere che S. E. il Marchese
di Moustier lo aveva autorizzato a
modificare nel modo convenuto quella
frase del Dispaccio delli 19 Marzo
diretta al Sig. di Malaret, sulla quale
avevamo dovuto fare quell'^{osservazione} ~~reflessi~~ che
sono espresse nella mia comunicazione
d'ufficio indirizzata alla S. V. sino dal
23 Marzo ult. scorso.

Rimane pertanto convenuto che il
testo primitivo di quel Dispaccio del
Governo Sup^{le} si intende come non
avesse mai esistito altrimenti che
nella sua versione presente, dopo
avvenuta la modificazione intesa. E
così rimane pure chiuso un incidente.

alla soluzione del quale molto ha certamente contribuito l'arrendevolezza del Governo Superiore e l'opera intelligente della S. V.

Ora poi che la risposta francese al ^{unic.} Dispaccio del 24 gennaio si può ritenere come compiuta, il governo del Re si occuperà di vedere in quale modo converrà rispondervi, per facilitare le possibili intelligenze e gli accordi temporarii che debbono costituire un modus vivendi fra il governo d'Italia e Roma.

Gradisca, ecc.

(Firmato) Menabrea

Il Ministro dell'Interno al Ministro degli Affari Esteri in Francia

(Copia)

Parigi, 21 Aprile 1868. ricev. il 28. 3.

Suorevolissima Signor Ministro

Ho ricevuto il dispaccio che L'E.V. mi fece l'onore di
dirigermi il 11 Aprile corrente.

Il M^{re} di Montier mi ha esplicitamente confermato
le istruzioni da esso inviate alla Legazione di Francia a Firenze
perchè il suo dispaccio del 19 Marzo diretto al B^{re} di Malaret
venisse corretto nel modo convenuto tra L'E.V. e il Ministro
di Francia a Firenze.

Gradisca ecc.

(S^{to}) Nigra

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro Del Re a Parigi
 (Copia) Firenze 29 Aprile 1868.

Signor Ministro

Il Barone di Malaret è venuto a leggermi un dispaccio
 del M^e di Moustier relativo al riparto finale Del debito
 pontificio. Il Governo Imperiale desidera, in sostanza, che
 tale vertenza possa essere prontamente risolta ed in modo effettivo.
 Ed Ella sa, d'altronde, Signor Ministro, che, compiuta da
 lungo tempo l'operazione del riparto pel debito redimibile, s'erano
 pressochè conchiusi a termine i negoziati anche pel debito
 perpetuo, allorchè gli avvenimenti dell'Ottobre scorso impedirono
 che fossero conclusi. Come Le ho scritto teste per telegrafo.

Le dissi all'Invitato francese che il Governo del Re
 non aver dato il parere favorevole del Consiglio di Stato era
 pronto a soddisfare i propri impegni, che però sarebbe
 necessario che fosse delegato un apposito Commissario, incaricato
 di recarsi a Firenze per concertare gli ultimi accordi che
 rimangono a prendersi pel riparto del consolidato romano,
 Gradisca ecc.

(f^{to}) Membrea

Il Ministro del Re a Parigi al. Ministro degli Affari Esteri in Firenze
(Offid.)
Parigi. 30 Aprile 1868 ricev. il 11 Maggio d.
Eccellenza Sig. Ministro

Mi fo premura d'accusar ricevuta del telegramma che V. E. mi diresse il 29. corrente relativamente alla comunicazione fatta all' E. V. dal B^{ne} di Malaret intorno alla questione del Debito pubblico Pontificio. Benchè molto probabilmente il B^{ne} di Malaret abbia reso conto al Governo Sup^{le} della conversazione che egli ebbe a questo proposito coll' E. V. mi affrettar tuttavia a portare a notizia di V. E. il M^{te} di Monstier il contenuto del telegramma dell' E. V. dal quale risulta che il Governo del Re ^{dopo aver udito il parere favorevole del Consiglio di Stato non ricusa di} ~~è pronto a~~ soddisfare agli impegni presi e che attende soltanto che si deleghi alcuno a Firenze per terminare gli ultimi aggiustamenti convenuti relativamente alla ripartizione dei titoli.

Gradisca ecc.

(fto) Nigra

55 150
Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi
~~Firenze~~ Firenze, 5 Maggio 1868

Signor Ministro

Il Barone di Matalart mi ha annunziato oggi stesso
l'arrivo a Firenze del funzionario francese incaricato di prendere
gli ultimi concerti pel riparto finale del debito pontificio.

Ringraziando l'invio francese di siffatta comunicazione,
gli dissi che ~~che~~ quel commissario imperiale
~~avrebbe potuto e per mezzo~~
in rapporto col Comm.^{re} Mancardi, Direttore Generale del
Debito pubblico per mezzo del Regio Ministro delle finanze,
essendo desiderio nostro che lo stesso Comm.^{re} Mancardi
conduca a termine quelle trattative cui ^{gli} l'attese fin dal principio.

Gradisca ecc.

Il
G. Mancardi

Luigi

N. 56.

144 104

Il Ministro degli affari esteri al Ministro
del Re a Parigi.

Firenze, 13 maggio 1864

Essendo venuto or sono alcuni giorni, a
vedermi il sig. de la Villegre, incaricato d'affari
di Francia, mi disse che il delegato del governo francese
giunto in Firenze per definire, d'accordo colla
Direzione generale del Delitto pubblico italiano, le ultime
questioni riguardanti il riparto del debito pontificio,
aveva già avuto parecchi colloqui col signor
Car. Mancini, Direttore generale del Delitto pubblico
del regno. In questa occasione ho fatto conoscere
al sig. de la Villegre che il governo del Re reputava
conveniente, perché le trattative procedessero con
maggiore speditezza che la delegazione imperiale si
ponesse in comunicazione diretta col sig. Ministro
delle Finanze. Sapete il Consiglio di Stato, appren-
tamente da me interrogato, ha opinato che il governo
del Re debba eseguire gli impegni presi e compiere gli
atti relativi al riparto del debito pontificio, non abbia
fatto astrazione da ogni considerazione politica in
questa sostanza. E desideriamo che essa sia prontamente
risolta.

gradatamente.

L. S. Menabrea

57
Il Ministro del Rea Parigi al. Ministro degli Affari Esteri di Firenze
(~~Spina~~) Parigi 20 Maggio 1868 ricev. il 24 D.
Quercolinum Signor Ministro.

Nell'accusar ricevimento dei dispacci che l'E. V.
mi fece l'onore di dirigermi in data Del ^{giuglio} 3 e del 13
Maggio corrente e che si riferiscono alla ripartizione del
debito pubblico pontificio, mi pregio d'informare l'E. V.
che ho avuto cura di far conoscere a S. E. il M^{se} di
Moustier quanto in essi è contenuto. Il Ministro Imperiale
degli Affari Esteri pare soddisfatto di queste comuni-
cazioni.

Gradisca ecc.

(fr.) Nigra

M. le Ministre des Affaires Étrangères d'Italie et le Ministre des Affaires Étrangères de France
Florence le 15 Juin 1862

M. le Ministre.

M. le Baron de Matarot m'a communiqué une dépêche de M. le Marquis de Moustier, portant la date du 19 Mars et dont vous trouverez ci-joint une copie, en réponse à celle que je vous ai adressée le 25 Janvier dernier. M. le Ministre Impérial des Affaires Étrangères, en constatant l'empressement que nous avons mis à répondre à l'appel qu'il nous faisait pour nous convier à un échange amical d'explications et d'idées sur les moyens d'améliorer les rapports mutuels de l'Italie et du St. Siège, se montrait tout d'abord préoccupé et désireux de connaître quelles mesures le Gouvernement du Roi serait dans l'intention et la possibilité de prendre pour empêcher désormais la formation de nouveaux dépôts d'armes, les enrôlements plus ou moins clandestins que l'on essayerait de faire encore, et les attaques qui seraient dirigées une seconde fois contre le territoire pontifical.

M. le Marquis de Moustier ajoutait que les considérations que le Gouvernement Impérial pourrait avoir à cet sujet justifierait sa confiance et l'aiderait à la faire pénétrer dans le sentiment public.

À cette interpellation je n'hésite pas, M. le Ministre, à répondre, de la manière la plus catégorique, que le Gouvernement du Roi est fermement résolu à faire respecter la loi, à empêcher par tous les moyens la formation de dépôts d'armes, les

2
surements clandestins et les attaques à main armée contre les ter-
ritoires voisins. Nous repoussons ces tentatives comme les atteintes
à la sûreté intérieure de l'État, et vous pouvez compter à M. le
Marquis de Montebello l'assurance que le Gouvernement du Roi
a non seulement la volonté, mais les moyens de s'y opposer.
Nous croyons que l'ère des révolutions, des sectes, des conspirations
et des initiatives individuelles extra légales doit être définitivement
close pour l'Italie; aussi nous nous appliquons de toutes nos
forces à relever et à raffermir partout le principe d'autorité,
à ramener le calme dans les esprits, en faisant disparaître toute
trace d'agitation qui serait un obstacle à l'établissement solide
de l'ordre et de la liberté. Appelée par sa position à prendre place
parmi les grands États, l'Italie doit être un élément de concorde
et de tranquillité pour l'Europe, et elle saura remplir sa mission
avec fermeté et loyauté.

Les faits qui viennent de se passer sont une preuve
que nous ne préjugeons pas trop du succès de la ligne politique
que nous suivons. Le Gouvernement est d'ailleurs parfaitement
secondé, dans l'accomplissement de sa tâche, par la sagesse
et le bon esprit des populations. En effet, on a vu sous
l'influence de menées subversives, des pays qui passent
pour être des plus solidement agités et des plus éclairés de
l'Europe, se trouver en proie à des troubles et à des émeutes
qui ont appelé des répressions sanglantes, tandis que l'Italie
malgré les tentatives de désordre et les grèves qui ont eu lieu
sur quelques points du Royaume, n'a dû recourir à aucun

(13)

moyen extrême pour maintenir la tranquillité.

Je crois avoir ainsi répondu péremptoirement et avec la plus entière franchise à la question que M^{te} le Marquis de Moustier nous a posée dans sa note du 19 Mars. Je me dispense pourtant pas que ces déclarations, que je fais en toute confiance, puisqu'elles répondent à un besoin impérieux et généralement senti dans notre pays ne suffisent pas à dissiper les préventions que les partisans hostiles à l'Italie cherchent à exciter contre elle en France comme à Rome.

Cependant, afin que le Gouvernement de l'Empereur puisse se convaincre que nous aurons épuisé, par cette démarche, tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour entrer en rapports de bon voisinage avec le St Siège, nous n'hésitons pas à donner au Cabinet des Tuileries dans un memorandum que vous trouverez ci-joint, les éclaircissements qu'il nous demande sur la portée générale ainsi que sur les détails pratiques de la négociation qu'il s'agirait d'ouvrir sur les points les plus importants de notre projet de modus vivendi et plus spécialement sur la conclusion d'une union douanière entre l'Italie et le St Siège.

Nous désirons sincèrement que les efforts que le Cabinet Impérial est prêt à faire, dans sa bienveillante médiation, aboutissent à un résultat sérieux et pratique, et nous voudrions pour cela qu'il rencontrât auprès du St Siège les mêmes dispositions dont nous sommes animés. Mais nous craignons que, tant que le Saint Siège pourra

(1)

se prévaloir de l'espèce d'immunité qu'il lui procure l'appui
indéfini de la France, il ne veuille abandonner ses espérances
et renoncer au statu quo actuel pour accepter une solution
équitable qui rétablirait de fait entre les deux pays les
rapports réclamés par l'intérêt des populations.

Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche,
ainsi que du Memorandum qui y est annexé à M. le
Ministre Impérial des affaires étrangères et à lui en laisser
copie s'il en exprime le désir.

Veuillez agréer etc. etc.

L. F. Menabrea.

Pro Memoria

La note que le Général Menabrea a adressée à M.
Nigro, en date du 24 Janvier dernier, contient l'indication
sommaire des arrangements qui devraient être compris dans
le modus vivendi à intervenir, par l'intermédiaire de la
France, entre le Royaume et le S^t-Siège.

Ces arrangements se rapporteraient, en substance,
aux points suivants;

Douanes et monopoles,

Postes,

Télégraphes,

Répression du brigandage,

(5)
147

Transit des troupes Royales,
Passeports,
Libération des prisonniers politiques originaires
Des provinces du Royaume.

Ces dernier point n'a pas besoin de commentaires; la seule énonciation suffit à prouver la stricte légitimité de la mesure qu'on demande au Saint-Siège. Les autres points seront successivement développés au double point de vue de la situation actuelle et des améliorations dont ils sont susceptibles.

Douanes et Monopoles. La base générale de tout accord au sujet des douanes respectives, devrait être la liberté pleine et entière de l'entrée et de la sortie des produits des deux territoires.

L'application de ce principe implique nécessairement l'établissement d'une union douanière entre les deux territoires. Cette union douanière pourrait être réalisée par deux systèmes différents, dont voici les conditions principales.

A. D'après le premier des deux systèmes d'union douanière on devrait s'entendre sur les arrangements suivants:

1° Abolition de la ligne douanière intérieure, c'est-à-dire de la ligne qui est actuellement établie le long de la frontière entre les deux territoires, en sorte qu'il ne resterait à l'administration pontificale que la ligne de douane du côté de la mer. Cette mesure aurait pour effet de diminuer de 600,000 fcs. environ la recette du trésor italien aussi bien que celle du trésor pontifical; mais elle donnerait lieu, en même temps à une épargne

(6)

En 500 000 fr. environ dans les frais supportés actuellement par
chacune des deux administrations. Il ne serait donc, en définitive,
pour le trésor pontifical qu'une perte nette d'environ 100,000 fr..

Le Gouvernement Italien serait disposé, d'ailleurs, à tenir compte
de cette perte dans les arrangements, à intervenir entre les deux admi-
nistrations, si, conformément au projet actuel, il y avait lieu à procéder
entre elles à une répartition des revenus douaniers;

2^e Affinilation des tarifs et des règlements respectifs; accession,
de la part du Saint-Siège aux traités actuels et futurs, stipulés
par l'Italie en matière de commerce de navigation et de douanes;
liberté absolue de trafic entre les deux territoires, liberté et franchise
absolues au profit du commerce de colportage exercé par les
reportifsants de l'un des deux Etats sur le territoire de l'autre;
traitement national assuré, réciproquement et sans aucune
restriction, aux bâtiments appartenants aux deux pays.

3^e Extension aux provinces pontificales de la législation
italienne en ce qui concerne le contrôle des métaux précieux;
établissement d'une administration unique fonctionnant sous
les deux Etats pour les monopoles qui sont ^{du ressort} de la régie; égalité
parfaite dans l'application des droits de consommation aux
produits des deux territoires.

4^e La répartition des produits douaniers de l'union
entre les deux administrations pourrait être effectuée sur
une base à déterminer d'après les principes admis en
général, en pareille matière.

Sans fixer en faveur de l'administration pontificale un
minimum absolu, ce qui présenterait plusieurs inconvénients

on pourrait adopter un système de répartition d'après lequel la quote part évolutive à l'administration pontificale se composerait de deux éléments; le premier serait une partie du produit net total des douanes Evénementielle proportionnelle à la population, la deuxième serait une prime sur les perceptions effectives directement par les douanes pontificales du côté de la mer.

Le coefficient de cette prime devrait être à son tour, l'objet d'accords spéciaux à l'occasion desquels on pourrait tenir compte de la perte de 100,000 fcs environ que l'administration pontificale supporterait par suite de l'abolition de la douane du côté de terre. Un exemple fera mieux comprendre le mécanisme pratique du système qu'on propose. Nous prendrions pour base les chiffres approximatifs résultant des données que nous possédons - Supposons que le total des produits nets perçus par l'union douanière, dans le courant d'un mois, se monte à 6,600,000 fcs, supposons encore que les populations respectives du Royaume et de l'Etat Pontifical soient dans le rapport de 30 à 1: admettons que la prime ait été arrêtée au chiffre de 20%; supposons enfin que les perceptions des douanes pontificales se montent, pendant la même période d'un mois à 200,000 fcs.

D'après l'application du coefficient seul des populations respectives, la quote part afférente au Saint-Siège serait de $6,600,000 \times \frac{1}{30} = 220,000$; mais la prime de 20% se montant, dans l'hypothèse actuelle à $200,000 \times \frac{20}{100}$, il faudrait encore ajouter 40,000 au chiffre de 220,000. Ce serait donc un total de 260,000 fcs.

(1)
qui seraient devolus au trésor pontifical. — La liquidation
et la répartition des avoirs respectifs des deux administrations
aurait lieu chaque mois.

2.^o De son côté le Saint-Siège, tout en conservant
son autonomie, au point de vue de l'administration aussi bien
qu'à celui de la perception, consentirait à ce que le Gouver-
nement italien déléguât des contrôleurs auprès de ses bureaux
des douanes. Une Commission mixte serait, en outre, établie
à Florence, sous la présidence du Directeur Général des
Douanes royales, afin de régler les affaires concernant les
intérêts généraux de l'union douanière, et surtout les comptes
entre les deux administrations.

B. Indépendamment de ce premier système d'union
douanière, on pourrait en réaliser un autre plus simple
auquel le Gouvernement italien donnerait la préférence.

Ce système consisterait à concentrer le service douanier
sur toute l'étendue de l'union dans les mains de l'admini-
stration Royale, sauf à allouer une somme fixe
au gouvernement pontifical. Dans cette hypothèse,
l'unification absolue devrait comprendre également
les services de la régie.

C. Dans le cas où il ne serait pas possible de
réaliser dès aujourd'hui aucun de ces deux systèmes
d'union douanière, on pourrait accepter, comme un
acheminement vers des rapports plus intimes, les
arrangements suivants:

1.^o Les marchandises importées et celles en transit,

(9)
Dont le transport aurait lieu par chemin de fer sur des
Waggons susceptibles d'être plombés, seront affranchis à la
frontière de toute formalité de déclaration, de chargement,
visite ou scellé des colis. — Ces formalités pourront être remplies,
le cas échéant, au bureau du lieu de destination.

2°. On établirait des douanes mixtes à Papo-Corse, Gênes,
et Orbetello (ou bien à Montalto), ainsi qu'un bureau mixte
à la gare de Rome pour la visite des bagages.

3°. La frontière, sur le chemin de fer qui longe le Tibre,
étant donc censée être établie à Papo-Corse, la visite des
voyageurs n'aurait lieu, au bureau d'Orte, que pour ceux
qui monteraient ou descendraient à cette dernière gare.

4°. Les colis scellés, en transit ou destinés aux entrepôts
de la douane, seraient affranchis de toute visite;

5°. Les produits naturels du sol, à l'exception de ceux soumis
au monopole de la régie, ainsi que tous les objets qui seront
désignés, d'après les exigences locales, et surtout en vue des
besoins de l'agriculture, seraient admis en franchise, sous
la réserve, cependant, de règlements spéciaux à établir d'un
commun accord.

6°. Les autres produits et les échantillons seraient également
admis en franchise s'ils sont destinés aux foires, aux marchés
ou aux entrepôts; cependant la franchise accordée dans ces
cas serait seulement provisoire, c'est-à-dire qu'elle serait
subordonnée à la condition que les droits seront payés, le
cas échéant, et conformément aux règlements qui seront
concertés à cet égard, si les objets dont il s'agit auront été vendus.

154 (46)
7° Les objets exempts de droits, pourraient être introduits l'un
État dans l'autre sur quelque point que ce soit de la frontière.

8° Le tabac et le sel de la régie pourraient traverser en
franchise le territoire pontifical.

9° Les deux administrations se concerteraient pour la re-
pression de la contrebande.)

Il serait entre autres, convenu que la libération des
acquits à caution délivrés pour les marchandises introduites
dans l'un des deux États pour être réexportés dans l'autre
devra être toujours subordonnée à la constatation du paiement
des droits pour l'entrée dans ce dernier état.

Postes. L'échange des correspondances entre les deux territoires
a lieu depuis les accords passés entre l'administration italienne
et l'administration pontificale au mois d'Avril 1867 à des
conditions assez satisfaisantes. Le tarif, entre autres, est le
même que celui qui est en vigueur pour l'intérieur du Royaume.
Quelques améliorations seraient toutefois encore à souhaiter:
voici les principales:

1° Les bureaux ambulants sur les chemins de fer devraient
avoir la faculté de poursuivre sans interruption leur course
entre Florence et Naples et vice-versa;

2° On devrait autoriser de part et d'autre, l'émission de bons
ou mandats sur les bureaux de la poste de l'autre État.

Télégraphes. Les conditions actuelles du service télégraphique
entre les deux territoires sont aussi satisfaisantes que
celles du service postal.

no 1/4

(11)

L'administration italienne désireait toujours que la réduction
du tarif qui vient d'être arrêtée pour les dépêches échangées à
l'intérieur du Royaume, fût appliquée également aux
dépêches échangées entre le Royaume et l'État Pontifical.
D'après ce nouveau tarif, la taxe serait fixée d'une ma-
nière uniforme à 1 franc pour les dépêches simples.

L'administration italienne désirerait aussi être autorisée
à établir le long des chemins de fer des fils télégraphiques
de jonction entre les différentes lignes intérieures du Royaume.
Ces fils seraient exclusivement réservés aux dépêches
échangées entre les provinces septentrionales et méridionales
du Royaume.

Extraditions. La matière des extraditions devrait être réglée
par des arrangements plus précis que par le passé. Le
Saint-Siège a dernièrement consenti, à la vérité, à l'extra-
dition de plusieurs malfaiteurs dont la remise lui avait
été demandée; mais des cas isolés de refus ou de simple
expulsion sans avis préalable, qui se sont également
produits, font désirer au Gouvernement italien la conclu-
sion d'accords ayant pour effet d'empêcher, à l'avenir,
la répétition de semblables inconvénients.

Les stipulations qui sont plus généralement en
vigueur entre les États européens, pourraient être prises
comme base pour spécifier les crimes auxquels l'extradition
devrait être appliquée. Le Saint-Siège s'engagerait en outre,
à ne pas faire de distinction entre les malfaiteurs dont

194 (12) 10
Le Gouvernement des Rois demanderait l'extradition, quelque soit la province à laquelle ils appartiendraient et il s'intéresserait la faculté d'expulser de son territoire des sujets italiens sans en donner un avis préalable aux autorités royales.

Repression du brigandage. Les Conventions militaires renouvelées dernièrement entre les Commandants des troupes respectives, en vue de la répression combinée du brigandage sur la frontière, devraient être maintenues. On pourrait également stipuler, sans toutefois étendre les limites de ces arrangements, que des accords spéciaux pourraient être pris directement entre les Commandants respectifs dans des circonstances particulières, afin de mieux assurer la coopération des troupes échelonnées des deux côtés de la frontière.

Transit des troupes italiennes. On pourrait emprunter le territoire pontifical pour le transit des troupes italiennes des provinces septentrionales aux provinces méridionales du Royaume. Il serait, toutefois convenu que ce transit aurait lieu exclusivement par chemin de fer.

Passeports. Les passeports seraient abolis; les moyens admis par les règlements intérieurs de l'un des deux États pour constater l'identité personnelle de chaque citoyen, suffiraient pour la libre circulation dans le territoire de l'autre.

Il serait expressément convenu que les ressortissants respectifs, dont l'identité aurait été constatée, jouiraient du même traitement que les habitants du pays pour ce qui concerne le commerce, la navigation, le libre établissement,

(13)
l'accès aux tribunaux et aux bureaux publics et les impôts
ou contributions de tout genre.

Les arrangements dont il est question dans
ce mémoire devraient être pris entre les chefs des administra-
tions respectives, qui seraient en outre autorisés à s'entendre
directement entre eux, pour faciliter l'exécution et élargir
l'application de ces arrangements.

Si le modus vivendi qu'on propose était établi entre
les deux territoires contigus, l'amélioration des rapports
économiques, qui en serait le résultat nécessaire, offrirait
au Saint-Siège non seulement des bénéfices matériels
dont il ne saurait méconnaître la valeur, mais encore et
surtout des gages sérieux de sécurité qui remplaceraient
avantageusement les garanties douteuses que les postes
douaniers actuellement existant le long de sa frontière
peuvent lui fournir. La tâche des autorités civiles et
militaires chargées de faire respecter l'ordre et l'inviolabilité
des deux Etats serait, en effet, grandement facilitée par
la cessation de cet état de surexcitation que les intérêts
lésés entretenaient chez les populations.

Al Ministro degli Affari Esteri e al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 18 Giugno 1868.

Il Barone di Malaret mi ha comunicato un dispaccio del suo Governo col quale questo gli ordina di esprimerci la sua soddisfazione per l'accomodamento che sta sul punto di essere definitivamente concluso per il riparto del debito pontificio. Il Marchese di Montebello interpose nella stessa occasione il Rappresentante Tuftes in Firenze ad ottenere che questo accomodamento fosse compiuto prima della scadenza del prossimo 31 Luglio per cui il Governo pontificio non abbia a pagare gli interessi semestrali dell'intera quota rimasta finora indivisa. Ho risposto al Barone di Malaret che, avendo io in capo il Commissario francese, venuto per terminare le occorrenti operazioni del riparto, in relazione diretta col mio Collega delle finanze, non avrei potuto dargli una precisa risposta prima di averlo ^{interpellato} al riguardo quel mio Onorevole Collega. Sind'ora però, soggiunsi, ritengo che da parte nostra si farà quanto è possibile perché i definitivi accordi abbiano luogo in tempo utile per evitare alle due parti gli inutili imbarazzi di contabilità che nascerebbero se la S.^a Sede dovesse pagare anche il vicino semestre di Luglio per tutta la quota ancora indivisa. Mi affrettai poi a far conoscere al ^{Lig} Ministro delle finanze quanto il ^{Lig} Malaret mi aveva detto, ed ebbi a confermarmi nella opinione che non dipenderà da noi se questo affare non sarà terminato a tempo debito.

Gratifica su

~~Giudice~~

L. F. Menabrea.

57

Il Ministro Del Rea Parigi al Ministro Degli Affari Esteri in France
(Copia) Parigi, 21. Giugno 1868 ricev. il 24. 2°

Onorevolissimo Signor Ministro

Ho ricevuto il dispaccio che l' E. V. mi fece l'onore di
indirizzarmi in data Del 18. corrente, insieme col memorandum
che vi era annesso e che sviluppa le idee Del Governo Del Re
intorno alle proposte da esso fatte per stabilire un modus vivendi
tra il Regno d' Italia e la Santa Sede. Diedi per
lettura di questi due documenti a S. E. il M^{te} di
Moustier, a cui ne lasciai copia conformemente al
Desiderio da esso manifestatomi. Il Ministro imperiale
Degli Affari Esteri m'incaricò di ringraziare l' E. V.
per questa importante comunicazione, e mi disse che
si riservava di sottomettere i documenti stessi a
S. M. L' Imperatore di esaminarne maturamente
il contenuto. Egli soggiunse però che la lettura di essi
gli aveva fatta favorevole impressione.

Gradisco ecc.

(Sto) Nigra

M. Ministro Del Rea Parigi al Ministro Degli Affari Esteri in France
(Espresso) Parigi, 28. Giugno 1868 ricev. il 28. 1868
Onorevolissimo Signor Ministro

Ho ricevuto oggi a notizia di S. E. il M^{te} di Moustier
quanto l'E. V. mi fece l'onore di scrivermi col dispaccio
del 18. corrente, intorno ai negoziati della ripartizione
del Debito pubblico pontificio.

Domandai in pari tempo al Ministro imperiale
Degli Affari Esteri se conformemente alla domanda
ch'io gli aveva fatta in seguito ad un telegramma
dell'E. V., aveva inviato al D^{ne} di Malaret le
istruzioni occorrenti perche il protocollo relativo a questo
affare fosse firmato in breve.

Il M^{te} di Moustier mi disse che un recente
telegramma lo aveva informato che l'accordo d'acuerdo
era stato concluso, del che si mostrò assai soddisfatto.

Gradisca ecc.

(Sto) Nigro

70
2
Ministro degli Affari Esteri al Ministro del R. Collegio
Firenze, 31 luglio 1866

Signor Ministro,

Oggi stesso fu firmato dal Ministro di
Francia e dal Rejo Ministro delle Finanze
il Protocollo finale pel riparto definitivo
del debito pontificio. Voglia, Signor Ministro,
darme notizia a S. B. il Ministro Imperiale
degli Affari Esteri, al quale probabilmente
ne sarà stato ^{dato per telegrafo} ~~telegrafato~~ diretto avviso dal
Barone di Malesherbes, affinché ^{risulti} ~~comprenda~~ così
in modo ufficiale della chiusura di
questi lunghi negoziati.

Gradisco, &c.

J. Mancabrea

Il ministro degli Affari Esteri
e l'ambasciatore a Parigi

Florence, 22 août 1868.

Monsieur le ministre, vous avez appris par mes dernières communications qu'un protocole final sur la répartition de la dette pontificale afférente aux provinces annexées a été signé à Florence, le 31 juillet dernier, par M. le ministre des finances et M. le baron de Malaret.

Cet acte, dont l'importance, dans les circonstances actuelles, ne saurait vous échapper, met un terme aux difficultés que les regrettables événements de l'année dernière avaient fait surgir, relativement à l'exécution des stipulations consacrées par la convention du 15 septembre 1864. Ces difficultés, le gouvernement de l'Empereur ne l'ignore pas, étaient, en effet, d'une gravité incontestable.

Nous étions en présence d'une occupation du territoire pontifical par les troupes françaises, contre laquelle nous avions cru devoir protester. L'opinion publique en Italie en fut justement émue et vit dans le fait de cette occupation une infraction manifeste à la convention de septembre, qui autorisait en conséquence le gouvernement du roi, sinon à refuser, du moins à suspendre l'accomplissement des engagements qu'il avait contractés par ladite convention, jusqu'à l'évacuation du territoire pontifical par les troupes françaises; et c'est dans ce sens qu'un ordre du jour auquel le ministère ne crut pas devoir s'opposer, en faisant toutefois des réserves pour l'avenir, fut voté dans la séance de la Chambre des députés du 21 décembre dernier.

C'est de ces réserves que le gouvernement du roi vient de se prévaloir en signant, sous sa responsabilité, le protocole final de la répartition de la dette pontificale.

Un plus mûr examen de la question avait, en effet, amené le gouvernement du roi à reconnaître que la répartition de la dette pontificale devant être réglée d'après les stipulations de la Convention du 7 décembre 1866, qui est elle-même un acte international entièrement distinct de la Convention de septembre 1864, la signature du protocole final ne pouvait être retardée. De cette manière, le gouvernement italien, en sortant de la position anormale qui résultait pour lui des événements de l'année dernière, se replaçait de fait sur le terrain de la Convention de 1864 et se trouvait avoir rempli consciencieusement, de son côté, toutes les clauses que cette convention renferme.

Nous avons pensé que cette conduite serait dûment appréciée par le gouvernement de l'Empereur, et qu'elle aurait pour résultat immédiat le retrait des troupes françaises du territoire pontifical. Nous ne pouvions supposer, en effet, que le gouvernement impérial hésitât à répondre à la marque de confiance que nous venions de lui donner, et se refusât à prendre une mesure qui ne serait qu'un acte d'une stricte réciprocité envers l'Italie et ferait disparaître tout sujet d'irritation entre les deux pays.

Le gouvernement de l'Empereur sait que rien ne mettrait en ce moment, du côté de l'Italie, la sûreté du gouvernement du Saint-Père; et quant à l'avenir, nous lui avons donné les assurances et les preuves les plus positives que nous serions résolus à ne pas tolérer les tentatives d'invasion des frontières pontificales et que nous pouvions, au be-

soin, les réprimer avec toute la sévérité de la loi.

Nous avons manifesté d'ailleurs notre désir bien sincère de vivre dans des rapports de bon voisinage avec le gouvernement du Saint-Siège, en formulant un projet de *modus vivendi* que le gouvernement impérial a trouvé de tout point raisonnable et satisfaisant. Il n'y aurait pas de notre faute, si la cour de Rome, le repoussant, ne se montrait pas animée des mêmes sentiments à notre égard. Cela posé, après l'acte important que nous venons d'accomplir par la signature du protocole en question, vous conviendrez, monsieur le ministre, que la prolongation de l'occupation du territoire romain par les troupes impériales, ne s'appuyant plus sur un motif, ne serait pas comprise de l'opinion publique en Italie et mettrait le gouvernement du roi dans une situation des plus difficiles et des plus pénibles.

Nous avons trop de confiance dans la droiture et la loyauté du gouvernement impérial pour ne pas être sûr qu'il voudra tenir compte des considérations que nous venons d'exposer, et dissiper ainsi tout sujet d'appréhension qu'on pourrait avoir conçu en Italie.

Veillez, Monsieur le ministre, donner lecture de cette dépêche à S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères et lui en faire copie, s'il vous en exprime le désir.

Agréé, etc.

Signé : MENABREA

73
444
Il Ministro del Rea Parigi al Ministro degli Affari Esteri francese
(Caffa) Parigi, 28 Agosto 1868. Ricev. il 31. 88

Onorevolissimo Signor Ministro
Mi pervenne il dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore
di scrivermi il 22 Agosto corrente, relativamente
agli affari di Roma ed all'occupazione francese del
territorio pontificio.

S. E. il M^{te} di Moustier trovandosi assente
da Parigi non ho potuto intrattenervi con esso verbalmente
intorno al grave oggetto di questo dispaccio. Tuttavia
non volendo tardare a portare a notizia del Governo
Imperiale in ~~documenti~~ ^{destinato ad}
essere comunicato al Ministro imperiale degli
Affari Esteri, ho stimato opportuno di inviare al
M^{te} di Moustier una copia del dispaccio stesso,
accompagnato da una nota di trasmissione in data d'oggi
Gradisca ecc.

(f. l.) Nigro

65

Il Ministro del Rea Parigi al Ministro degli Affari Esteri in Firenze
(Copia) Parigi, 14. Settembre 1868. ricev. il 7. 27

Onorevolissimo Signor Ministro

Avendo il M^{te} di Moustier fatto jeri una corsa a Parigi, mi recai al Ministero imperiale degli affari esteri ed ebbi con ^{lui} questo ~~Ministro~~ una conversazione intorno alle cose di Roma ed al contenuto del dispaccio dell'E. V. del 22 Agosto scorso, del quale io aveva fatto comunicazione uffiziale al governo francese il 28. Dello stesso mese.

Ripetendo al M^{te} di Moustier gli argomenti sviluppati nel dispaccio dell'E. V., domandai al Ministro imperiale degli affari esteri, serendone giustizia all'operato dal governo del Re e tenendo conto delle nuove condizioni di cose in Italia, ^{che erano} affatto diverse da quelle che avevano provocato il nuovo intervento francese negli Stati pontificii, il Governo imperiale fosse disposto finalmente ritirare le sue truppe da Civitavecchia.

Il M^{te} di Moustier mi rispose che aveva conferito con S. M. l'Imperatore intorno al contenuto del dispaccio dell'E. V., e che era quindi autorizzato a dichiararmi quanto segue, cioè: che il Governo imperiale rende giustizia all'operato dal governo del Re nello scopo di calmare gli spiriti in Italia e di ristabilire i principii di ordine e d'autorità, e la pubblica sicurezza; che riconosceva come le condizioni fossero migliorate; che teneva conto

dell'esecuzione. Delle stipulazioni relative al debito pubblico -
pontificio, non che delle proposte fatte dal R. Governo per
determinare un modus vivendi fra l'Italia e Roma,
i quali due fatti erano tali da ispirare nel Governo francese
ogni fiducia nelle rette intenzioni del Governo di S. M.;
che il Governo francese manteneva quindi l'assicurazione
data che le truppe francesi sarebbero ritirate dal territorio
pontificio appena ciò si sarebbe potuto fare senza inconvenienti,
ma che a giudizio del Governo imperiale questa ritirata non
sarebbe ora opportuna e che non si sarebbe potuto eseguire
senza inconvenienti gravi. Domandai al M^{te} di Montier
per quali ragioni l'evacuazione immediata non fosse creduta
opportuna. Egli mi rispose che quantunque il Governo
imperiale riconosca che le condizioni della pubblica tranquillità
siano migliorate in Italia, tuttavia non erano ancora tali, a suo
giudizio, e secondo le sue informazioni, da permettere che le
truppe francesi la sciassero Civitavecchia.

S. E. aggiunse che le informazioni pervenute al
Governo imperiale constatavano l'esistenza di mazziniani
nella Penisola, e che era a temersi che la partenza della
guarnigione francese desse occasione ad agitazioni o tentativi
pericolosi.

A questa osservazione io opposi che il Governo del Re
era al contrario convinto, come aveva potuto rilevare
dall'asserzione formale contenuta nel dispaccio dell'E. P.,

che nulla per parte dell'Italia minacciava per ora la
sicurezza del Governo pontificio, e che quanto all'avvenire
il Governo del Re aveva dato le assicurazioni e le prove
più positive ch'egli era ben risoluto a non tollerare tentativi
d'invasione, e che aveva il potere e la volontà di reprimerli
all'uopo, con tutta la severità delle leggi. M^{re} di Moustier
insistette sulla questione di opportunità, mantenere l'affermazione
d'informazioni sull'esistenza di una maggioranza in
Italia, e disse infine che quantunque tenga nel massimo
conto le apprezzazioni del Governo del Re intorno all'oppor-
tunità del ritiro immediato delle truppe francesi, il Governo
imperiale non può rinunciare alle proprie apprezzazioni
sui risultati d'una tale misura, e che queste apprezzazioni
sono che il ritiro non potrebbe operarsi in questo momento
senza creare ————— nuovi timori e
nuove inquietudini nei paesi cattolici. Io replicai alla
mia volta che in presenza d'una tale divergenza, io non
poteva che mantenere le apprezzazioni del mio Governo.
Soggiunsi poi che l'evacuazione era reclamata dalla
opinione pubblica in Italia, e specialmente da quella
parte della pubblica opinione che più vivamente aveva
combattuto e disapprovato il tentativo gariboldino
dello scorso autunno; che la permanenza delle truppe
francesi a Civitavecchia avrebbe avuto per risultato di
le sacerbare gli animi in Italia, di ridestare le suscettibilità,

che perciò
l'evacuazione, ^{altre} sarebbe stata cosa giusta in se
stessa e conforme ai pubblici patti, sarebbe stata altresì
una misura utile, saggia e prevedibile. A questo punto
ripigliai di nuovo mio aduno gli argomenti che l'E.F.
suggerì nei suoi dispacci, e vi aggiunsi quelli che si
presentavano al mio spirito durante questa conversazione.

Il M^{te} di Moustier mi ascoltò, e disse il vero,
con molta attenzione e in atto di molta benevolenza e di
molta cordialità. Ma la sua conclusione fu per sempre
la stessa, cioè: mantenimento dell'assicurazione. Del
ritiro delle truppe nel più breve termine possibile, ma
Dichiarazione dell'assoluta inopportunità di farlo in questo
momento. Spinto da me a spiegarsi intorno alla fissazione
d'una epoca eventuale in cui si potesse fare questo richiamo
delle truppe francesi, il M^{te} di Moustier mi disse che
gli era impossibile di fissare un'epoca qualunque, giacché
le risoluzioni del governo imperiale erano subordinate alle
condizioni di cose in Italia. Ed alle informazioni che
il nuovo Ambasciatore Francese avrebbe inviato da Roma,
nonché alle nuove pratiche che questi sarebbe stato incaricato
di fare presso la Santa Sede.

Il M^{te} di Moustier continuò press'a poco in
questi termini:

"L'Imperatore desidera sinceramente ritirare

1003 456
« le truppe da Civitavecchia. La Francia fu forzata al nuovo
« intervento. A tutti è noto quanto ciò le sia spiaciuto.
« Essa fece ogni cosa per evitarlo. Non mancarono avvisi;
« non mancarono dimostrazioni. Non fu la Francia, che
« creò questo stato di cose. Essa ha perciò qualche diritto di
« riservare la sua apprezzazione sull'opportunità di far
« cessare un fatto ch'essa non ha provocato. Del resto il
« ritiro delle truppe francesi, nell'attuale stato di cose in
« Italia ed in Europa, è un avvenimento grave del quale
« debboni calcolare le possibili conseguenze. È cosa
« nella quale importa riflettere con maturità di giudizio.
« Il Governo francese ha nominato il M^{te} di Baumerille
« a suo nuovo Ambasciatore in Roma. Questi si recherà
« in breve al suo posto. avrà ordine d'intervolar pranzi sulle
« basi del modus vivendi proposto dall'Italia, chiamando
« l'attenzione della Santa Sede successivamente su ciascuno
« dei punti proposti. Il Governo francese non può
« presentare alla S. Sede il progetto di modus vivendi
« come un ultimatum, colla minaccia di ritirar le truppe
« in caso di rifiuto. »

Interruppi qui il M^{te} di Montier per dirgli
che quantunque io fossi convinto che la Santa Sede non si
sarebbe ad un equo componimento coll'Italia
se non quando vi fosse costretto da un urgente necessità,
tuttavia se il Governo francese non voleva usare nemmeno

1446
L'ombra di minaccia verso il Governo pontificio, poteva
presentare alla Corte di Roma il richiamo delle truppe
francesi; non già come una minaccia, ma come un segno
di confidenza nella tranquillità della penisola e nella
sicurezza della S. Sede, resa più certa dall'aumentato
esercito pontificio e dalle nuove fortificazioni di Roma
e di Civitavecchia.

A questo il M^{re} di Moustier rispose che
comunque la cosa si presentasse alla S. Sede, esso
sarebbe accolto con vivissimo dispiacere e con grave
languenza al Vaticano. Conchiuse consigliando d'aver
pazienza e fiducia, e affermando i sentimenti di
amicizia e di simpatia del Governo imperiale verso
il Governo del Re.

Nel prender commiato dal M^{re} di Moustier,
che riparte oggi stesso in congedo, gli dissi che avrei
riferito la conversazione all'E. M., ma non gli celai
che la risposta data mi avrebbe prodotto una dolorosa
impressione sul Governo del Re.

Gradisca ecc.

Sto. e Vigna

456
Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi,
(Copia) Firenze, 11. Settembre 1868.

Signor Ministro -

Mi pervennero regolarmente il Lei rapporto in data
Del 11. corrente col quale Ella mi informa della conversazione
da Lei avuta con S. E. il M.^{te} di Moustier circa l'occupazione
di una parte del territorio pontificio per parte delle truppe francesi.

Ella fece egregiamente concludendo il suo discorso
col Ministro Imperiale degli Affari Esteri col fargli osservare
la dolorosa impressione che produrrebbero nel Governo del Re
le risposte che Ella dovea riferirvi. Ed infatti assai penoso
è l'impressione che cagionò in noi il sentire che mentre il governo
francese rinnova la promessa fattaci di evacuare il territorio della
Santa Sede, appena ciò potrà farsi senza inconvenienti, ritrae
però che il momento di tradurre in atto quel divisamento
non sia ancor giunto.

Egli è sulla questione di opportunità che il Sig. di Moustier
parmi abbia voluto
~~non~~ particolarmente volere insistere allorché, pur
ammettendo che le condizioni della pubblica tranquillità sono
migliorate in Italia, egli persisteva a dire che queste non erano
tuttavia tali da permettere, a suo giudizio, e secondo le sue
informazioni, che le truppe francesi partissero da Civitavecchia.
Siffatta particolare insistenza Del Ministro Imperiale
degli Affari Esteri a parlare delle informazioni che egli
~~riceveva~~ intorno alle condizioni presenti della penisola mi induce

naturalmente a farle conoscere, Signor Ministro, due pratiche
fatte recentemente preposizioni dal Signor ^{Laron} de la Villestruix,
incaricato d'Affari di Francia. ~~Le~~ Due volte questo signore
venne premurosamente a comunicarmi ^{notizie} le informazioni le
più precise e particolarizzate ^{intorno a} ~~le~~ ^{suoi} rivoluzionari
che dovevano succedere a Roma ed a Napoli. La data del
giorno, il nome dei capi, le località di sbarco e d'imbarco, tutto era
minutamente descritto. Se non che quelle dato sono trascorse,
i capi ^{indicati} ~~non si~~ non si
mossero dalle loro ordinarie dimore, nessuno approdò, nessuno
s'imbarcò, insomma ogni cosa riferita fu riscontrata
interamente falsa.

Avendo dipoi avuto occasione di vedere di nuovo
il sig. de la Villestruix non ebbi difficoltà ⁱⁿ di mostrargli come,
se in quelle informazioni il governo imperiale metterà il fondamento
della sua politica ^{verso l'} Italia, questa ^{una politica non potrebbe essere} ~~non potrebbe essere~~ ^{in fatto} ~~in fatto~~
che da una serie di equivoci e di errori. ^{Egli è evidente che} ~~Le~~ ^{imprescindibili}
che ispirano al governo dell'Imperatore informazioni che i
fatti non tardano a smentire compiutamente, non
potrebbero addursi come ^{valido} ~~valido~~ argomento per ritardare
l'evacuazione del territorio pontificio.

Nella conversazione ch'ella ebbe col sig.
di Moustier questi ^{voleva} ~~sa~~ ^{poteva} ~~potrebbe~~ ^{anche} ~~anche~~ ad un
altro ordine di considerazioni che impedirebbe al governo
imperiale di richiamare prontamente le sue truppe

La Francia vorrebbe evitare di creare nuovi timori e nuove inquietudini nei paesi cattolici.

Ella ebbe già occasione di dire al Sig. di Moustier che il Governo del Re voleva e sapeva resistere a qualunque tentativo si cercasse di fare per ^{per animare} ~~per animare~~ agitazioni

periculosissime all'Italia; Ella fece dunque ottimamente di quando si ~~proponeva~~ ^{proponeva} a di ~~proponeva~~ ^{proponeva} al Sig. de Moustier ~~per esprimere col Sig. de Moustier il senso di dimostrazione~~

che se ~~una~~ ^{ci ha} cosa ~~potrebbe~~ ^{deve} mantenere il germe di una agitazione,

che altrimenti sarebbe ormai ^{spenta} ~~estinta~~, questo è appunto

l'occupazione di una parte del territorio pontificio da truppe francesi. Il Governo Imperiale sarebbe tratto in gravissimo errore se non si rendesse esattamente conto dell'impressione

che produce anche nelle persone più savie e moderate, la

persistenza ch'egli mette nel voler mantenere l'occupazione

di Civitavecchia. È dovere di un Governo sinceramente

amico della Francia di segnalare in tempo gli effetti

di una politica ^{che ha per sola conseguenza d'irritare} ~~che le ostina~~ ogni di più gli animi degli

Italiani. Epperò le cose dette dalla S. V. al Sig. M^{te}

di Moustier ^{dovrebbero essere più che sufficienti} ~~mi sembrano tali da bastare~~

^{per dirigerlo} ~~nel~~ governo imperiale, ~~un concetto esatto~~ della vera tendenza

della pubblica opinione nel vostro paese di fronte ad una

prolungata occupazione del suolo pontificio. Resterebbero

è vero i nuovi timori e le nuove inquietudini che la Francia

vorrebbe evitare ^{di far sorgere negli} ~~negli~~ altri paesi cattolici. A questo riguardo

151

Debbono anzi tutto osservare che il governo italiano è interessato al pari di qualsiasi altro a tutelare gli interessi religiosi della grande maggioranza de' suoi sudditi e che nulla nella condotta del Governo del Re può autorizzare a ^{far} credere che egli non si preoccupi di evitare le inquietudini che potrebbero ^{nascere} sorgere nelle coscienze cattoliche. Il Governo italiano pur professando un assoluto rispetto per le cose che appartengono alla fede ed alla Chiesa queste cose non confonde con quelle che risguardano la vita civile e politica delle popolazioni. Ma a questo riguardo, senza entrare in più ampia discussione, preferisco limitarmi ad osservare che l'Italia e la Francia essendo state per lo addietro perfettamente d'accordo nello escludere la singolare pretesa di certi Stati di considerare il territorio romano come una mano morta della cattolicità, noi non sapremmo ^{spiegarsi come} ~~ancora e there~~ il gabinetto delle Quirinarie abbia ^{potuto} così profondamente modificare le proprie idee sopra ~~una gestione di tanta gravità~~ ^{per renderne} prima che il medesimo ci abbia fatto al proposito una ~~prima comunicazione~~ ^{prima comunicazione}. Diretta ed esplicita comunicazione. Basterà pertanto ch' Ella ritenga che intorno a ciò le nostre idee non sono punto mutate; noi ci opporremo sempre e nel modo più risoluto, a qualunque ingerimento che un'altra potenza cattolica ^{qualsiasi} pretendesse assumere nelle cose riguardanti i rapporti dell'Italia colla Santa Sede.

Che se ne le informazioni esatte della condizione vera delle cose in Italia, né la volontà e la forza del governo

117
presso di noi costituito, ne infine gli impegni che dalle parole
del Sig. di Moustier si potrebbe supporre averla Francia
assunto verso altri Stati, possono essere motivo valevole
per continuare un'occupazione militare nel territorio pontificio,
a noi non resterebbe per verità che a cercare nel campo delle
congetture la ragione vera di uno stato di cose tanto nocivo
al mantenimento dei buoni rapporti che hanno sempre
esistito fra l'Italia e la Francia. Non ispetta a noi il
ricercare quale impressione produrrebbe in Francia l'annuncio
della completa evacuazione del territorio pontificio; ma noi
non ignoriamo che il partito liberale moderato di Europa
accoglierebbe con plauso universale la Decisione colla quale
il Governo francese farebbe sparire persino le ultime
vestigia del sistema dell'intervenzioni straniere. Che
se per avventura taluno credesse che ad un atto di
giustizia a nostro riguardo per parte del Governo imperiale
si potesse attribuire un significato politico diverso da
quello che esso avrebbe realmente cercando la ragione
'inevitabile che ora tengono in sospeso tutti gli animi';
noi dovremmo rispondere che siffatte considerazioni non
sono d'indole tale da poter distruggere i diritti ed i
doveri che esistono fra gli Stati e che mal opinerebbe chi
supponesse che dalle intervenzioni straniere si siano potuti
mai ottenere benefici risultamenti. Questo hanno ^{sempre} ~~avuto~~
distrutte le simpatie, seminati i disidii, preparate le

189 165

ostilità fra i popoli ai quali gli interessi reciproci bene —
intesi avrebbero invece dovuto suggerire di vivere in pace
ed in perfetta concordia.

Averdoni Ella fatto sapere che il sig. di Moustier
risponderebbe alle mie comunicazioni per mezzo di un suo
dispaccio al Rappresentante di Francia in Firenze, e
non reputo conveniente darle per ora altre istruzioni
relative a questa pratica, riservandomi di ciò fare ove
ne fosse il caso, dopo aver ricevuta la risposta del gabinetto
francese. Non volli però che la S. M. ignorasse l'impressione
provocata sul Governo del Re dalle cose dette dal Ministro
Imperiale degli Affari Esteri, potendo la esatta conoscenza
degli intendimenti nostri giovare sin d'ora come una
generale di conversazione.

Gradisca ecc.

(f.º) Menabrea

(Annexes)
M. Nigra a l'ég. l'ill. l'ill. l'ill. l'ill. l'ill.
de l'ann. de l'ill. l'ill. l'ill. l'ill. l'ill.
Paris, le 19 mars 1868.

Monsieur le baron,

Préoccupé de hâter le moment où il lui sera permis de mettre fin à l'occupation française, animé en même temps d'un sincère désir de rechercher les moyens d'améliorer les rapports mutuels de l'Italie et du Saint-Siège, le gouvernement de l'Empereur avait convié le cabinet de Florence à un amical échange d'explications et d'idées. M. le général Menabrea n'a pas repoussé cette suggestion, et il vous a entrete nu confidentiellement d'un certain nombre de points que vous avez résumés dans votre correspondance. M. Nigra, de son côté, a reçu l'ordre de me remettre la dépêche ci-jointe, qui renferme le développement et propose les conditions d'un *modus vivendi* qui lui paraîtrait répondre à tout ce que comporte l'état actuel des choses.

Nous avons accueilli la communication de M. le ministre d'Italie avec la satisfaction que devait nous inspirer une démarche de cette nature. Le cabinet de Florence, quelle que soit la bienveillance de nos dispositions, ne pouvait pas toutefois attendre de nous une réponse immédiate; M. Nigra l'a parfaitement compris. Les questions qui nous sont soumises ne sont pas seulement graves en elles-mêmes; elles touchent, par leurs côtés les plus importants, à des intérêts dont il ne nous appartient pas de nous faire les arbitres, et le rôle que l'Italie désire nous voir prendre est celui d'intermédiaires, obligés à une grande prudence et à de sages tempéraments.

Nous avons à cœur, en effet, de réussir dans une tâche qui a pour but de rendre plus faciles les rapports de deux gouvernements auxquels nous portons un intérêt égal et sincère. Nous sommes heureux de voir le cabinet de Florence entrer franchement avec nous dans cet ordre d'idées qui inspirait déjà la France et l'Italie lorsqu'elles ont signé la convention du 15 septembre. Remettre cette Convention en vigueur est évidemment la seule voie pratique à suivre dans les circonstances actuelles, et nous admettons à cet égard la manière de voir du gouvernement italien.

Le cabinet de Florence, complètement édifié aujourd'hui sur les causes qui ont déçu, l'année dernière, nos légitimes espérances, est convaincu, comme nous, que c'est par une exacte vigilance appliquée à déjouer des intrigues les entreprises révolutionnaires et non pas une surveillance tardive et incomplète des frontières au moment de la crise, que les Etats pontificaux peuvent être efficacement protégés. Il serait donc essentiel de connaître quelles mesures le gouvernement du roi serait dans l'intention et la possibilité de prendre pour empêcher désormais la formation de nouveaux dépôts d'armes, les colportements plus ou moins clandestins que l'on essaierait de faire encore, et les attaques qui seraient dirigées une seconde fois contre le territoire pontifical. Les certitudes que nous pourrions avoir à ce sujet justifieraient notre confiance et nous aideraient à la faire pénétrer dans le sentiment public.

Quant aux bons offices que le cabinet de Florence nous demande pour régler les rapports de voisinage entre l'Italie et le gouvernement pontifical, ce vœu n'a rien que de conforme aux idées que nous avons toujours professées. Notre correspondance en fait foi, et je puis rappeler les conseils que nous donnions des deux côtés, à la fin de l'année 1866, au moment de l'évacuation. Nous sommes donc disposés à encourager tout ce qui tendrait à faire disparaître les difficultés matérielles résultant de la contiguïté des deux pays, et à multiplier ainsi les occasions et les chances d'un rapprochement moral plus complet.

De tous les points énumérés dans la note

été remise par M. Nigra, l'établissement d'une union douanière est le plus important parce qu'il touche, non-seulement aux relations journalières des deux pays, mais à leur intérêt financier.

Nous devons toutefois prévoir que cette combinaison soulèvera de nombreuses objections à Rome et, avant de la recommander au gouvernement pontifical, il est nécessaire que nous recueillions du cabinet de Florence tous les éclaircissements propres à nous fixer sur la portée générale comme sur les détails pratiques de la négociation qu'il s'agirait d'ouvrir. C'est vous dire assez que vous vous appliquerez à constater comment M. le président du conseil comprend ces arrangements douaniers, comment surtout il nous mettrait en mesure de démontrer que non-seulement ils ne porteront aucune atteinte aux finances du St-Siège, mais encore que, par la suppression de cette surveillance qu'une ligne de douane rend facile, ils ne compromettront pas la sécurité que le gouvernement pontifical semble aujourd'hui trouver à peine suffisante.

Si cependant, à la faveur de loyales explications, un accord pouvait par nos soins s'établir sur cette question, la solution des autres deviendrait certainement plus simple, et c'est pour cette raison que je ne crois pas encore opportuniste d'en faire l'objet d'un examen détaillé.

Je suis heureux, d'ailleurs, de constater que l'une des difficultés signalées dans la dépêche du général Menabrea vient d'être réglée par voie d'entente directe entre l'administration pontificale et l'administration italienne; elles ont été de part et d'autre, autorisées à renouveler les arrangements pris antérieurement sur la frontière pour la répression du brigandage, et dans le cas d'une entente sur les autres points, les deux gouvernements n'auront sous ce rapport qu'à rendre permanent l'arrangement provisoire intervenu entre les officiers délégués par eux.

Je ne veux mentionner que pour mémoire l'exécution de la convention signée entre nous et l'Italie, le 7 décembre 1866, pour régler la

part qui lui est due dans la dette pontificale. Cette convention a, en effet, une valeur obligatoire d'un caractère définitif et ne comporte point d'ajournement. Si je ne vous ai chargé jusqu'ici d'aucune démarche officielle pour assurer la continuation des paiements interrompus par suite de certaine difficulté d'exécution, c'est que je n'ai jamais pensé que le gouvernement du roi pût avoir besoin d'être rappelé à l'observation de ses engagements. Je suis d'autant plus fondé à persévérer dans cette opinion, que le conseil d'Etat italien a lui-même reconnu récemment toute l'autorité de ces stipulations.

Telles sont, monsieur le baron, les réflexions que me suggère, dès à présent, la note du général Menabrea. Il verra que nous l'avons prise en très sérieuse considération. Vous saurez cette circonstance pour lui témoigner l'intérêt sympathique avec lequel nous suivons les efforts de l'administration qu'il préside et l'honorable évolution qui s'est faite dans l'opinion publique.

Nous fondons le plus légitime espoir sur la fermeté soutenue avec laquelle le ministère actuel, tout en restant fidèle aux idées libérales, s'attache à grouper autour de lui les éléments conservateurs que le pays renferme dans son sein. Ainsi se fortifiera la confiance que les destinées de l'Italie inspirent à ses amis et disparaîtront les arguments à l'aide desquels les adversaires de son unité essaieraient encore d'en contester la durée. Le gouvernement de l'Empereur, dont les sentiments à cet égard ne sont pas douteux, verrait dans l'amélioration graduelle des rapports de la cour de Florence avec le Saint-Siège un gage d'affermissement pour l'Etat de Rome, dans la perspective d'une union plus étroite et plus durable.

Variante pro Potta.

... c'est que notre ^{entière} confiance
dans la loyauté du gouvernement
italien nous a toujours fait
considérer une pareille démarche
comme superflue. Je suis

SESSIONE 1867-68
PRIMA DELLA X LEGISLATURA

CAMERA DEI DEPUTATI

DOCUMENTI DIPLOMATICI

CONCERNENTI

presentati

DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI

(MENABREA)

nella tornata del marzo 1869.

DOCUMENTI DIPLOMATICI

PRESENTATI AL PARLAMENTO

L.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 7 dicembre 1867, 0 35 pom.

(Telegramma.)

Il telegrafo ci ha comunicato un sunto del discorso del signor Rouher. Questo discorso, a quanto sembra, farà mutare intieramente la situazione, imperocchè il ministro dell'imperatore avrebbe dichiarato di voler esigere nuove guarentigie da parte nostra per la osservanza della convenzione del 1864, senza neppur accennare a ciò che la Santa Sede dovrebbe fare per renderci quella convenzione meno onerosa.

A giudicare dal breve sunto telegrafico, quel discorso verrebbe a rendere vana ogni ulteriore trattativa per la riunione di una conferenza. Noi abbiamo tuttavia la convinzione di non aver dal canto nostro fatto cosa alcuna che potesse osteggiare quel progetto. Non saremo noi ~~colpevoli~~ ~~che~~ quella riunione non si ~~potrà~~ più effettuare.

Intorno a questo cambiamento avvenuto nell'atteggiamento del governo francese a nostro riguardo, aspetto dalla S. V. delle informazioni che permettano al ministero di formarsi un concetto esatto delle vere intenzioni del governo imperiale.

Dovrei pure incaricare la S. V. di chiedere spiegazioni sulle parole del signor Rouher concernenti l'augusta ~~Majestà~~ ~~Maestà~~ del nostro sovrano. Ma quelle parole mi paiono così gravi ch'io reputo miglior consiglio aspettare di aver sott'occhio il testo preciso del discorso, prima di darle le mie istruzioni.

Firm. — MENABREA.

H. Tepe

□ l'ha L'ha
44 colpa se

++ Persona

II.

**Il Ministro degli Affari Esteri ai Rappresentanti del Re a Berlino,
Londra, San Pietroburgo e Vienna.**

Firenze, 7 dicembre 1867, 1 pom.

(Telegramma.)

Desidero conoscere l'opinione di codesto gabinetto circa l'opportunità della proposta conferenza dopo il discorso pronunziato dal signor Rouher intorno alla questione romana.

Firm. — MENABREA.

III.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 7 dicembre 1867, 8 20 pom.

Ricevuto, 7 dicembre 10 52 pom.

(Telegramma.)

Ho detto al signor di Moustier che il carattere assoluto delle dichiarazioni contenute nel discorso del signor Rouher ci sembrava far cambiare interamente la situazione ed escludere ogni probabilità di riunione della conferenza.

La risposta del signor di Moustier fu che il discorso del signor Rouher non avea cambiato la situazione, ma l'avea meglio delineata. In presenza del contegno energico e risoluto della camera, la Francia, mi diss'egli, si crede, ora come per il passato, obbligata ad impedire anche colle armi che l'Italia s'impadronisca colla forza degli Stati pontifici. Il signor di Moustier soggiunse che per nuove guarentigie si dovea intendere un complesso di fatti e tale una situazione, in Italia, che valesse a far rinascere negli spiriti, in Francia, quella fiducia nell'esecuzione degli impegni, la quale era stata profondamente scossa dagli ultimi avvenimenti.

Il ministro imperiale degli affari esteri non sembra ravvisare nel discorso del signor Rouher un ostacolo alla riunione della conferenza.

Firm. — NIGRA.

IV.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 8 dicembre 1867, 1 30 pom.

(Telegramma.)

Mi viene riferito che esista un progetto di riunire una conferenza preliminare in Parigi, alla quale sarebbero chiamate a prender parte le sole grandi potenze. Scopo della medesima sarebbe lo stabilire le basi della soluzione della questione romana. Ignoro se l'Italia e la Santa Sede sarebbero invitate ad intervenire in quella riunione preliminare.

La prego di favorirmi le informazioni che potrà raccogliere al proposito.

Firm. — MENABREA.

V.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 8 dicembre 1867, 5 55 pom.

Ricevuto, 8 dicembre, 7 20 pom.

(Telegramma.)

Non più tardi di ieri seppi dalla propria bocca del signor marchese di Moustier che le risposte definitive dell'Inghilterra, della Prussia e della Russia relativamente alla progettata riunione di una conferenza non potrebbero conoscersi prima che il Gabinetto di Firenze abbia manifestato le proprie idee intorno alla questione. Non comprendo pertanto che un progetto di una conferenza preliminare e ristretta abbia potuto essere ventilato.

Ritengo perciò che le voci messe in giro a questo riguardo non abbiano alcun fondamento.

Firm. — NIGRA.

VI.

Il R. Incaricato d'Affari a Vienna al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Vienna, 8 dicembre 1867, 4 pom.

Ricevuto, 8 dicembre, 8 pom.

(Telegramma)

Il discorso del ministro di stato di Francia è qui conosciuto soltanto per sunto telegrafico. Tuttavia l'impressione del signor di Beust è che desso finisce di rendere pressochè impossibile la riunione della conferenza. È evidente che codesto discorso sconcerta la linea di condotta seguita finora dall'Austria, ed il signor di Beust, dal quale fui stamane, pur riservando il suo giudizio finchè non abbia sotto gli occhi il testo delle parole pronunciate dal signor Rouher, se ne mostrava sorpreso.

Firm. — BLANC.

VII.

Il Ministro del Re a Londra al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Londra, 8 dicembre 1867, 9 pom.

Ricevuto, 8 dicembre, 11 pom.

(Telegramma.)

Tostochè ebbi ricevuto il dispaccio di V. E. mi recai da lord Stanley e gli esposi il motivo della mia visita. Riferendosi esclusivamente al lato politico della questione, Sua Signoria mi disse che, dopo la seduta del corpo legislativo del 5 corrente, sembrava non esservi altra possibilità, per qualunque ministero francese, fuor di quella di applicare il programma del mantenimento del potere temporale.

Interpellatolo se questo incidente modificasse le sue intenzioni riguardo alla conferenza, lord Stanley mi rispose che l'Inghilterra desiderava anzitutto un programma, che questo programma cominciava a delinearsi, ma che, sol quando fosse ufficialmente noto, il gabinetto britannico avrebbe potuto decidersi sul da farsi. Non tacque però che se l'Italia manteneva le sue dimande e la Francia i suoi dinieghi, la conferenza rimarrebbe senza effetto.

Firm. — D'AZEGLIO.

VIII.

Il Ministro del Re a Berlino al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Berlino, 8 dicembre 1867, 8 40 pom.

Ricevuto, 8 dicembre, 12 pom.

(Telegramma.)

Il conte di Bismarck, reduce appena da questa mattina in Berlino, mi fa dire che egli non ha potuto ancora leggere il testo del discorso del signor Rouher, nè conferire col Re a questo riguardo. S. E. soggiunge che, se le parole del ministro di stato francese hanno il carattere che loro venne attribuito, le medesime costituirebbero un fatto da deplorare.

È mio avviso che, in conformità dell'atteggiamento assunto sin dal principio della crisi attuale, il gabinetto di Berlino non si dipartirà dalla riserva che sembra essersi imposta. Credo poi, benchè ciò non mi sia stato dichiarato, che qui si ritenga che la conferenza non abbia più uno scopo pratico.

Firm. — LAUNAY.

IX.

Il R. Incaricato d'Affari a San Pietroburgo al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

San Pietroburgo, 9 dicembre 1867, 4 pom.

Ricevuto, 9 dicembre, 6 30 pom.

(Telegramma.)

La Russia ravvisa nel discorso del signor Rouher una ragione di più per persistere nell'atteggiamento ch'essa ha preso per rispetto alla progettata conferenza, la quale, secondo ogni probabilità, non condurrebbe più ad alcuna risultanza seria.

Firm. — INCONTRI.

X.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 9 dicembre 1867.

Signor ministro,

Dal rendiconto della tornata del corpo legislativo del 5 corrente, or ora giuntomi, ho con mio sommo rincrescimento rilevato come S. E. il ministro di stato imperiale siasi espresso in modo assai poco conveniente verso l'Augusto Nostro Sovrano.

È la prima volta che, in pubblico parlamento ~~una potenza estera~~, il Re d'Italia ~~ha~~ fatto segno ad attacchi sì poco misurati ed imprudenti da parte di un rappresentante del potere.

Il governo del Re è convinto che S. M. l'Imperatore dei Francesi non può approvare che un simile linguaggio sia tenuto verso un sovrano amico ed affine della famiglia imperiale di Francia.

Debbo quindi invitarla, signor ministro, a volersi recare senza indugio dal signor marchese di Moustier per esprimergli il nostro più vivo rammarico di quanto è successo, e in pari tempo la fiducia che il governo dell'Imperatore vorrà darci delle spiegazioni che ci valgano di riparazione per un fatto che ha commosso la nazione intera, la quale si è sentita essa stessa offesa, ed a giusto titolo, nell'augusta persona del Re.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

XI.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 7 dicembre 1867.

Ricevuto l'11.

(Estratto.)

Signor Ministro,

Ho ricevuto oggi il dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore di dirigermi in data del 3 corrente (1). Mi feci premura di recarmi oggi stesso al ministero

(1) Vedi i documenti diplomatici presentati alla Camera dei deputati nella tornata del 9 dicembre 1867.

imperiale degli affari esteri, dove ne diedi lettura al marchese di Moustier. In seguito al desiderio manifestatomi da S. E., gli lasciai pure una copia del dispaccio stesso. Il marchese di Moustier m'incaricò di ringraziare l'E. V. di questa comunicazione ch'egli mi parve accogliere con soddisfazione.

Dopo questa comunicazione, chiamai l'attenzione del ministro imperiale degli affari esteri sul discorso pronunziato dal signor Rouher nella seduta del corpo legislativo di ieri l'altro, discorso destinato a fare una profonda impressione in Italia. Dissi al marchese di Moustier che il governo del Re non aveva ancora sotto gli occhi il testo di questo discorso, ma che già il solo riassunto telegrafico di esso lo spingeva a domandare quale ne fosse il significato e la portata. Sembra al governo del Re, diss'io, che le dichiarazioni del signor Rouher hanno un carattere così perentorio e così imperioso, e le considerazioni da esso esposte sono improntate d'uno spirito talmente assoluto, talmente crudo, così poco benevolo all'Italia, e che il tuono intiero del discorso è così diverso da quello che caratterizza il discorso pronunziato al senato dallo stesso marchese di Moustier, che veramente la questione della conferenza può dirsi risolta negativamente pel fatto stesso di un tal discorso.

E domandai quindi al marchese di Moustier la spiegazione di due punti principali del discorso del ministro di stato, cioè : 1° qual significato avesse la dichiarazione che mai l'Italia potrebbe impossessarsi degli Stati pontifici; 2° di quali guarentigie il ministro di stato aveva inteso parlare pel mantenimento della convenzione del 15 settembre, mentre esso nulla aveva detto di ciò che il governo pontificio dovrebbe fare per rendere la convenzione stessa meno onerosa all'Italia. / 5

Il marchese di Moustier mi rispose che non si poteva affermare che il discorso del ministro di stato avesse mutato la situazione; che esso l'aveva solamente meglio delineata in presenza dell'atteggiamento risoluto e quasi imperioso della maggioranza del corpo legislativo; che la dichiarazione del signor Rouher doveva intendersi in questo senso, cioè che la Francia si sarebbe opposta a che l'Italia s'impadronisse colla forza degli Stati del Papa nei loro limiti attuali; che questa dichiarazione era conforme a quelle precedentemente fatte dal governo francese, delle quali la recente spedizione era stata la sanzione necessaria. Quanto alle guarentigie per l'osservanza della convenzione del 15 settembre, delle quali parlò il signor Rouher come d'una condizione al richiamo delle truppe francesi dall'Italia, il marchese di Moustier mi confermò quanto egli mi aveva già detto altre volte in proposito, cioè che il governo francese desidera sinceramente di poter richiamare le truppe spedizionate al più presto; ma che non potrà farlo prima che la

sicurezza sia ristabilita in Italia; che per sicurezza si deve intendere un complesso tale di fatti, una situazione tale, da far rinascere negli spiriti in Francia quella fiducia nell'osservanza degli impegni presi, che gli ultimi avvenimenti avevano fortemente scossa, se non distrutta; che sarebbe quindi impossibile il fissare fin d'ora un'epoca precisa al richiamo delle truppe; che la riunione della conferenza sarebbe stato, non il solo, ma uno dei principali elementi di questa sicurezza, la quale avrebbe permesso il richiamo del corpo spedizionario. Il marchese di Moustier concluse che egli pensava e sperava che il discorso del signor Rouher non sarebbe stato considerato come un ostacolo alla riunione della conferenza. Espongo fedelmente all'E. V. queste considerazioni e queste spiegazioni del marchese di Moustier lasciandola giudice delle conclusioni che se ne debbono dedurre. A me pare evidente che il discorso del signor Rouher, comunque attenuato dalle spiegazioni del ministro imperiale degli affari esteri, avrà per effetto di scoraggiare le potenze che si mostravano più o meno esitanti, oppure più o meno disposte all'accettazione della conferenza.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

XII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Florence, 12 décembre 1867.

Monsieur le ministre,

Par ma dépêche du 3 de ce mois je vous ai chargé de dire à S. E. M. le marquis de Moustier, qu'étant disposés à seconder le gouvernement de l'Empereur dans l'invitation qu'il nous avait adressée, nous nous réservions de lui faire parvenir ultérieurement les propositions qui nous paraîtraient pouvoir servir de base à une solution pacifique et satisfaisante de la question romaine.

Le gouvernement du Roi, qui n'avait certainement pas attendu jusqu'alors pour entreprendre l'étude des graves problèmes qui se rattachent à la question ~~de Rome~~ n'avait point hésité à vous mettre à même de déclarer au ministre impérial des affaires étrangères que, dans la recherche du point de départ pour les futures délibérations de la conférence, il ne prendrait pour guide que le salut de l'Italie, le respect de la religion et la paix de l'Europe.

Il cette

Nous nous appliquions à ce travail préparatoire avec d'autant plus de confiance dans les succès de nos propositions, qu'ayant déjà exposé nos propres vues dans la dépêche que je vous ai adressée le 7 novembre, cette dernière n'avait soulevé, de la part de M. le ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur, aucune protestation, ni même aucune remarque en opposition avec les idées que nous y avons développées.

Lorsque M. le baron de Malaret m'a lu la dépêche du 27 novembre par laquelle M. de Moustier me demandait si je ne croirais pas opportun de lui faire connaître, dès à présent, les bases qui me paraîtraient les plus propres à assurer les résultats que les puissances doivent se proposer d'atteindre en commun, je savais déjà que S. E. le ministre impérial des affaires étrangères avait eu communication de ma dépêche du 7 novembre.

Nous nous empressions donc de préparer tout ce qui pourrait faciliter les solutions, faire disparaître les causes de dissentiment et aplanir les obstacles, afin de recueillir au sein de la conférence le fruit de la modération et de la sagesse dont le gouvernement du Roi est toujours bien résolu de ne point se départir.

C'est pourquoi je ne saurais vous dissimuler, monsieur le ministre, la pénible impression que j'ai ressentie en constatant que le ministre d'Etat de S. M. l'Empereur des Français, dans son discours au corps législatif, a, pour ainsi dire, déjà tranché la question, en la préjugant d'une manière absolue en faveur du maintien de l'intégrité du territoire actuel du St-Siège. M. de Moustier a dit, de son côté, sans réticences et sans détours, que la convention de septembre subsiste malgré tout, et que l'Italie devra donner des nouvelles garanties au Saint-Père. Comment faire concorder de semblables déclarations avec les idées que nous avons nous-mêmes émises précédemment ?

L'Italie devrait-elle donc recommencer, sans rien changer à la situation actuelle des choses, cette même expérience qui, jusqu'à présent, est loin d'avoir donné des résultats satisfaisants ? Nous ne saurions prendre part, vous le savez déjà, monsieur le ministre, à des délibérations qui pourraient avoir comme conséquence l'établissement d'un état de choses qui rendrait la position de l'Italie vis-à-vis du St-Siège plus mauvaise qu'elle ne l'a été jusqu'ici. Dans le doute que les cabinets de Florence et de Paris, après les déclarations explicites de M. Rouher, ne puissent arriver à une entente préalable, nous nous voyons forcés de nous abstenir, pour le moment, de toute initiative pour ne point nous exposer au risque de formuler des propositions qui ne feraient que constater de plus en plus le dissentiment existant entre nos vues et celles du cabinet impérial.

1 que L'Int
Mge

Si par les paroles de M. Rouher il faut entendre qu'aucun changement ne pourra être apporté à la situation créée par la convention de septembre, et si de plus, en suite des déclarations de M. de Moustier, nous devons nous attendre à ce que l'on nous demande de nouvelles garanties, tandis que l'on n'exigerait rien du Saint-Siège pour rendre la position de l'Italie moins difficile, je n'aurais plus qu'à constater de nouveau l'inefficacité des efforts que nous avons faits pour atteindre le but de conciliation que les parties contractantes s'étaient proposées en signant la convention de 1864. / a c

Nous sommes toujours disposés, vous ne l'ignorez pas, à accepter les ouvertures qui nous seraient faites dans le but d'améliorer l'état de choses actuel, et, tout en laissant intact le programme national, nous ne nous refusons point à faciliter l'établissement d'une situation tolérable entre les provinces italiennes et l'enclave pontificale. Mais ce ne serait pas évidemment pour une œuvre aussi restreinte que pourrait se réunir la conférence dont le but semblait devoir être d'examiner un projet de solution définitive.

Si M. de Moustier ne jugera pas à propos de nous donner d'autres éclaircissements, nous devons nous recueillir, et, en attendant, la France et l'Europe auront lieu de se convaincre que l'Italie veut être un élément sérieux de conservation et d'ordre pour la tranquillité et le repos général.

Agréez, ecc.

Firm. — MENABREA.

XIII.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 13 dicembre 1867.

Ricevuto il 15.

Signor ministro,

Oggi, appena ebbi ricevuto il dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore di dirigermi il 9 corrente, mi recai dal signor marchese di Moustier e gli domandai di mettermi in grado di spiegare al mio governo le parole pronunziate dal signor Rouher nella seduta del corpo legislativo del 5 corrente, relative alla persona di Sua Maestà il Re, nostro augusto Sovrano. A nome del regio governo mi laguai dell'accaduto e gliene esposi il nostro vivo rammarico. S. E. il marchese di Moustier mi rispose che non ricordava a quale parte del discorso del ministro di stato si faceva allusione, giacchè

gli sembrava d'aver nulla inteso dalla bocca del signor Rouher nella seduta d'15, a cui egli assisteva, che gli avesse fatto l'impressione che io era incaricato di segnalargli.

Il ministro imperiale degli affari esteri cercò meco le frasi del discorso del signor Rouher a cui si riferisce il dispaccio dell'E. V., e, dopo averle esaminato, mi disse che senza dubbio il ministro di stato, nominando la persona augusta del Re, aveva celuto ad un movimento oratorio, la sua intenzione essendo stata, non già di mettere in mezzo la persona di Sua Maestà, ma bensì il governo e il paese di cui il Re è la più alta espressione, e che il signor Rouher, non menò che il governo imperiale di cui si fece l'interprete presso il corpo legislativo, non hanno potuto, nè possono supporre avere avuto l'intenzione anche lontana di mancare alle alte convenienze dovute alla persona d'un sovrano d'un grande stato amico. S. E. il marchese di Moustier aggiunse ch'egli si rammaricava vivamente che le parole del ministro di stato avessero potuto dar luogo ad una interpretazione tanto contraria ai sentimenti ben conosciuti dell'Imperatore e del suo governo verso Sua Maestà il Re nostro augusto Sovrano.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

XIV.

Il Ministro per gli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Il degli

Firenze, 15 dicembre 1867, 11 45 ant.

(Telegramma.)

Ho ricevuto il rapporto scritto ch'Ella mi ha diretto sotto la data del 13 corrente. La mancanza di riguardo verso il nostro augusto Sovrano è costituita dalle parole adoperate dal signor Rouher intorno all'accettazione fatta da Sua Maestà dell'annessione delle provincie meridionali. Queste parole sono tali da rendere necessario che il ministro imperiale degli affari esteri scriva o telegrafi al signor barone di Malaré delle convenienti spiegazioni destinate ad esserci comunicate.

Questo ci sembra il solo modo regolare di chiudere un incidente pel quale una soluzione ufficiale è necessaria.

Firm. — MENABREA.

XV.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro ~~per gli~~ Affari Esteri, Firenze.

H degli

Parigi, 15 dicembre 1867, 7 49 ~~ant~~

H pom.

Ricevuto, 15 dicembre, 11 45 ~~ant~~

H pom.

(Telegramma.)

Il ministro imperiale degli affari esteri mi ha detto che scriverà al signor barone di Malaret circa le parole pronunciate dal signor Rouher e riferentisi alla persona del nostro augusto Sovrano. Egli avrebbe già scritto se da parecchi giorni non fosse indisposto di salute.

Firm. — NIGRA.

XVI.

Il Ministro del Re a Berlino al Ministro ~~per gli~~ Affari Esteri, Firenze.

H degli

Berlin, le 18 décembre 1867.

Ricevuto il 16.

Monsieur le ~~comte~~,

Le ministre

M. Benedetti a parlé aujourd'hui au comte de Bismarck dans le sens d'une dépêche récente du marquis de Moustier, dépêche qui semble calquée sur le langage du *Moniteur*. Le gouvernement français continue à attacher un grand prix à réclamer le concours des puissances pour l'œuvre d'apaisement qu'il poursuit dans l'intérêt de la Papauté et celui de la Péninsule. A cet effet il indique l'opportunité de pourparlers préliminaires entre les grandes puissances, comme point de départ d'une conférence. Un extrait de cette dépêche a été remis au Ministère des affaires étrangères. Ce document laisse à désirer sous le rapport de la clarté. Le fait est qu'on se demande ici si l'acceptation de ces pourparlers implique l'engagement de se faire représenter ultérieurement à la conférence, ou si les pourparlers n'ont pour but que de s'éclairer mutuellement sur la question d'utilité pratique ou non, d'une conférence dans les conjonctures actuelles.

Le comte de Bismarck a pris ces ouvertures *ad referendum*. Il ne répondra définitivement que dans trois ou quatre jours, après en avoir conféré avec le Roi, et après s'être assuré des dispositions des autres puissances. J'ai tout

lieu de croire que la Prusse adoptera la même attitude que l'Angleterre. Comme je l'ai mandé à V. E., la Prusse verrait avec plaisir notre participation aux pourparlers dont il s'agit. En attendant, on paraît douter à Berlin de la réussite de ces tentatives, et on s'explique moins que jamais l'insistance du cabinet des Tuileries.

Agréez, ecc.

Firm. — LAUNAY.

XVII.

**Il Ministro degli Affari Esteri ai Rappresentanti del Re a Berlino,
Londra, San Pietroburgo e Vienna.**

Firenze, 16 dicembre 1867, 2 pom.

(Telegramma.)

Ci risulta che il progetto di una conferenza preliminare e ristretta sulla questione romana sussiste tuttora. Nel caso ch'essa si riunisca, noi speriamo che codesto governo non sarà per ammettere che si prendano deliberazioni senza la nostra partecipazione.

Firm. — MENABREA.

XVIII.

Il Ministro del Re a Vienna al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Vienna, 17 dicembre 1867, 3 pom.
Ricevuto, 17 dicembre, 7 10 pom.

(Telegramma.)

Il barone di Beust mi disse che il gabinetto imperiale aveva ricevuto testè ed accettato l'invito ad una riunione preparatoria delle potenze a Parigi sulla questione romana. Soggiunse però che, pur essendo disposto ad accogliere in principio quanto potesse giovare ad una soluzione, egli non vi aveva annesso

grande importanza. Osservò poi che egli sapeva assolutamente nulla della sostanza di quel progetto, il concetto del quale era stato convenuto tra Parigi e Berlino; nella qual circostanza il gabinetto francese aveva avuto soprattutto di mira di calmare le suscettibilità del conte di Bismark, che sembrava assai risentito pel fatto dell'invito diretto a qualche stato tedesco. Avendogli posto nettamente la questione che il governo del Re sperava che il governo imperiale non sarebbe per ammettere che si prendessero in quella riunione delle deliberazioni senza la nostra partecipazione, il signor di Baust mi rispose che egli ignorava tuttora se le due parti in litigio sarebbero invitate; ma che era cosa affatto naturale ritenere che nulla si sarebbe conchiuso senza la loro partecipazione.

Firm. — BARRAL.

XIX.

**Il Regio Incaricato d'Affari a San Pietroburgo al Ministro
degli Affari Esteri, Firenze.**

San Pietroburgo, 17 dicembre 1867, 3 pom.
Ricevuto, 17 dicembre, 7 20 pom.

(Telegramma.)

Il principe Gortschakoff mi ha detto testè che, dopo la situazione fatta alla Francia dalle dichiarazioni del signor Rouher, egli considera come affatto impossibile la riunione d'una conferenza, anche solo preliminare e ristretta. V. E. sa d'altronde che il barone di Buiberg fu da ultimo autorizzato a partire in congedo da Parigi. L'azione delle potenze non potrebbe più avere utilità di sorta dal momento che il nuovo atteggiamento della Francia aumenta le difficoltà che si frappongono ad una soluzione accettabile per parte dell'Italia e della Santa Sede.

Firm. — INCONTRI.

XX.

Il Ministro del Re a Londra al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Londra, 17 dicembre 1867, 3 40 pom.

Ricevuto, 17 dicembre, 8 30 pom.

(Telegramma.)

Lord Stanley non crede alla riunione, nè di una conferenza definitiva, nè di una conferenza preliminare. Egli è egualmente sfavorevole a tutte e due. Che se pur tuttavia una conferenza preliminare dovesse riunirsi, non si tratterebbe, a suo avviso, che di esaminare le basi del quesito, ma non già di prendere risoluzioni. In ogni caso poi egli non si associerebbe alla conferenza ristretta senza la nostra partecipazione.

Firm. — D'AZEGLIO.

XXI.

Il Ministro del Re a Berlino al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Berlino, 17 dicembre 1867, 5 pom.

Ricevuto, 17 dicembre, 9 pom.

(Telegramma.)

Ho parlato oggi col sotto-segretario di stato nel senso del telegramma inviato ieri da V. E. La stessa comunicazione era stata fatta qui dal conte di Usedom.

L'assenza del conte di Bismarck è cagione che tutti gli affari giacciono in sospeso. Non sono quindi in grado di trasmetterle fin d'oggi un categorico riscontro. Certo è, ad ogni modo, che il governo prussiano non dimostra alcuna premura di pronunciarsi circa la progettata conferenza preliminare. Si attendono, tra le altre cose, schiarimenti che furono richiesti a Parigi, per mezzo del conte di Goltz, intorno alla interpretazione da darsi alle ultime comunicazioni fatte dal signor Benedetti. I negoziati preliminari, che si propongono, avrebbero essi solo per iscopo di esaminare se vi abbia opportunità di riunire una conferenza, ovvero implicherebbero un impegno di farvisi poi rappresentare? Tale è il quesito che si vuole anzi tutto vedere risoluto.

Mi sono intanto procurato delle informazioni intorno agli adoperamenti recenti dell'ambasciatore di Francia. Le entrature che egli ha fatte si rannodano ad una conversazione che il signor Benedetti aveva avuto alcuni giorni prima col conte di Bismarck. Quest'ultimo, alludendo al sistema seguito dal gabinetto delle Tuileries, aveva espresso il rincrescimento che esso non avesse anzitutto cercato di concertarsi colle grandi potenze. Il conte di Bismarck ha però vivamente protestato di non voler far proposta alcuna in tal senso. Il marchese di Moustier ne tenne nondimeno conto, ed incaricò il signor Benedetti di far pratiche per negoziati preliminari. Ma siccome sembrerebbe che, secondo l'avviso del gabinetto imperiale, siffatti negoziati non avrebbero ragion d'essere se le potenze non accettano anticipatamente il progetto di conferenza, così è precisamente sopra questo punto che si attendono delle spiegazioni da Parigi.

Firm. — LAUNAY.

XXII.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi 16 dicembre 1867

Ricevuto il 19.

Signor ministro,

Mi pervenne ieri il dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore di dirgermi il 12 corrente.

Ho avuto cura di comunicarne il contenuto il giorno stesso a S. E. il ministro imperiale degli affari esteri, il quale mi disse che, dopo aver preso gli ordini dell'Imperatore, farebbe pervenire una risposta all'E. V. per mezzo della legazione imperiale a Firenze.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

XXIII.

**L'Incaricato d'Affari del Re a San Pietroburgo al Ministro degli Affari Esteri,
Firenze.**

San Pietroburgo, 6/18 dicembre 1868.
Ricevuto il 23.

Signor ministro,

Ben poco mi resta da aggiungere a quanto riferii all'E. V. coi miei telegrammi circa lo stato delle pratiche fatte qui dal governo francese relativamente alla conferenza per la quistione romana ed il modo di vedere del gabinetto russo. Ebbi l'onore di conferire due volte col cancelliere dell'impero, ed in ambidue questi convegni riscontrai sempre più manifesta l'opinione che il progetto di conferenza è da considerarsi come completamente fallito. In sul principio della scorsa settimana l'ambasciatore di Francia dava comunicazione al principe Gortchakoff di un dispaccio del suo governo nel quale, mantenendo fermo il principio della conferenza come era stata ideata nella nota francese del 9 novembre, si propone che i rappresentanti delle grandi potenze accreditati a Parigi si concertino fra di loro, senza essere vincolati da un programma definitivo, per vedere di trovare un componimento. Questa comunicazione fu fatta alle grandi potenze in termini presso a poco identici, meno che nel dispaccio all'ambasciatore di Francia a Berlino si notava una forma più benevola e si entrava in qualche spiegazione sugli inviti spediti alle piccole potenze germaniche, facienti parte della confederazione del Nord, cercando di togliere a tale misura qualunque significato spiacevole per la Prussia.

Il principe Gortchakoff, già avvertito in precedenza di tale nuovo passo della Francia dal barone di Budberg, aveva detto al barone di Talleyrand che il mantenere intatto il principio della riunione della conferenza, tale quale era stato primitivamente formulato, ed il chiamare le grandi potenze ad entrare in conversazioni preliminari col'obbligo quasi di accettare in anticipazione l'invito alla conferenza, era un pregiudicare la questione; al che la Russia ripeteva non poter consentire. Quando poi l'inviato francese diede ufficiale comunicazione della nota del marchese di Moustier, si erano già conosciute qui le dichiarazioni che il signor Rouher aveva fatte al corpo legislativo, e quindi il principe potè tanto più facilmente rispondere al barone di Talleyrand che parevagli risultare chiaro, dal nuovo e deciso contegno assunto dal governo dell'Imperatore Napoleone, come non solo la conferenza generale, ma ben anco la ristretta e le preliminari conversazioni fra

gli ambasciatori delle grandi potenze sarebbero rimaste senza risultato alcuno.

« Scopo infatti di tutte queste pratiche, diceva il principe al rappresentante francese, esser deve di ricercare e, se è possibile, di trovare una soluzione ugualmente accettabile dall'Italia ed al Papa, la quale permetta poi alla conferenza di stabilire un accordo; ora, siccome le idee dei governi di Firenze e Roma si trovano essere del tutto opposte, un tale risultato non sarebbe altrimenti sperabile che, allorquando la Francia cercasse col suo contegno verso questi due governi di diminuire, se non di eliminare affatto le divergenze che fra di loro esistono. Disgraziatamente il linguaggio tenuto dagli organi del governo davanti alle camere francesi è tutt'altro che adatto a raggiungere questo scopo; quindi sono d'avviso che l'azione delle grandi potenze non potrebbe farsi sentire in modo efficace, e che non conviene esporre ancora una volta l'Europa a prendere decisioni o proporre soluzioni non eseguite o non accolte. Quando alla Francia riesca di operare, fra le idee di Roma e quelle di Firenze, un ravvicinamento tale da rendere possibile un accordo, allora certamente noi non ci rifiuteremo ad emettere la nostra opinione, ed a prendere parte alle preliminari trattative.

« Siccome ritengo, soggiungeva il principe, che perdurando nel suo contegno attuale, come tutto indica essere sua intenzione di fare, la Francia non potrà mai arrivare ad una simile meta, di porre, cioè, d'accordo i desiderii dell'Italia colle pretensioni di Roma, così io sono fermamente convinto che tutti questi progetti di conferenze ed anche di preliminari conversazioni sono da considerarsi come sepolti. » In prova di ciò il principe cancelliere mi annunciava avere egli autorizzato il barone di Budberg a venire in congedo; cosa questa che fino ad ora eragli stata rifiutata.

Avendo veduto che, anche dopo le dichiarazioni del signor Rouher, in Francia si continuava a parlare di conferenza, e vedendo dall'ultimo telegramma dell'E. V. che l'idea della conferenza preliminare ristretta non sembrava abbandonata del tutto, insistei nuovamente presso il cancelliere per sapere se il governo francese non avesse fatto, dopo quello sovraccennato, qualche altro tentativo, ed egli mi rispose negativamente.

In una parola adunque è opinione del governo imperiale che più non occorra parlare di conferenza.

Gradisca, ecc.

Firm. — INCONTI.

XXIV.

Il Ministro del Re a Berlino al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Berlin, 20 décembre 1867.

Ricevuto il 24.

Monsieur le ~~comte~~,

M. ministre

Il résulte du langage du président du conseil combien la tentative des pourparlers préliminaires sur la question de Rome a peu de chances d'aboutir.

Le marquis de Moustier a laissé entendre que l'acceptation de la réunion restreinte devrait nécessairement et préalablement impliquer un engagement d'intervention à la conférence. On aurait même prié le comte de Bismarck de se prononcer sur la date et le lieu de cette réunion. En même temps il lui était déclaré que la France, en transmettant ses premières invitations, n'avait nullement songé à gêner en rien la Prusse dans ses attributions sur la confédération du Nord, et que les puissances convoquées n'auraient qu'à s'occuper de la question de Rome.

M. de Bismarck a répondu, par l'intermédiaire du comte de Goltz, pour demander des éclaircissements; car, selon sa manière de voir, les termes *pourparlers préliminaires* et *conférence* ne comporteront corrélation que lorsque les grandes puissances seront d'avis, après mûr examen préalable, qu'il y a lieu à délibérer en commun et en assemblée plus générale.

Au reste, ces détails ont beaucoup perdu de leur intérêt depuis que les vues françaises rencontrent, à-peu-près partout, une opposition plus ou moins marquée. Je crois savoir que, dans l'état actuel des choses, il est probable que la conférence soit remise. Cette idée d'un ajournement aurait été favorablement accueillie à Londres, et aurait des chances d'être accueillie à Paris, si elle est appuyée par les autres cabinets.

Agréez, ecc.

Firm. — LAUNAY.

XXV.

Il Ministro del Re a Berlino al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Berlin, 20 décembre 1867.

Ricevuto il 24.

Monsieur le comte,

Il ministro

J'ai profité d'un entretien que j'ai eu hier avec le président du conseil pour recueillir son impression sur l'état actuel de la question relative à la réunion d'une conférence. « L'attitude de votre gouvernement, m'a-t-il dit, est bien appropriée aux circonstances, qui sont telles, qu'il est fort permis de douter du résultat satisfaisant d'une conférence, même préliminaire, entre les grandes puissances. Il serait assez mal aisé à la Prusse de se refuser d'intervenir à une pareille réunion. C'est à elle-même qu'on attribue l'initiative de la proposition de ces pourparlers préalables. Mais, si on se rassemble autour du tapis vert, le représentant de Sa Majesté demanderait tout d'abord: où est l'Italie? Le Pape est-il consentant au maintien du *statu quo* territorial? Les cabinets de Florence et de Rome sont-ils disposés à la conciliation? Il suffirait de poser ces questions pour se convaincre, dès le début, de l'impossibilité d'une entente dans les conjonctures actuelles. D'ailleurs, au lieu de nous soumettre un programme comme nous le lui demandions, M. Rouher a tranché la question. Quoi qu'il en soit, vous pouvez être certains que nous ne prendrions, le cas échéant, aucune résolution sans votre participation. »

Dans le cours de la conversation j'ai parlé de la question de la séparation des pouvoirs temporel et spirituel, en émettant le désir de connaître sa manière de voir, et comment, dans sa pensée, on peut trouver une solution sans toucher à des intérêts qui sont considérés, par le Saint-Siège et ses défenseurs, comme appartenant au domaine de la religion.

Le comte de Bismarck, comme je m'y attendais, m'a répondu que c'était là une question sur laquelle les savants, les théologiens pourraient discuter sans jamais parvenir à s'entendre. C'est là un de ces points qui ne peuvent être résolus que par l'action du temps, par la pratique. Certainement il ne faut pas perdre de vue le grave intérêt de l'indépendance du Pape, qui ne doit devenir le sujet d'aucune puissance; mais quelle doit être l'extension d'une immunité territoriale? Dans quelle mesure pourra-t-on la déterminer

pour assurer le libre exercice des fonctions du Saint-Siège? C'est encore là un de ces points qu'on ne résout point à l'aide de spéculations scientifiques.

Agréez, ecc.

Firm. — LAUNAY.

XXVI.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 27 dicembre 1867, 3 10 pom.

Ricevuto, 27 dicembre, 5 pom.

(Telegramma.)

Ho saputo dal marchese di Moustier che il governo francese ha indirizzato una circolare ai suoi agenti all'estero relativamente alla conferenza. Questa circolare è concepita nel senso di mantenere in principio la proposizione della conferenza, sebbene lasci intendere che la riunione ne è aggiornata per ora.

Firm. — NIGRA.

XXVII.

L'Incaricato d'Affari del Re a San Pietroburgo al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

San Pietroburgo, il 20 dicembre 1867, 1° gennaio 1868.

Ricevuto il 6 gennaio.

(Estratto.)

Signor ministro,

...Malgrado le difficoltà che il governo francese ha incontrato per la realizzazione del suo progetto di conferenza sulle cose di Roma, e malgrado la poca premura addimostrata dalle principali potenze in accogliere siffatta proposizione, sembra che non si sia dismessa a Parigi l'idea di potere in un tempo più o meno breve arrivare allo scopo prefisso. Una circolare infatti, diretta il 24 dicembre dal marchese di Moustier agli inviati di Francia presso le grandi potenze, ritorna su tale argomento dicendo in sostanza

come il governo delle Tuileries sia grato a quei gabinetti che si adoperano affinchè la sua proposta potesse mettersi ad effetto ed, in quanto al programma che dovrebbe servire di base alla discussione, ripete il già detto altra volta, che cioè il compito delle potenze dovrebbe essere quello di trovare un accomodamento tale da permettere la coesistenza dell'unità italiana alla quale la Francia si dichiara favorevole, e della sovranità del Papa che gli è necessaria per l'esercizio della sua autorità spirituale. Il ministro degli affari esteri di Francia continua dicendo che la conferenza sarebbe pur utile si riunisse affine di porre, colle sue deliberazioni, un freno al partito rivoluzionario che, coll'agitarsi che fa in Italia, mette a repentaglio la pace d'Europa, e permettere così al partito conservatore, che così numeroso esiste negli Stati di S. M. il Re, di esercitare la sua azione liberamente con vantaggio di tutti. Nulla si dice circa il tempo in cui si vorrebbero vedere riunita la conferenza o iniziate le preliminari trattative, lasciandosi una tale decisione all'epoca in cui gli avvenimenti avranno preso un indirizzo tale da far presagire che il convegno possa aver luogo con buona speranza di successo.

Tale sarebbe, secondo quanto mi diceva il cancelliere dell'impero, il sunto della circolare francese, della quale il barone di Talleyrand gli dava lettura ieri. Il principe Gortchakoff ripeté all'ambasciatore francese quello che già più volte gli aveva detto, che cioè non sembravagli che l'Europa riunita in congresso sarebbe riuscita a fare opera seria e di esecuzione possibile, atteso il divario enorme che passa fra le idee manifestate a Roma e quelle che ancor una volta, nella recente discussione parlamentare, si erano, con forme è vero differenti, palesate nelle menti della quasi unanimità degli Italiani. Se il governo russo non volesse consultare che il suo proprio interesse di potenza non cattolica dovrebbe certamente veder con piacere che il Papa continui a godere della potestà temporale, giacchè questa, anzi che giovargli per l'autorità spirituale, serve al contrario a diminuirne il prestigio, in ispecie quando lo si vede costretto a ricorrere, per sostenersi, all'aiuto straniero, e finirà molto probabilmente per recare gran danno al cattolicesimo; d'altro canto però la stessa sua posizione di potenza non cattolica impone alla Russia il dovere di andare guardinga nel discutere questioni che non la interessano così da vicino come altre potenze, e ciò potrebbe fare solo quando si avesse la speranza di giungere ad un componimento che fosse accettabile da ambe le parti contendenti, il che non è il caso presente. In quanto poi a ciò che il marchese di Moustier dice intorno alla necessità di contenere il partito rivoluzionario, non poteva a meno il principe Gortchakoff di far osservare che la condotta della Francia in questi ultimi tempi, lungi dall'es-

ere tale quale sarebbe necessaria per ottenere un simile scopo, aveva avuto un esito affatto opposto.

In una parola l'opinione del gabinetto di San Pietroburgo non è affatto cambiata, come l'E. V. può accorgersene da per sè, ed il cancelliere dell'impero, malgrado questo nuovo tentativo del governo di Francia, ritiene la conferenza essere impossibile perchè inutile, e la considera come un progetto ormai unicamente appartenente al dominio della storia.

Gradisca, ecc.

Firm. — INCONTRI,

XXVIII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 8 gennaio 1868.

Signor ministro,

Il barone di Malaret è venuto ieri a farmi la comunicazione ch' Ella mi aveva annunziato col suo telegramma del 6.

Egli aveva incarico di porgermi, a nome del suo governo, spiegazioni intorno alle parole pronunziate dal signor Rouher in seno al corpo legislativo di Francia, le quali avevano giustamente ferito il sentimento del paese, ed alle quali riferivasi il mio dispaccio del 9 dicembre scorso.

L'inviato di Francia mi dichiarò che *nelle parole del ministro di stato non era stata, nè aveva mai potuto essere, intenzione di recare offesa a S. M. il Re*, ed espresse a nome del suo governo *il sincero rincrescimento che una tale interpretazione avesse potuto accreditarsi*.

Il barone di Malaret colse poi questa occasione per dirsi autorizzato a rinnovare l'attestazione dei benevoli sentimenti dai quali il governo imperiale è animato verso S. M. il Re e verso l'Italia.

Ringraziai il ministro dell'Imperatore per la fattami comunicazione della quale mi recai a premura di far conoscere i termini a S. M. il Re.

S. M. accolse volentieri siffatte dichiarazioni, dopo le quali può ritenersi esaurita codesta spiacevole vertenza.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

XXIX.

Il Ministro del Re a Berlino al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Berlin, 7 janvier 1868.

Ricevuto l'11.

Monsieur le ~~comte~~, H ministre

J'ai eu connaissance aujourd'hui d'une circulaire du marquis de Moustier, datée du 24 décembre.

Le marquis de Moustier prend acte de l'accueil sympathique fait à ses démarches pour la réunion d'une conférence sur les affaires de Rome. Le cabinet de Paris n'a aucunement modifié sa manière de voir. Le langage de M. Rouher, quelque vif, quelque accentué qu'il ait été à la séance du corps législatif du 5 décembre, était conforme aux déclarations antérieures de l'Empereur et de son gouvernement. Il n'entre pas plus dans ses idées de permettre une dépossession du Pape, que de porter atteinte à l'intégrité du royaume d'Italie. Dans le but de rechercher une conciliation sur ces bases, le cabinet des Tuileries s'est mis en communication avec nous. Ses ouvertures ont été favorablement accueillies à Florence, et on compte sur la modération de notre gouvernement. On espère dès lors parvenir à formuler un programme qui servirait de base aux négociations entre les puissances. Quand cet accord sera complet, la France se réserve d'en conférer avec les autres cabinets.

La Prusse attend, par conséquent, des communications ultérieures. C'est là, au reste, une question à laquelle elle n'aime pas toucher, et il me semble qu'elle préférerait de beaucoup une abstention complète.

Agrééz, ecc.

Firm. — LAUNAY.

XXX.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 12 gennaio 1868.

(Estratto.)

Signor Ministro,

Oggi stesso il barone di Malaret venne a leggermi la circolare del suo governo in data del 24 dicembre ultimo passato. ~~In quel documento~~ H m
L S

27
che il marchese di Moustier si sia studiato di attenuare l'impressione prodotta dalle parole pronunciate alla tribuna del corpo legislativo dal ministro di stato di Francia circa la questione romana. L'idea di riunire una conferenza europea per ricercare la soluzione di questo arduo problema non sarebbe interamente abbandonata dal governo imperiale, il quale però la avrebbe ora subordinata al compimento di altri studi preparatorii. Al qual proposito il signor di Malaret era incaricato di dirmi che il signor marchese di Moustier, rispondendo alla domanda da me fattagli col dispaccio del 12 dicembre 1867, diretto alla S. V., ritiene che, malgrado le parole pronunciate dal signor Rouher, noi non dobbiamo ristarci dal proporre almeno le massime fondamentali di un negoziato per stabilire un *modus vivendi* fra Roma e l'Italia, e per poter giungere così a un temporaneo accomodamento della quistione sulla base della convenzione del 1864.

Nella stessa occasione il ministro di Francia mi ha espresso il vivo desiderio del suo governo di veder cessare le difficoltà che si frappongono nei rapporti dell'Italia colla Francia, mediante il ristabilimento fra i due paesi d'una buona e cordiale intelligenza.

Ho ringraziato il barone di Malaret delle comunicazioni ch'egli mi faceva in nome del suo governo, e gli ho ripetuto quanto altre volte ebbi già occasione di dirgli, che cioè noi non siamo certamente gli ultimi a deplorare le conseguenze della situazione creata nei rapporti reciproci dell'Italia colla Francia, dal fatto della continuata presenza delle truppe imperiali sul suolo pontificio.

Mi astenni dall'esprimere altri concetti in questa mia conversazione col barone di Malaret, ed anzi mi riservai espressamente di meditare più a lungo sulla questione onde aver campo di esaminarla sotto ogni suo aspetto.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

XXXI.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

(Estratto.)

Firenze, 16 gennaio 1868.

Signor Ministro,

Nel confermarle il mio telegramma di ieri, relativo all'avviso che mi giunse da varie parti della stipulazione di un accordo tra la Spagna e la Francia in

Tin quel
documento,

f m

vista di certe eventualità che si riferiscono alla quistione di Roma, reputo conveniente farle conoscere per opportuna di Lei norma, il testo d'un dispaccio che ho indirizzato or sono pochi giorni al ministro del Re a Madrid.

Ella troverà qui unita una copia di questo documento.

Come complemento d'informazione al riguardo, debbo inoltre ricordarle il rapporto del 2 novembre ultimo passato, direttomi dalla legazione di S. M. in Ispagna, e pubblicato nella raccolta dei documenti da me presentati alla Camera dei deputati il 9 dicembre scorso.

Ne' discorsi ch'io ebbi col Rappresentante spagnuolo presso la real Corte egli nulla mai disse che potesse dar credito alle voci che correivano circa le intenzioni attribuite alla Spagna di volersi ingerire direttamente nelle cose di Roma.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

(Annesso.)

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Madrid.

Firenze, 6 gennaio 1868.

Signor Conté,

Il ministro

Il discorso pronunciato da S. M. la Regina di Spagna, il giorno 27 dicembre ultimo scorso, in occasione dell'apertura del congresso legislativo spagnuolo, conteneva le seguenti frasi: « Ci fu facile mantenere e stringere vieppiù le « buone relazioni che ci uniscono tutte le potenze amiche. Quanto agli ultimi « e per vero tristi avvenimenti d'Italia, che hanno minacciato per alcuni giorni « la sicurezza dei dominii e perfino la persona del Santo Padre, la Spagna ha « potuto, come in altre occasioni, assumere, rispetto al Pontificato, la inizia- « tiva ed il contegno che si convengono ad una nazione eminentemente cat- « tolica offrendo all'Imperatore dei Francesi, nostro amico ed alleato, il « concorso delle nostre forze pel caso che giudicasse necessario d'impiegarle « nella difesa dei legittimi diritti della Santa Sede. Invitati a riunirci ad una « conferenza europea affine di garantire in modo stabile siffatta legittimità, « il mio governo, interpretando fedelmente i più radicati sentimenti della na- « zione, non ha esitato a prestarsi ad una proposizione tanto soddisfacente. »

Dalle precedenti istruzioni a Lei conferite sulla condotta che noi inten- diamo serbare nelle nostre relazioni colle potenze estere circa la questione

romana, Ella avrà potuto ben comprendere come l'annuncio di una offerta fatta dal governo della Regina nello scopo di cooperare con le forze di S. M. l'Imperatore dei Francesi alla protezione del territorio pontificio dovea riuscire sommamente penoso al governo del Re.

Le spiegazioni spontanee e concilianti che furono date a V. S. dal ministro di stato, allorchè trattossi dell'invio di una nave da guerra spagnuola nelle acque di Civitavecchia, ci davano invero diritto a sperare che il governo della Regina non sarebbesi dipartito, in una sì delicata questione, dalla riserva precedentemente impostasi e generalmente osservata da altre potenze cattoliche che trovavansi nella identica posizione della Spagna.

Noi avevamo infatti solennemente e ripetutamente dichiarato che l'Italia sarà pronta sempre a guarentire al Capo supremo della cattolicità tutta l'indipendenza che gli è necessaria per l'esercizio del suo divino ministero, ed a circondare la Sede pontificia di tutto quello splendore e di tutte quelle immunità che sono richieste a raggiungere un così alto fine.

Avevamo inoltre manifestato la nostra ferma determinazione di opporci a qualunque atto violento, e d'impedire ogni tentativo di aggressione estralegale contro gli attuali domini del Santo Padre. Nutrivamo dunque fiducia che queste nostre dichiarazioni dovessero pienamente rassicurare tutte le coscienze cattoliche.

Ma, in quanto ai possessi territoriali del governo pontificio, in quanto all'esercizio del diritto che compete ai Romani di conseguire un governo che soddisfaccia alle loro legittime aspirazioni, il governo del Re non può riconoscere in alcuna potenza la facoltà d'immischiarsene.

La Francia aveva in Roma una posizione eccezionale. La monarchia italiana, allorchè fu costituita, trovò la occupazione francese già esistente da parecchi anni. Essa dovette tener conto di questo fatto, e per farlo cessare, si decise a conchiudere col governo di S. M. l'Imperatore dei Francesi una convenzione che stabiliva fra i due paesi obblighi reciproci.

Non è qui il luogo di indagare le cause che dal punto di vista della convenzione stessa abbiano potuto determinare il secondo intervento francese nel territorio della Santa Sede. Esse formano in questo momento il principale oggetto di preoccupazione del governo del Re.

Ma il governo di S. M. non esita a dichiarare che esso non potrebbe nè ammettere nè tollerare l'intervento di altra estera potenza nel territorio pontificio.

Il governo di S. M. la Regina sa che l'Italia è animata da sentimenti di sincero e leale affetto verso la nobile nazione spagnuola. Il governo del Re desidera e farà dal canto suo tutti gli sforzi che da lui dipendono per istrin-

gere viemaggiormente i buoni rapporti felicemente esistenti fra i due stati, ma esso non potrebbe in nessun caso consentire che venisse recata in Italia una sì grave offesa al principio di non intervento, nella tutela del quale sono impegnati il suo onore nazionale ed i suoi più vitali interessi.

Ella è autorizzata, signor conte, a dare lettura al ministro di stato del presente dispaccio.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

XXXII.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 19 gennaio 1868.

Ricevuto il 22.

Signor Ministro,

M

Mi prego d'accusare ricevuta e di ringraziare l'E. V. del dispaccio ch'Ella mi fece l'onore di dirigermi in data del 12 corrente, col quale Ella m'informa della comunicazione fattale dal barone di Malaret in quel medesimo giorno, della circolare francese del 24 dicembre scorso, relativa al progetto di conferenza, non che di quanto il ministro plenipotenziario di Francia era stato incaricato di aggiungere per impegnare il governo del Re a proporre, malgrado la dichiarazione fatta dal ministro di stato al corpo legislativo, le massime fondamentali di un negoziato per istabilire un *modus vivendi* fra Roma e l'Italia e per potere così giungere ad un temporaneo accomodamento della questione romana sulla base della convenzione del 15 settembre 1864.

Quanto l'E. V. mi disse in questo dispaccio parmi possa essere senza inconveniente comunicato al marchese di Moustier. Avrò quindi cura di far conoscere il contenuto del dispaccio stesso al ministro imperiale degli affari esteri.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

XXXIII.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 19 gennaio 1868.

Ricevuto il 22.

Signor ministro,

Con telegramma del 15 corrente l'E. V. m'informò esserle stato riferito che persona rivestita di alta dignità diplomatica in Roma avrebbe affermato esistere un trattato tra la Francia e la Spagna, in virtù del quale il governo di Sua Maestà cattolica si sarebbe impegnato a dare all'occasione il concorso delle armi spagnuole alla Francia per assicurare il potere temporale della Santa Sede. L'E. V. mi diede l'incarico di investigare il fondamento di una tale asserzione. Secondo le istrazioni datemi dall'E. V. con quel telegramma, ho creduto di dovere con tutta franchezza parlarne con S. E. il ministro imperiale degli affari esteri.

Il marchese di Moustier mi diede l'assicurazione la più esplicita che nessun trattato di tal sorta, nessuna convenzione, nessun impegno scritto esisteva tra la Francia e la Spagna in ordine ad un concorso eventuale delle forze spagnuole per la tutela del potere temporale del Papa. Egli mi disse che la Spagna aveva fatto offrire verbalmente alla Francia il suo concorso per un tale scopo, ma che la Francia non s'era trovata nell'occasione di accettar l'offerta.

Non ho mancato di lasciar comprendere al marchese di Moustier le complicazioni che il solo dubbio di un intervento spagnuolo in Italia potrebbe far nascere. Ma è pure evidente che la Spagna, finchè durano le tendenze attuali, non lascerà passare nessuna occasione per ricordare la sua offerta e per insistere onde venga accettata.

Approfittai dell'occasione che io aveva di parlare a cuore aperto col marchese di Moustier, per dirgli che sarebbe stato utile al mantenimento dei buoni rapporti fra l'Italia e la Francia che il governo imperiale sconfessasse le voci che ad arte si facevano correre dal partito borbonico sopra un eventuale appoggio o incoraggiamento della Francia ai loro sogni di ristaurazione in Napoli. Il marchese di Moustier mi disse che divideva la mia opinione e che per sua parte il governo francese erasi astenuto da ogni atto che potesse far nascere una così pericolosa illusione. So difatti che le istruzioni inviate recentemente al conte di Sartiges portano espressamente ch'egli non deve trascurare alcuna occasione di far comprendere all'ex-re delle Due

Sicilie che si farebbe una profonda illusione se credesse che il governo francese favoreggi ed approvi tentativi diretti contro l'unità d'Italia, che esso riconobbe e che ha interesse a vedere conservata e consolidata.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

XXXIV.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 22 gennaio 1868.

Signor ministro,

Facendo seguito al mio dispaccio del 16 corrente, Le trasmetto copia di un rapporto direttomi dalla regia legazione in Madrid e contenente le spiegazioni domandate al governo spagnuolo sulle parole pronunziate dalla Regina all'apertura delle cortes.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

(Annesso.)

Il Ministro del Re a Madrid al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Madrid, 16 gennaio 1868.

Ricevuto il 22.

Signor ~~Re~~ ^{Re},

H ministro

Ieri il corriere mi recò il dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore di rivolgermi li 6 del corrente, contenente le dichiarazioni del governo del Re sul discorso pronunziato da S. M. cattolica all'apertura delle cortes, in quella parte che si riferisce all'offerta fatta da questo governo a quello di Francia di cooperare colle sue forze materiali alla difesa del potere temporale del Santo Padre.

In seguito agli ordini compartitimi dall'E. V. oggi mi recai a dar lettura di quella comunicazione a questo ministro di stato. Incominciai col dire che dal giorno in cui il governo di S. M. cattolica aveva ricono-

M

sciuto il regno d'Italia questo non aveva cessato di adoperarsi onde svolgere fra i due paesi quelle relazioni amichevoli che tanto potevano contribuire alla prosperità dell'uno e dell'altro; che differenze d'opinioni sopra quistioni speciali potevano esistere; ma che dal momento in cui queste differenze minacciavano di tradursi in fatti, siccome appariva da alcune parole del discorso della corona, il governo del Re credeva suo dovere di far conoscere a quello di S. M. cattolica le sue viste sopra di esse, nonchè le conseguenze che ne potrebbero derivare. Egli m'incaricava quindi di dar comunicazione a S. E. del dispaccio che conteneva siffatte dichiarazioni.

Il signor Arrazola prese attenta lettura del dispaccio in questione e poscia mi disse che il discorso della corona non aveva alcun significato ostile al governo del Re; che la Spagna, essendo potenza cattolica, non poteva a meno di interessarsi alla sorte del capo della sua religione e che non era quindi da stupirsi che, quando la sicurezza del Santo Padre trovossi in pericolo, essa se ne commovesse ed offrisse la sua cooperazione onde difenderlo; che però l'offerta di questa cooperazione non era diretta contro il governo del Re, il quale s'era anzi dichiarato egli pure contrario al movimento, bensì contro le bande di Garibaldi e di Mazzini i quali operavano tanto contro il papato quanto contro la monarchia d'Italia; che al contrario il governo di S. M. cattolica desiderava di mantenere amichevoli relazioni con quello del Re, il che era provato dalla presenza del suo rappresentante a Firenze; e che il giorno in cui queste relazioni fossero per cessare questo governo crederebbe della sua dignità di incominciare dal richiamare il signor duca di Rivas da Firenze. Discorrendo poscia del principio di non intervento, il signor Arrazola mi domandò se la presenza dei Francesi negli stati pontifici non era intervento, cui risposi ripetendo le cose dette nel dispaccio dell'E. V. circa la differenza tra la posizione della Francia e quella della Spagna rispetto all'Italia nella questione romana. S. E. mi disse infine che il discorso della corona non aveva per iscopo che di ragguagliare il congresso delle cose occorse nell'intervallo, e non poteva quindi omettere di far menzione di un incidente che aveva grandemente commossi gli animi degli Spagnuoli. Nulla del resto esser più lontano dalle intenzioni del governo della regina che il far cosa che potesse dispiacere a quello del Re.

S. E. mi domandò poscia se era autorizzato a lasciargli copia del dispaccio; alla qual cosa avendo risposto negativamente, mi disse che non farebbe in questo caso risposta per iscritto. Mi limitai a replicare che avrei cura di riferire all'E. V. quanto si era compiaciuto dirmi, e ne presi commiato.

Gradisca, ecc.

Firm. — CORTI.

XXXV.

Il Ministro ~~per gli~~ Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

11 degli -

Firenze, 22 gennaio 1868, O 30 pom.

(Telegramma.)

Oggi il signor barone di Malaret mi ha rimesso una copia della circolare del suo governo, in data del 24 dicembre ultimo passato, relativa alla conferenza. Egli mi avea dato lettura di questo documento sino dal giorno 12 corrente.

Il ministro di Francia mi ha fatto inoltre un'altra comunicazione nel senso dei colloquii che V. S. ebbe col signor di Moustier; ma questa comunicazione fu puramente verbale, il ministro di Francia non essendo autorizzato a consegnarmi alcun altro documento.

Firm. — MENABREA.

XXXVI.

Il Ministro Imperiale degli Affari Esteri al Ministro di Francia a Firenze.

Paris, 24 décembre 1867.

Monsieur le baron, par notre circulaire du 9 novembre nous avons signalé à l'attention des différents cabinets les intérêts généraux et européens qui se trouvaient impliqués dans les agitations dont l'Italie est aujourd'hui le théâtre. Nous avons fait ressortir la nécessité d'examiner en commun des questions auxquelles nul gouvernement ne saurait se déclarer indifférent. Nous ne pouvons nous plaindre de l'accueil qu'ont reçu nos ouvertures. Nous ne devons pas espérer qu'elles eussent immédiatement le résultat que nous persistons à en attendre. Mais nous étions sûrs d'avance que les motifs qui ont dirigé notre politique seraient hautement appréciés et que de nombreuses adhésions viendraient justifier l'initiative dont les circonstances nous avaient fait un devoir.

Vous voudrez donc bien, monsieur, exprimer au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, combien nous avons été sensibles aux témoignages de sympathie dont notre démarche a été l'occasion, et vous vous appliquerez à entretenir ces bonnes dispositions jusqu'au moment où la situa-

12

tion intérieure de l'Italie permettra de donner toute leur valeur pratique à nos propositions. Ce qui importe, jusque là, c'est d'empêcher les malentendus de se produire, et de combattre les fausses impressions qui, sous l'empire des incidents de chaque heure, viendraient à se révéler.

Vous n'aurez pas manqué certainement de replacer sous leur véritable jour les paroles prononcées dans le sein de nos assemblées par les organes du gouvernement et, en particulier, la déclaration faite par M. le ministre d'état au corps législatif dans la séance du 5 décembre. L'effet considérable qu'elle a produit est né surtout de la fermeté avec laquelle elle a été accentuée et que les circonstances rendaient nécessaire. Mais cette déclaration n'a fait que reproduire d'une manière plus vive le langage que le gouvernement de l'Empereur et Sa Majesté elle-même ont tenu en plusieurs occasions et dont le souvenir ne saurait s'être effacé; elle est entièrement conforme à la politique que depuis dix-neuf ans nous avons suivie à l'égard de l'Italie. Quelles que puissent être les instructions que les différents plénipotentiaires apporteront à la conférence, personne n'a pu penser que les représentants officiels des cours européennes songeraient, un seul instant, à la possibilité de déposer un souverain légitimement reconnu par tous, ou qu'ils essayeraient de détruire l'unité italienne et de revenir sur les faits accomplis depuis plusieurs années et universellement acceptés aujourd'hui.

En un mot, il n'a pu être question ni de dépouiller le pape, ni de porter atteinte à l'existence du royaume d'Italie. La déclaration du 5 décembre ne touche donc en rien à ce qui doit, de toute évidence, être l'objet des délibérations communes. Sans préjuger la mission de la conférence, il nous semble que la nature même des choses indique la nécessité, sinon de poursuivre des solutions absolues, au moins de chercher à faire coexister, sans trouble et sans conflit, sous la pression de la haute autorité des puissances réunies, et en sauvegardant toutes les situations comme toutes les susceptibilités légitimes, des intérêts dont l'effort du temps, qui porte en lui de si grands apaisements, peut seul achever l'entière conciliation.

En nous exprimant ainsi, nous ne croyons pas sortir de la réserve que nous nous étions imposée dès l'origine. Des puissances, d'ailleurs, tout en reconnaissant qu'il ne nous appartenait pas de formuler un programme, ont témoigné le désir que le terrain pût être préparé d'avance par tous les pourparlers qui seraient de nature à éclaircir les doutes ou à lever les hésitations. Nous n'avons aucune raison de ne pas donner satisfaction à ce vœu. Nous avons jugé utile avant tout d'entrer avec l'Italie dans de loyales explications. Nous avons eu à nous féliciter de l'accueil dont nos communications et nos suggestions ont été l'objet à Florence. On s'y est montré disposé

non-seulement à participer à la conférence, mais même à fournir des indications préalables sur les vues du gouvernement italien.

Quelque impression qu'aient pu passagèrement produire les débats parlementaires des deux pays, quelques efforts que les partis puissent tenter pour faire échouer une œuvre de pacification, nous voulons compter sur l'esprit politique et la fermeté du gouvernement italien, comme sur l'appui que le bon sens naturel des populations lui prêterait. Nous continuerons donc cet échange d'idées, tant avec les gouvernements directement intéressés, qu'avec les différentes cours, en vue de préparer la réunion des plénipotentiaires. Aussitôt que l'accord complet que nous travaillons à réaliser sera établi, nous nous empresserons d'en donner connaissance à tous les cabinets.

Recevez, etc.

Firm. — MOUSTIER.

XXXVII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Monsieur le ministre,

Florence, 2^e janvier 1868.

Par vos dépêches du 19 janvier j'ai pu constater avec plaisir que le gouvernement de l'Empereur, reconnaissant la nécessité de faire sortir la question romaine de l'état précaire et dangereux dans lequel elle se trouve placée, nous invite à formuler un ensemble de mesures qui pourraient contribuer à améliorer les relations réciproques du royaume d'Italie et du Saint-Siège, et à établir entre les deux pays limitrophes un *modus vivendi* qui fût tolérable des deux côtés.

Nous ne nous dissimulons point, monsieur le ministre, les difficultés que nous aurons à surmonter en présence des dispositions hostiles dont la cour de Rome se montre animée à notre égard.

Nous sommes toujours d'avis qu'il aurait été préférable de profiter du calme des esprits en Italie pour aviser aux moyens de donner à la question romaine la solution définitive et satisfaisante qu'il s'est agi de chercher avec le concours d'une conférence européenne.

Toutefois, désirant témoigner notre bon vouloir au gouvernement de

[Vous n'ignorez point que nous nous proposons de faire dans ce sens un exposé de nos propres vues pour les soumettre à l'appréciation de cette réunion des puissances.]

l'Empereur, nous ne croyons pas devoir nous refuser à l'invitation qu'il nous a dernièrement adressée, et nous sommes prêts à nous entendre avec lui pour tâcher d'établir d'un commun accord, entre l'Italie et le Saint-Siège, un *modus vivendi* acceptable.

Après avoir pris les ordres du Roi, je suis en mesure de vous communiquer les bases suivantes qui ont été arrêtées d'accord avec mes collègues :

1° Rétablissement pur et simple du *statu quo ante*, c'est-à-dire remise en vigueur de la Convention du 15 septembre 1864;

2° Obligation pour l'Italie de donner pleine et entière exécution à la convention relative au paiement de la dette pontificale afférente aux provinces annexées;

3° Evacuation du territoire romain par les troupes françaises dans le plus bref délai, deux mois par exemple;

4° Promesse de la part du gouvernement impérial de faire tous ses efforts pour obtenir que le Saint-Père consente :

a) A établir une convention douanière avec le royaume d'Italie;

b) A prendre des arrangements avec nous pour une convention postale et télégraphique, et un accord pour l'extradition réciproque des malfaiteurs;

c) A sanctionner l'abolition des passeports entre les deux pays;

d) A permettre le passage libre par les chemins de fer des détachements de troupes royales qui seraient obligés de traverser le territoire pontifical pour se rendre d'une province du royaume à l'autre;

e) A consentir que les autorités limitrophes des deux pays prennent entre elles des arrangements pour la poursuite des brigands, en tolérant que les troupes royales puissent les poursuivre sur le territoire pontifical dans les limites qui seront désignées;

f) A libérer les prisonniers politiques appartenant aux provinces du royaume.

En appelant l'attention de S. E. le ministre des affaires étrangères sur les différents points que je viens de vous indiquer, vous aurez soin de lui faire observer qu'il n'y a, dans l'ensemble de nos propositions, que les éléments strictement indispensables pour établir, entre le territoire italien et l'enclave pontificale, une situation qui nous permette d'espérer que quelques-unes des nombreuses entraves, qui venaient jusqu'ici presque quotidiennement aigrir les rapports déjà si difficiles du gouvernement italien envers le Saint-Siège, pourront être évitées.

Créer une pareille situation, c'est donner la meilleure garantie possible du respect des actes internationaux qui ont déterminé la position réciproque de l'Italie et du Saint-Siège; car l'apaisement des esprits, qui s'est déjà pro-

duit en Italie, pourra être certainement maintenu beaucoup plus facilement le jour où la plupart des difficultés matérielles inhérentes à notre situation passée ~~par~~ le Saint-Siège auront disparu.

En vous autorisant à donner communication de cette dépêche à M. le marquis de Moustier/et à lui en laisser copie, s'il le désire, je saisis cette occasion, *ecc.*

Firm. — MENABREA.

XXXVIII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Florence, 3 février 1868.

(Estratto.)

Monsieur le ministre,

... Depuis que l'ordre a été rétabli dans les provinces pontificales, et que la sécurité de la frontière romaine n'a plus été troublée, j'ai déjà eu maintes fois l'occasion d'appeler votre attention sur des faits assez graves qui paraissent démontrer, de la part du gouvernement de Rome, un parti pris de garder envers nous une attitude hostile et provocatrice.

Par votre dépêche du 19 janvier dernier vous m'avez appris que M. de Moustier vous avait dit que rien, dans la conduite du gouvernement français, ne pouvait faire naître l'idée que la France prêterait son appui aux menées bourbonniennes de Rome, et vous m'avez écrit que des instructions précises avaient été envoyées à M. de Sartiges, lui ordonnant de déclarer que l'action du gouvernement impérial ne saurait jamais être engagée dans un but contraire à l'unité de l'Italie.

Je vous prie, monsieur le ministre, d'exprimer à S. E. le ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français toute notre reconnaissance pour ces déclarations si conformes aux sentiments de sympathie et d'amitié sincère qui unissent l'Italie et la France. Nous étions persuadés d'avance que le cabinet des Tuileries ne tarderait point à dégager sa responsabilité des menées réactionnaires dont le foyer est à Rome. Malheureusement il paraît que les déclarations faites par M. de Sartiges au Saint-Siège n'ont pas produit jusqu'ici tout l'effet qu'on pouvait en attendre. La cour de Rome vient en effet de donner des instructions à tout le clergé en

Italie de faire célébrer dans les églises des villes et des villages un *triduum* solennel en action de grâce pour les succès dernièrement obtenus. Il est aisé de voir que, par cette provocation, la chancellerie romaine espère réveiller en Italie l'agitation que par sa conduite ferme et sage le gouvernement du Roi avait pu parfaitement apaiser.

... Agréez, ecc.

Firm. — MENABREA.

XXXIX.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 5 febbraio 1868.

Signor ministro,

Allorchè mi giunse il rapporto ch'Ella mi indirizzava addì 17 dello scorso gennaio, e col quale la S. V. mi riferiva di aver saputo da S. E. il marchese di Moustier che il barone di Malaret era incaricato di comunicarmi una circolare del 24 dicembre 1867 ed un dispaccio di data posteriore, in risposta a quello ch'io Le scrissi sin dal 12 dicembre dell'anno passato, non avevo avuto ancora sotto i miei occhi il testo preciso, nè dell'uno, nè dell'altro dei due documenti sovra indicati.

Come già Le ho scritto, fu il giorno 12 gennaio che il barone di Malaret venne a leggermi la circolare francese del 24 dicembre; ma in quella occasione l'inviato imperiale non me ne lasciò copia. Dicevami però il barone di Malaret essergli inoltre pervenute istruzioni del suo governo, colle quali il marchese di Moustier, rispondendo alla domanda contenuta nel mio dispaccio del 12 dicembre, lo incaricava di farmi sapere che, malgrado le parole pronunciate dal signor Rouher, noi non dovevamo ristarci dal proporre almeno *le massime fondamentali di un negoziato per istabilire un « modus vivendi » fra Roma e l'Italia, e per poter giungere così ad un temporaneo accomodamento della quistione sulla base della convenzione del 1864.* Ed io, scorgendo di quanta importanza fosse la comunicazione fattami dall'inviato francese, subito ne prendeva atto comunicandola il giorno stesso alla S. V.

Pervenutemi poscia il di Lei rapporto del giorno 17 gennaio, e vedendo io dalla lettura del medesimo che i due dispacci diretti dal governo imperiale al suo inviato in Firenze erano destinati ad essermi rimessi in copia, pregai tosto il barone di Malaret di volermi mettere in grado di prendere cognizione del testo preciso di quei documenti.

La S. V. mi aveva scritto che il marchese di Moustier, con un dispaccio posteriore alla circolare del 24 dicembre, *insisteva perchè, malgrado la dichiarazione fatta dal signor Rouher al Corpo legislativo, il Governo del Re comunicasse a quello dell'Imperatore le sue idee fondamentali per venire ad un accomodamento, almeno temporaneo, il quale stabilisse un « modus vivendi » tra l'Italia e la Santa Sede sulla base della Convenzione del 15 settembre 1864.* Ella ben comprende, signor ministro, che, mentre io era lieto di trovare nelle di Lei parole la piena conferma di quelle pronunciate dal barone di Malaret nella conversazione ch'io aveva avuto con lui il 12 gennaio, per altra parte io dovevo vivamente desiderare di avere fra le mani il documento ufficiale del Governo francese, dal quale risultassero l'iniziativa da lui presa e le buone disposizioni dimostrate. Avevo dunque pregato il ministro di Francia di volermi rimettere copia dei documenti dei quali mi aveva dato comunicazione.

Senonchè l'Inviato francese rispondevami non credersi egli pienamente autorizzato a ciò fare, e nel mentre, addì 22 di gennaio, comunicavami il testo della circolare del 24 dicembre, impegnavasi a provocare da Parigi gli ordini necessari per essere posto in grado di soddisfare appieno il desiderio che io gli aveva manifestato. Contemporaneamente, come Ella certamente ricorda, io Le scrivevo per telegrafo di voler sollecitare presso il ministero imperiale degli affari esteri l'invio delle istruzioni necessarie affinchè il signor di Malaret si credesse autorizzato a consegnarmi copia del dispaccio che doveva accompagnare la comunicazione della circolare sovramentovata.

Intanto, però, vedendo io come le parole da Lei scritte mi il 17 gennaio fossero identiche a quelle dettemi pochi di innanzi dal rappresentante di Francia, stimai non potervi essere dubbio sul senso chiaro ed esplicito delle proposizioni francesi ed in base alle medesime non indugiai a dirigerle il dispaccio in data del 25 dello scorso mese, col quale ho posto le basi che, a nostro avviso, sono indispensabili per stabilire, fra la Santa Sede ed il governo italiano, una condizione di cose tollerabile, un *modus vivendi* che desse anche sicurtà di un quieto vivere per l'avvenire. Ella mi annunciava quindi per telegrafo che S. E. il marchese di Moustier avea fatto lieta accoglienza a quelle mie proposizioni, riservandosi tuttavia di prendere intorno allè medesime gli ordini dell'Imperatore. Ed in questo annunzio, ch'Ella mi faceva prontamente pervenire, io trovava una prova di più che noi avevamo rettamente intese le entrature fattee dal gabinetto delle Tuileries.

Senonchè ieri l'altro venne a vedermi il signor di Malaret e, senza aggiungere alcuna spiegazione, od alcunchè di notevole, rimettevami confidenzialmente copia d'un dispaccio del 7 gennaio scorso, dicendomi essere stato au-

/c /g

Tc

10

/ /

14

torizzato ora soltanto a consegnarmene il testo. Gradii la comunicazione e ringraziai, riservandomi di ben esaminare i termini nei quali quel dispaccio era concepito.

Non mi fermerò, signor ministro, a commentare od a riscontrare il dispaccio consegnatomi confidenzialmente dal barone di Malaret; l'indole riservata ed officiosa della comunicazione stessa mi dispensa di ciò fare. Le basi dei negoziati ufficiali iniziati rimangono infatti, anche dopo questa confidenziale comunicazione, nelle conversazioni ch'Ella ebbe col marchese di Moustier, e ch'io ho avuto col rappresentante di Francia presso questa real corte. Non sarà però fuor di proposito ch'io Le faccia osservare come fra il linguaggio chiaro, preciso ed aperto tenuto meco dal barone di Malaret addì 12 gennaio, confermato testualmente da quanto in quegli stessi giorni Le diceva il marchese di Moustier e quello adoperato nel dispaccio francese del 7 gennaio, che ora ho sotto gli occhi, passino notevoli differenze. Invano vi ho cercato le espressioni che indichino un accomodamento temporaneo od un *modus vivendi* da stabilire fra l'Italia e la Santa Sede: se infatti parziali aggiustamenti non sono espressamente esclusi in quel dispaccio, non è men vero che il senso e le conclusioni di quel documento sono di respingere le obbiezioni contenute nel nostro dispaccio del 16 dicembre, e di invitarci quindi a mantenere la promessa da noi fatta anteriormente alle dichiarazioni del ministro di stato di Francia al corpo legislativo. Non tratterebbesi di proposizioni limitate ad un semplice *modus vivendi*, nè ad un accomodamento temporario tra l'Italia e Roma, bensì di far conoscere quali, a nostro avviso, sarebbero i punti principali che potrebbero condurre ad una pacifica e soddisfacente soluzione la quistione romana. Probabilmente il dispaccio comunicatomi ieri l'altro dal signor di Malaret non è quello stesso di cui parlò a Lei il marchese di Moustier, ed intorno al quale lo stesso barone di Malaret ebbe a conversare meco.

Sono persuaso ch'Ella, signor ministro, troverà modo di avere degli schiarimenti sopra questo incidente, anche perchè a noi importa che sia ben dimostrato che il nostro dispaccio del 2^o gennaio fu scritto soltanto dietro le considerazioni svolte nelle comunicazioni verbali fattemi dal signor di Malaret, e confermate alla S. V. dal ministro imperiale degli affari esteri. Quel mio dispaccio, che ebbe, come Ella già mi ha fatto conoscere, buona accoglienza per parte del marchese di Moustier, non poteva lasciare sussistere alcun dubbio sui veri e precisi intendimenti nostri circa l'indole ed i limiti delle proposizioni che la S. V. fu incaricata di fare al governo francese.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

XL.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 5 febbraio 1868.

Signor ministro,

Il barone di Malaret è venuto ad esprimermi, da parte del governo imperiale, il rincrescimento che la convenzione militare, stabilita nello scorso anno fra l'Italia e la Santa Sede, rimanga ineseguita.

Ho risposto al barone di Malaret che, per quanto il regio governo riconoscesse ed apprezzasse convenientemente l'importanza di una tale convenzione, diretta al salutare scopo di porre un argine alla funesta piaga del brigantaggio, pure non aveva creduto finora opportuno che fosse rimessa in vigore per due principalissime ragioni.

Io osservava in primo luogo che, dopo gli spiacevoli avvenimenti occorsi nel passato anno, era nostro debito evitare con ogni cura di dar sospetto alla corte pontificia che noi andassimo in cerca di motivi per far penetrare le nostre truppe sul territorio della Santa Sede.

In secondo luogo poi noi consideravamo che la esecuzione degli accordi convenuti supponeva nei rispettivi comandanti di frontiera sentimenti di vicendevole fiducia e buon volere, sentimenti da cui non credevamo fossero animati a nostro riguardo gli uffiziali al servizio del governo pontificio.

Del resto Ella potrà far notare al signor di Moustier che le nostre favorevoli disposizioni, per rinnovare gli accordi militari anteriormente esistenti, risultano dall'averli noi compresi fra i provvedimenti che, a parer nostro, debbono tendere a stabilire un *modus vivendi* fra il regno d'Italia e la Santa Sede.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

XLI.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 8 febbraio 1868.

Ricevuto il 13.

Signor ministro,

Ho l'onore di accusar ricevuta del dispaccio che l'E. V. volle dirigermi in data del 3 febbraio corrente, e che si riferisce all'attitudine ostile che il governo pontificio manifesta verso il governo del Re.

Mi sono fatto premura di comunicare questo dispaccio a S. E. il marchese di Moustier.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

XLII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 15 febbraio 1868.

Signor ministro,

In data del 5 corrente io Le scriveva che il barone di Malaret era venuto ad esprimermi da parte del governo imperiale il rincrescimento che la convenzione militare stabilita nello scorso anno fra le autorità militari italiane e pontificie rimanesse ineseguita. Io Le faceva conoscere, in quel mio dispaccio, la risposta da me fatta all'inviato francese che, cioè, dopo gli avvenimenti dello scorso anno, ci era sembrato opportuno evitare tutto ciò che avrebbe potuto dare sospetto alla corte di Roma che noi andassimo in cerca di motivi per far penetrare le nostre truppe sul territorio della Santa Sede, e che parimente ci era sembrato indispensabile per l'esecuzione di siffatti accordi che i comandanti rispettivi di frontiera fossero animati da sentimenti di vicendevole fiducia e buon volere, sentimenti, ~~che~~ ^{soggiungeva io, ~~che~~} non supposevamo/a nostro riguardo ~~gli~~ ^{gli} ufficiali dell'esercito pontificio. Per ultimo io pregava la S. V. di voler far notare al signor marchese di Moustier che la rinnovazione della convenzione militare era pure compresa fra quei provvedimenti che, a parere nostro, ~~debbono~~ ^{debbono} tendere a stabilire un *modus vivendi* tra il governo italiano e quello di Roma.

Avendo dipoi ~~tenuto~~ ^{tenuto} il consiglio dei ministri intorno a questo delicato argomento, i miei colleghi convennero meco nel riconoscere che le con-

fossero animati
++

interpellato
++

1 da cui 11+

1, 5

venzioni militari, quali esistevano prima dei fatti di ottobre, erano un freno al brigantaggio, ugualmente funesto ai due territori finitimi. Importerebbe quindi grandemente che le medesime fossero di nuovo applicate; ed io credo che per tal modo si otterrebbe anche il vantaggio di escludere, dall'una parte e dall'altra, le cause frequenti di lagnanze per le quasi inevitabili violazioni di frontiera.

Quindi è che, d'accordo coi miei colleghi, i ministri dell'interno e della guerra, si è deciso di autorizzare da parte nostra i comandanti delle regie truppe alla frontiera ad entrare in accordo cogli ufficiali pontifici per richiamare in vigore le convenzioni concluse l'anno passato, e, nel mentre da noi si daranno queste istruzioni, io desidererei ch'Ella interessasse il marchese di Moustier ad ottenere che dal canto suo il governo pontificio desse analoghi ordini ai suoi comandanti, affinchè a ~~questi fatti~~ ^{+++ a costoro} ^{lia data} facoltà d'intendersi coi nostri sul modo di riattivare quelle stesse convenzioni, l'esecuzione delle quali rimase per alcuni mesi in sospenso.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

XLIII.

Il Ministro degli Affari Esteri ai Ministri dell'Interno e della Guerra.

Firenze, 15 febbraio 1868.

~~Signor ministro,~~

Giusta quanto fu deliberato in consiglio dei ministri, ed aderendo ai desiderii espressi dalla legazione imperiale di Francia, il sottoscritto fece conoscere al regio inviato a Parigi che il governo del Re era pronto, dal canto suo, a rimettere in vigore le convenzioni esistenti prima dell'or decorso ottobre fra le autorità militari italiane e pontificie, e ciò nello scopo così di concorrere efficacemente alla repressione del brigantaggio che desola amendue i territori finitimi, come anche di evitare le lagnanze che dall'una e dall'altra parte si muovono per le frequenti violazioni di frontiera.

Lo scrivente prega quindi il suo onorevole collega dell'interno e della guerra ^{5 di} di voler autorizzare le autorità di frontiera da lui dipendenti ad entrare in accordi colle autorità pontificie per richiamare in vigore le convenzioni sovra mentovate.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

XLIV.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 13 febbraio 1868.

Ricevuto il 16.

Signor ministro,

Il dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore di dirigermi il 25 gennaio scorso, e che contiene le proposte del regio governo intorno ad un *modus vivendi* da stabilire fra il regno d'Italia e lo Stato pontificio, mi pervenne il 28 dello stesso mese, e fu da me comunicato in copia nel giorno medesimo a S. E. il marchese di Moustier. Come ebbi l'onore di significarle con telegramma del 29 gennaio, il ministro imperiale degli affari esteri accolse con soddisfazione questa comunicazione. Egli mi disse che avrebbe avuto cura di mettere il dispaccio dell'E. V. sotto gli occhi dell'Imperatore e che avrebbe sollecitato gli ordini di Sua Maestà in proposito. Il marchese di Moustier, a cui ho domandato in questi ultimi giorni quale risposta il governo imperiale credeva dover dare alla comunicazione da me fattagli il 28 gennaio, mi disse che non era ancora in misura di dare una risposta precisa, perchè, siccome le proposte dell'E. V. implicano l'azione della S. Sede, è conveniente che il governo dell'Imperatore si assicuri anzitutto dei limiti entro i quali si può contare sulle disposizioni più o meno favorevoli della corte di Roma per giungere ad un componimento provvisorio tra essa e l'Italia.

Mi pervenne intanto l'altro dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore di dirigermi il 5 corrente. In questo dispaccio l'E. V., preoccupandosi di alcune differenze fra le cose dette verbalmente, all'E. V. dal barone di Malaret, ed a me dal marchese di Moustier, ha cura di ben determinare il carattere delle proposte contenute nel dispaccio ministeriale del 25 gennaio, constatando che queste proposte, nel pensiero del regio governo non costituiscono un progetto d'accomodamento definitivo della questione romana, quale ci veniva domandato dal governo francese in vista della conferenza, ma bensì una semplice indicazione delle misure sulle quali si può stabilire temporariamente un *modus vivendi* tra l'Italia e la corte di Roma. Io ho dato oggi lettura di questo dispaccio del 5 febbraio a S. E. il marchese di Moustier, il quale mi rispose che pigliava nota di quanto in esso era contenuto, aggiungendo che non aveva diretto al barone di Malaret altro dispaccio su questo argomento che quello del 7 gennaio, e che lasciando in disparte l'esame di qualche differenza, che potesse notarsi fra le cose contenute in detto dispac-

cio e quelle esposte verbalmente, egli poteva assicurarmi che il governo francese non intendeva dare alle proposte formulate dall'E. V. un carattere diverso da quello che era stato intenzione del regio governo di attribuire alle medesime.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

XLV.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 14 febbraio 1868.

Ricevuto il 18.

Signor ministro,

Ho l'onore d'accusare ricevuta del dispaccio che l'E. V. mi diresse il 5 corrente e che si riferisce alla convenzione militare conclusa lo scorso anno fra l'Italia e la Santa Sede.

Ho avuto cura di portare ieri a notizia di S. E. il marchese di Moustier il contenuto di detto dispaccio, facendo notare al ministro imperiale degli affari esteri che la rinnovazione di tale convenzione militare, migliorata, se occorre, è compresa fra le misure che, a parere del Governo del Re, devono tendere a stabilire un *modus vivendi* fra il regno d'Italia e la Santa Sede, conformemente a quanto l'E. V. propose nel suo dispaccio del 25 gennaio.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

XLVI.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 21 febbraio 1868.

Ricevuto il 24.

Signor ministro,

Mi pervenne regolarmente il dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore di dirigermi in data del 15 corrente, per annunziarmi che nulla più si oppone da parte nostra al ristabilimento in vigore degli accordi militari ch'erano stati

conchiusi fra le autorità militari italiane e pontificie, in vista della repressione del brigantaggio sulle frontiere rispettive.

Ho chiamato ieri l'attenzione di S. E. il marchese di Moustier sul contenuto di questo dispaccio, del quale gli lasciai copia confidenzialmente.

Il marchese di Moustier ne prese nota, e mi disse che ne avrebbe fatto oggetto di comunicazione all'ambasciatore di Francia in Roma.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

XLVII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 2 marzo 1868.

Signor ministro,

Facendo seguito al mio dispaccio del 15 febbraio scorso, riguardante i provvedimenti che il regio governo intendeva prendere perchè fossero riattivate possibilmente sin d'ora le convenzioni militari fra i comandanti italiani e pontifici per la repressione del brigantaggio nei paesi di frontiera, mi affretto a comunicarle che dal mio onorevole collega della guerra mi venne annunziato essersi data dal canto suo ogni occorrente disposizione al proposito.

Autorizzando la S. V. ad informare il governo imperiale degli ordini dati ai comandanti le regie truppe stanziate sul confine pontificio, colgo l'occasione, ecc.

Firm. — MENABREA.

XLVIII.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 7 marzo 1868.

Ricevuto il 10.

Signor ministro,

Ho l'onore di segnarle ricevuta del suo dispaccio in data del 2 corrente, e d'informare l'E. V. che, in conformità del medesimo, ho diretto ieri una let-

tera confidenziale al ministro imperiale degli affari esteri per fargli conoscere che i comandanti delle regie divisioni militari in servizio lungo il confine pontificio riceverebbero dal governo di S. M. le occorrenti istruzioni pel richiamo in vigore delle convenzioni militari concluse nello scorso anno colle autorità pontificie per la repressione del brigantaggio. Espressi in pari tempo la speranza che istruzioni consimili saranno state date dal governo della Santa Sede ai comandanti pontifici.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

XLIX.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 23 marzo 1868.

Signor ministro,

Pel caso in cui la S. V. non avesse ancora avuto cognizione della risposta che il governo imperiale ha fatto alle nostre proposizioni relative al *modus vivendi* da stabilirsi tra l'Italia e la Santa Sede, Le comunico una copia del dispaccio diretto dal marchese di Moustier al barone di Malaret in data del 19 corrente.

Di questo documento l'inviato francese venne a darmi lettura questa mattina, offrendomi di lasciarmene prender copia. Avendo osservato che il dispaccio del signor di Moustier conteneva una frase il cui senso poteva sembrare poco conforme alle relazioni esistenti tra l'Italia e la Francia, e forse anche poco misurata a nostro riguardo, ho fatto pregare il signor di Malaret di voler egli stesso chiedere al suo governo che quelle parole venissero modificate. L'inviato di Francia non disconobbe la ragionevolezza della nostra domanda, ed attribuendo ciò che vi era di acerbo, nelle parole adoperate, ad inavvertenza di redazione, promise di domandar tosto a Parigi che un'altra espressione fosse sostituita a quella che aveva mosso le mie osservazioni.

Nella copia che va unita a questo mio dispaccio Ella troverà sottolineate le parole che io ho desiderato fossero mutate, ed, a fronte, Ella potrà leggere quelle che il barone di Malaret proporrebbe di sostituire.

Riservandomi a suo tempo di scriverle in merito il dispaccio del marchese di Moustier, per ora volli soltanto, ad ogni buon fine, informarla di questo incidente che spero non avrà seguito.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

la
le

(Annesso.)

Il Ministro Imperiale degli Affari Esteri al Ministro di Francia in Firenze.

Paris, le 19 mars 1868.

Monsieur le baron,

Préoccupé de hâter le moment où il lui sera permis de mettre fin à l'occupation française, animé en même temps d'un sincère désir de rechercher les moyens d'améliorer les rapports mutuels de l'Italie et du Saint-Siège, le gouvernement de d'Empereur avait convié le cabinet de Florence à un amical échange d'explications et d'idées. M. le général Ménabréa n'a pas repoussé cette suggestion, et il vous a entretenu confidentiellement d'un certain nombre de points que vous avez résumés dans votre correspondance. M. Nigra, de son côté, a reçu l'ordre de me remettre la dépêche ci-jointe, qui en renferme le développement et propose les conditions d'un *modus vivendi* qui lui paraît trait répondre à tout ce que comporte l'état actuel des choses.

Nous avons accueilli la communication de M. le ministre d'Italie avec la satisfaction que devait nous inspirer une démarche de cette nature. Le cabinet de Florence, quelle que soit la bienveillance de nos dispositions, ne pouvait pas toutefois attendre de nous une réponse immédiate; M. Nigra l'a parfaitement compris. Les questions qui nous sont soumises ne sont pas seulement graves en elles-mêmes: elles touchent, par leurs côtés les plus importants, à des intérêts dont il ne nous appartient pas de nous faire les arbitres, et le rôle que l'Italie désire nous voir prendre est celui d'intermédiaires, obligés à une grande prudence et à de sages tempéraments.

Nous avons à cœur, en effet, de réussir dans une tâche qui a pour but de rendre plus faciles les rapports de deux gouvernements auxquels nous portons un intérêt égal et sincère. Nous sommes heureux de voir le cabinet de Florence entrer franchement avec nous dans cet ordre d'idées qui inspirait déjà la France et l'Italie lorsqu'elles ont signé la convention du 15 septembre. Remettre cette convention en vigueur est évidemment la seule voie pratique à suivre dans les circonstances actuelles, et nous admettons à cet égard la manière de voir du gouvernement italien.

Le cabinet de Florence, complètement édifié aujourd'hui sur les causes qui ont déçu, l'année dernière, nos légitimes espérances, est convaincu, comme nous, que c'est par une exacte vigilance appliquée à déjouer dès l'origine les entreprises révolutionnaires, et non par une surveillance tardive et incomplète des frontières au moment de la crise, que les états pontificaux peuvent être efficacement protégés. Il serait donc essentiel de connaître quelles mes-

avant tout,

de vue

4 opt

adoption

4 x

1, /
sures le gouvernement du Roi serait dans l'intention et la possibilité de prendre/pour empêcher désormais la formation de nouveaux dépôts d'armes, des enrôlements, plus ou moins clandestins, que l'on essayerait de faire encore, et les attaques qui seraient dirigées une seconde fois contre le territoire pontifical. Les certitudes, que nous pourrions avoir à ce sujet, justifieraient notre confiance et nous aideraient à la faire pénétrer dans le sentiment public. /i

Quant aux bons offices que le cabinet de Florence nous demande pour régler les rapports de voisinage entre l'Italie et le gouvernement pontifical, ce vœu n'a rien que de conforme aux idées que nous avons toujours professées. Notre correspondance en fait foi, et je puis rappeler les conseils que nous donnions des deux côtés, à la fin de l'année 1866, au moment de l'évacuation. Nous sommes donc disposés à encourager tout ce qui tendrait à faire disparaître les difficultés matérielles résultant de la contiguïté des deux pays, et à multiplier ainsi les occasions et les chances d'un rapprochement moral plus complet.

De tous les points énumérés dans la note qui m'a été remise par M. Nigra, l'établissement d'une union douanière est le plus important parce qu'il touche, non-seulement aux relations journalières des deux pays, mais à leur intérêt financier. /s /s

7s
Nous devons toutefois prévoir que cette combinaison soulèvera de nombreuses objections à Rome, et avant de la recommander au gouvernement pontifical, il est nécessaire que nous recevions du cabinet de Florence tous les éclaircissements propres à nous fixer sur la portée générale, comme sur les détails pratiques de la négociation qu'il s'agit d'ouvrir. C'est vous dire assez que vous vous appliquerez à constater comment M. le président du conseil comprend ces arrangements douaniers, comment surtout il nous mettrait en mesure de démontrer que, non-seulement ils ne porteront aucune atteinte aux finances du St-Siège, mais encore que, par la suppression de cette surveillance qu'une ligne de douane rend facile, il ne compromettront pas la sécurité que le gouvernement pontifical semble aujourd'hui trouver à peine suffisante. /s

1, /
Si cependant, à la faveur de loyales explications, un accord pouvait par nos soins s'établir sur cette question, la solution des autres deviendrait certainement plus simple, et c'est pour cette raison que je ne crois pas encore opportun d'en faire l'objet d'un examen détaillé.

Je suis heureux, d'ailleurs, de constater que l'une des difficultés signalées dans la dépêche du général Mélabréa vient d'être réglée par voie d'entente directe entre l'administration pontificale et l'administration italienne; elles

ont été, de part et d'autre, autorisées à renouveler les arrangements pris antérieurement sur la frontière pour la répression du brigandage, et dans le cas d'une entente sur les autres points, les deux gouvernements n'auront, sous ce rapport, qu'à rendre permanent l'arrangement provisoire intervenu entre les officiers délégués par eux.

Je ne veux mentionner que pour mémoire l'exécution de la convention signée entre nous et l'Italie, le 7 décembre 1866, pour régler la part qui lui est afférente dans la dette pontificale. Cette convention a, en effet, une valeur obligatoire d'un caractère définitif, et ne comporte point d'ajournement. Si je ne vous ai chargé jusqu'ici, d'aucune démarche officielle pour assurer la continuation des paiements interrompus par suite de certaine difficulté d'exécution, *c'est que je n'ai jamais pensé que le gouvernement du Roi pût avoir besoin d'être rappelé à l'observation de ses engagements.*

Variante proposée.

... c'est que notre entière confiance dans la loyauté du gouvernement italien nous a toujours fait considérer une pareille démarche comme superflue.

du roi

Je suis d'autant plus fondé à persévérer dans cette opinion, que le conseil d'état italien a lui-même reconnu récemment toute l'autorité de ces stipulations.

Telle sont, monsieur le baron, les réflexions que me suggère, dès à présent, la note du général Ménabréa. Il verra que nous l'avons prise en très-sérieuse considération. Vous saisissez cette circonstance pour lui témoigner l'intérêt sympathique avec lequel nous suivons les efforts de l'administration qu'il préside, et l'heureuse évolution qui s'est faite dans l'opinion publique.

Tm Nous fondons le plus légitime espoir sur la fermeté soutenue avec laquelle le Ministère actuel, tout en restant fidèle aux idées libérales, s'attache à grouper autour de lui les éléments conservateurs que le pays renferme dans son sein. Ainsi se fortifiera la confiance que les destinées de l'Italie inspirent à ses amis, et disparaîtront les arguments à l'aide desquels les adversaires de son unité essaieraient encore d'en contester la durée. Le gouvernement de l'Empereur, dont les sentiments à cet égard ne sont pas douteux, verrait dans l'amélioration graduelle des rapports de la cour de Florence avec le Saint-Siège un gage d'affermissement pour l'état de choses créé dans la péninsule, et un succès nouveau pour la politique d'apaisement et de conciliation que nous nous sommes constamment appliqués à faire prévaloir.

Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche au général Ménabréa, et à lui en laisser prendre copie, s'il vous en exprime le désir.

Recevez, ecc.

Firm. — MOUSTIER.

L.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 1° aprile 1868.

Ricevuto il 4.

Signor ministro,

Ho ricevuto il dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore d'indirizzarmi in data del 23 marzo ultimo, per comunicarmi la copia di un dispaccio diretto, in data del 19 dello stesso mese, dal ministro degli affari esteri di Francia al barone di Malaret, in risposta alle proposizioni fatte dal governo del Re circa il *modus vivendi* da stabilirsi tra l'Italia e la Santa Sede.

Ringrazio l'E. V. per questo documento e per le informazioni datemi a suo riguardo. La modificazione da Lei desiderata nella redazione del medesimo e domandata qui dal barone di Malaret fu accettata dal governo imperiale.

La legazione di Francia a Firenze ha già dovuto ricevere le relative istruzioni.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

LL

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 14 aprile 1868.

Signor ministro,

Ieri l'incaricato d'affari di Francia venne a questo Ministero per farci conoscere che S. E. il marchese di Moustier lo aveva autorizzato a modificare nel modo convenuto quella frase del dispaccio delli 19 marzo diretto al signor di Malaret, sulla quale avevamo dovuto fare quelle osservazioni che sono esposte nella mia comunicazione di ufficio indirizzata alla S. V. sino dal 23 marzo ultimo scorso.

Rimane pertanto convenuto che il testo primitivo di quel dispaccio del governo imperiale si intende come se non avesse mai esistito altrimenti che nella sua versione presente, dopo avvenuta la modificazione intesa. E così

rimane pure chiuso un incidente alla soluzione del quale molto ha certamente contribuito l'arrendevolezza del governo imperiale e l'opera intelligente della S. V.

Ora poi che la risposta francese al mio dispaccio del 26 gennaio si può ritenere come compiuta, il governo del Re si occuperà di vedere in quale modo converrà rispondervi, per facilitare le possibili intelligenze e gli accordi temporari che debbono costituire un *modus vivendi* fra il governo d'Italia e Roma.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

LII.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 21 aprile 1868.

Ricevuto il 25.

Signor ministro,

Ho ricevuto il dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore di dirigermi il 14 aprile corrente.

Il marchese di Moustier mi ha esplicitamente confermate le istruzioni da esso inviate alla legazione di Francia a Firenze perchè il suo dispaccio del 19 marzo diretto al barone di Malaret venisse corretto nel modo convenuto tra l'E. V. e il ministro di Francia a Firenze.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

LIII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 29 aprile 1868.

Signor ministro,

Il barone di Malaret è venuto a leggermi un dispaccio del marchese Moustier, relativo al riparto finale del debito pontificio. Il governo imperiale desidera, in sostanza, che tale vertenza possa essere prontamente risolto.

1 di

luta ed in modo effettivo; ed Ella sa d'altronde, signor ministro, che, compiuta da lungo tempo l'operazione del riparto pel debito redimibile, s'erano pressochè condotti a termine i negoziati anche pel debito perpetuo, allorchè gli avvenimenti dell'ottobre scorso impedirono che fossero conchiusi. Come Le ho scritto testè per telegrafo, dissi all'inviato francese che il governo del Re, dopo aver udito il parere ~~favorevole~~ del consiglio di stato, era pronto a soddisfare i propri impegni; che però sarebbe necessario che fosse delegato un apposito commissario, incaricato di recarsi a Firenze per concertare gli ultimi accordi che rimangono a prendersi pel riparto del consolidato romano.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

LIV.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 30 aprile 1868.

Ricevuto il 4 maggio.

Signor ministro,

Mi fu premura d'accusar ricevuta del telegramma che V. E. mi dicesse il 29 corrente relativamente alla comunicazione fatta all'E. V. dal barone di Malaret intorno alla questione del debito pubblico pontificio. Benchè molto probabilmente il barone di Malaret abbia reso conto al governo imperiale della conversazione che egli ebbe a questo proposito coll'E. V., mi affrettai tuttavia di portare a notizia di S. E. il marchese di Moustier il contenuto del telegramma dell'E. V., dal quale risulta che il governo del Re, dopo aver udito il parere ~~favorevole~~ del consiglio di stato, non ricusa di soddisfare agli impegni presi, e che attende soltanto che si deleghi alcuno a Firenze per terminare gli ultimi aggiustamenti convenuti relativamente alla ripartizione dei titoli.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Signor ministro,

Firenze, 5 maggio 1868.

Il barone di Malaret mi ha annunziato oggi stesso l'arrivo a Firenze del funzionario francese incaricato di prendere gli ultimi concerti pel riparto finale del debito pontificio.

Ringraziando l'inviato di Francia di siffatta comunicazione, gli dissi che quel commissario imperiale avrebbe potuto esser messo in rapporto col signor Mancardi, direttore generale del debito pubblico per mezzo del ministro delle finanze, essendo desiderio nostro che lo stesso signor Mancardi conduca a termine quelle trattative cui egli attese fin dal principio.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Signor ministro,

Firenze, 13 maggio 1868.

Essendo venuto, or sono alcuni giorni, a vedermi il signor de la Villegestreux, incaricato d'affari di Francia, mi disse che il delegato del governo francese, giunto in Firenze per definire, d'accordo colla direzione generale del debito pubblico italiano, le ultime questioni riguardanti il riparto del debito pontificio, aveva già avuto parecchi abboccamenti col signor Mancardi, direttore generale del debito pubblico del regno. In questa occasione ho fatto conoscere al signor de la Villegestreux che il governo del Re riputava conveniente, perchè le trattative procedessero con maggiore speditezza, che la legazione imperiale si ponesse in comunicazione diretta col signor ministro delle finanze. Dacchè il consiglio di stato, appositamente da me interrogato, ha opinato che il governo del Re debba eseguire gl'impegni presi e compiere gli atti relativi al riparto del debito pontificio, noi abbiamo fatto astrazione da ogni considerazione politica in questa vertenza, e desideriamo che essa sia prontamente risolta.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

LVII.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 20 maggio 1868.
Ricevuto il 24.

Signor ministro,

Nell'accusar ricevimento dei dispacci che l'E. V. mi fece l'onore di dirgermi in data del 29 aprile e del 5 e 13 maggio corrente, e che si riferiscono alla ripartizione del debito pubblico pontificio, mi pregio d'informare l'E. V. che ho avuto cura di far conoscere a S. E. il marchese di Moustier quanto in essi è contenuto. Il ministro imperiale degli affari esteri si mostro soddisfatto di queste comunicazioni.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

LVIII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Florence, 15 juin 1868.

Monsieur le ministre,

M. le baron de Malaret m'a communiqué une dépêche de M. le marquis de Moustier, portant la date du 19 mars et dont vous trouverez ci-joint une copie, en réponse à celle que je vous ai adressée le 24 janvier dernier. M. le ministre impérial des affaires étrangères, en constatant l'empressement que nous avons mis à répondre à l'appel qu'il nous faisait pour nous convier à un échange amical d'explications et d'idées sur les moyens d'améliorer les rapports mutuels de l'Italie et du Saint-Siège, se montrait tout d'abord préoccupé et désireux « de connaître quelles mesures le gouvernement du Roi serait dans l'intention et la possibilité de prendre pour empêcher de nouveau la formation de nouveaux dépôts d'armes, les enrôlements, plus ou moins clandestins, que l'on essaierait de faire encore, et les attaques qui seraient dirigées une seconde fois contre le territoire pontifical. »

M. le marquis de Moustier ajoutait que « la certitude que le gouvernement impérial pourrait avoir à ce sujet justifierait sa confiance et l'aiderait à la faire pénétrer dans le sentiment public. »

A cette interpellation je n'hésite pas, monsieur le ministre, à répondre, de la manière la plus catégorique, que le gouvernement du Roi est fermement résolu à faire respecter la loi, à empêcher par tous les moyens la formation de dépôts d'armes, les enrôlements clandestins et les attaques à main armée contre les territoires voisins. Nous regarderions ces tentatives ~~comme~~ ^{III} comme des atteintes à la sûreté intérieure de l'état, et vous pouvez donner à M. le marquis de Moustier l'assurance que le gouvernement du Roi a, non seulement la volonté, mais les moyens de s'y opposer. Nous croyons que l'ère des révolutions, des sectes, des conspirations et des initiatives individuelles extralégales doit être définitivement close pour l'Italie; aussi, nous appliquons-nous de toutes nos forces à relever et à raffermir partout le principe d'autorité, à ramener le calme dans les esprits, en faisant disparaître toute trace d'agitation qui serait un obstacle à l'établissement solide de l'ordre et de la liberté. Appelée par sa position à prendre place parmi les grands états, l'Italie doit être un élément de concorde et de tranquillité pour l'Europe, et elle saura remplir sa mission avec fermeté et loyauté.

Les faits qui viennent de se passer sont une preuve que nous ne présageons pas trop du succès de la ligne politique que nous suivons. Le gouvernement est d'ailleurs parfaitement secondé, dans l'accomplissement de sa tâche, par la sagesse et le bon esprit des populations. En effet, on a vu sous l'influence de menées subversives, des pays qui passent pour être des plus solidement assis et des plus éclairés de l'Europe, se trouver en proie à des troubles et à des émeutes qui ont appelé des répressions sanglantes, tandis que l'Italie, malgré les tentatives de désordre et les grèves qui ont eu lieu sur quelques points du royaume, n'a dû recourir à aucun moyen extrême pour maintenir la tranquillité.

Je crois avoir ainsi répondu péremptoirement et avec la plus entière franchise à la question que M. le marquis de Moustier nous a posée dans sa note du 19 mars. Je ne me dissimule pourtant pas que ces déclarations, que je fais, du reste, volontiers puisqu'elles répondent à un besoin impérieux et généralement senti dans notre pays, ne suffiront pas à dissiper les préventions que les partis hostiles à l'Italie cherchent à exciter contre elle, en France comme à Rome.

Toutefois, afin que le gouvernement de l'Empereur puisse se convaincre que nous aurons épuisé, par cette démarche, tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour entrer en rapports de bon voisinage avec le Saint-Siège,

nous n'hésitons pas à donner au cabinet des Tuileries dans un *memorandum* que vous trouverez ci-joint, les éclaircissements qu'il nous demande sur la portée générale, ainsi que sur les détails pratiques de la négociation qu'il s'agirait d'ouvrir sur les points les plus importants de notre projet de *modus vivendi*, et plus spécialement sur la conclusion d'une union douanière entre l'Italie et le Saint-Siège.

Nous désirons sincèrement que les efforts que le cabinet impérial est prêt à faire, dans sa bienveillante médiation, aboutissent à un résultat sérieux et pratique, et nous voudrions pour cela qu'il rencontrât auprès du Saint-Siège les mêmes dispositions dont nous sommes animés. Mais nous craignons que, tant que le Saint-Siège pourra se prévaloir de l'espèce d'immunité que lui procure l'appui indéfini de la France, il ne veuille abandonner ses espérances et renoncer au *statu quo* actuel, pour accepter une solution équitable qui rétablirait de fait, entre les deux pays, les rapports réclamés par l'intérêt des populations.

Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche, ainsi que du *memorandum* qui y est annexé, à M. le ministre impérial des affaires étrangères et à lui en laisser copie s'il en exprime le désir.

Veuillez agréer, etc.

Firm. — MENABREA.

Memorandum

La note que le général Menabrea a adressée à M. Nigra, en date du 23 janvier dernier, contient l'indication sommaire des arrangements qui devraient être compris dans le *modus vivendi* à intervenir, par l'intermédiaire de la France, entre le royaume et le Saint-Siège.

Ces arrangements se rapporteraient, en substance, aux points suivants :

Douanes et monopoles ;

Postes ;

Télégraphes ;

Répression du brigandage ;

Transit des troupes royales ;

Passeports ;

Libération des prisonniers politiques originaires des provinces du royaume.

Ce dernier point n'a pas besoin de commentaires ; la seule énonciation suffit à prouver la stricte légitimité de la mesure qu'on demande au Saint-

Siège. Les autres points seront successivement développés au double point de vue de la situation actuelle et des améliorations dont ils sont susceptibles.

Douanes et monopoles. — La base générale de tout accord, au sujet des douanes respectives, devrait être la liberté pleine et entière de l'entrée et de la sortie des produits des deux territoires.

L'application de ce principe implique évidemment l'établissement d'une union douanière entre les deux territoires. Cette union douanière pourrait être réalisée par deux systèmes différents, dont voici les conditions principales.

1) D'après le premier des deux systèmes d'union douanière on devrait s'entendre sur les arrangements suivants :

1° Abolition de la ligne douanière intérieure, c'est-à-dire de la ligne qui est actuellement établie le long de la frontière, entre les deux territoires, en sorte qu'il ne resterait à l'administration pontificale que la ligne de douane du côté de la mer. Cette mesure aurait pour effet de diminuer de 600,000 francs environ la recette du trésor italien, aussi bien que celle du trésor pontifical ; mais elle donnerait lieu, en même temps, à une épargne de 500,000 francs environ dans les frais supportés actuellement par chacune des deux administrations. Ce ne serait donc en définitive, pour le trésor pontifical qu'une perte nette d'environ 100,000 francs.

Le gouvernement italien serait disposé, d'ailleurs, à tenir compte de cette perte dans les arrangements à intervenir entre les deux administrations, si, conformément au projet actuel, il y avait lieu à procéder entre elles à une répartition des revenus douaniers ;

2° Assimilation des tarifs et des règlements respectifs ; accession, de la part du Saint Siège aux traités actuels et futurs, stipulés par l'Italie en matière de commerce, de navigation et de douane ; liberté absolue de trafic entre les deux territoires, liberté et franchise absolues au profit du commerce de colportage, exercé par les ressortissants de l'un des deux états sur le territoire de l'autre ; traitement national assuré, réciproquement et sans aucune restriction, aux bâtiments appartenants aux deux pays ;

3° Extension aux provinces pontificales de la législation italienne en ce qui concerne le contrôle des métaux précieux ; établissement d'une administration unique, fonctionnant dans les deux états pour les monopoles qui sont du ressort de la régie ; égalité parfaite dans l'application des droits de consommation aux produits des deux territoires ;

4° La répartition des produits douaniers de l'union entre les deux administrations pourrait être effectuée sur une base à déterminer d'après les principes admis en général en pareille matière.

Sans fixer en faveur de l'administration pontificale un *minimum* absolu, ce qui présenterait plusieurs inconvénients, on pourrait adopter un système de répartition d'après lequel la quote part dévolue à l'administration pontificale se composerait de deux éléments : le premier serait une partie du produit net total des douanes de l'union, proportionnelle à la population ; le deuxième serait une prime sur les perceptions effectuées directement par les douanes pontificales du côté de la mer.

Le coefficient de cette prime devrait être à son tour l'objet d'accords spéciaux à l'occasion desquels on pourrait tenir compte de la perte de 100,000 francs environ que l'administration pontificale supporterait par suite de l'abolition de la douane du côté de terre. Un exemple fera mieux comprendre le mécanisme pratique du système qu'on propose. Nous prendrons pour base les chiffres approximatifs résultant des données que nous possédons. Supposons que le total des produits nets perçus par l'union douanière, dans le courant d'un mois, se monte à 6,600,000 francs. Supposons encore que les populations respectives du royaume et de l'état pontifical soient dans le rapport de 30 à 1. Admettons que la prime ait été arrêtée au chiffre de 20 pour cent. Supposons enfin que les perceptions des douanes pontificales se montent, pendant la même période d'un mois, à 200,000 francs. D'après l'application du coefficient seul des populations respectives, la quote part afférente au Saint-Siège serait de $6,600,000 \times \frac{1}{30} = 220,000$; mais la prime du 20 pour cent se montant, dans l'hypothèse actuelle, à $200,000 \times \frac{20}{100}$, il faudrait encore ajouter 40,000 au chiffre de 220,000. Ce serait donc un total de 260,000 francs qui seraient dévolus au trésor pontifical. La liquidation et la répartition des avoirs respectifs des deux administrations aurait lieu chaque mois.

5° De son côté le Saint-Siège, tout en conservant son autonomie, au point de vue de l'administration aussi bien qu'à celui de la perception, consentirait à ce que le gouvernement italien déléguât des contrôleurs auprès de ses bureaux des douanes. Une commission mixte serait, en outre, établie à Florence, sous la présidence du directeur général des douanes royales, afin de régler les affaires concernant les intérêts généraux de l'union douanière, et surtout les comptes entre les deux administrations.

B) Indépendamment de ce premier système d'union douanière, on pourrait en réaliser un autre plus simple auquel le gouvernement italien donnerait la préférence.

Ce système consisterait à concentrer le service douanier sur toute l'étendue de l'union dans les mains de l'administration royale, sauf à allouer une somme fixe au gouvernement pontifical. Dans cette hypothèse, l'unification absolue devrait comprendre également les services de la régie.

O) Dans le cas où il ne serait pas possible de réaliser, dès aujourd'hui, aucun des deux systèmes d'union douanière, on pourrait accepter comme un acheminement vers des rapports plus intimes, les arrangements suivants :

1° Les marchandises importées et celles en transit, dont le transport aurait lieu par chemin de fer sur des waggons susceptibles d'être plombés, seraient affranchies à la frontière de toute formalité de déclaration, déchargement, visite ou scellé des colis. Ces formalités pourraient être remplies, le cas échéant, au bureau du lieu de destination ;

2° On établirait des douanes mixtes à Passo-Corese, Ceprano et Orbetello (ou bien à Montalto), ainsi qu'un bureau mixte à la gare de Rome pour la visite des bagages ;

3° La frontière, sur le chemin de fer qui longe le Tibre, étant censée être établie à Passo-Corese, la visite des voyageurs n'aurait lieu, au bureau d'Orte, que pour ceux qui monteraient ou descendraient à cette dernière gare ;

4° Les colis scellés, en transit ou destinés aux entrepôts de la douane, seraient affranchis de toute visite ;

5° Les produits naturels du sol, à l'exception de ceux soumis au monopole de la régie, ainsi que tous les objets qui seraient désignés d'après les exigences locales, et surtout en vue des besoins de l'agriculture, seraient admis en franchise, sous la réserve, cependant, de règlements spéciaux à établir d'un commun accord ;

6° Les autres produits et les échantillons seraient également admis en franchise s'ils sont destinés aux foires, aux marchés ou aux entrepôts ; cependant la franchise accordée dans ce cas serait seulement provisoire, c'est-à-dire qu'elle serait subordonnée à la condition que les droits seraient payés, le cas échéant, et conformément aux règlements qui seraient concertés à cet égard, si les objets dont il s'agit auraient été vendus ;

7° Les objets exempts de droits pourraient être introduits d'un état dans l'autre sur quelque point que ce soit de la frontière ;

8° Le tabac et le sel de la régie pourraient traverser en franchise le territoire pontifical ;

9° Les deux administrations se concerteraient pour la répression de la contrebande.

Il serait, entre autres, convenu que la libération des acquits à caution, délivrés pour les marchandises introduites dans l'un des deux états pour être réexportées dans l'autre, devra être toujours subordonnée à la constatation du paiement des droits pour l'entrée dans ce dernier état.

Postes. — L'échange des correspondances entre les deux territoires a

lieu, depuis les accords passés entre l'administration italienne et l'administration pontificale au mois d'avril 1867, à des conditions assez satisfaisantes. Le tarif, entre autres, est le même que celui qui est en vigueur pour l'intérieur du royaume.

Quelques améliorations seraient toutefois encore à souhaiter : voici les principales :

1° Les bureaux ambulants sur les chemins de fer devraient avoir la faculté de poursuivre sans interruption leur course entre Florence et Naples et vice-versa ;

2° On devrait autoriser, de part et d'autre, l'émission de bons ou mandats sur les bureaux de la poste de l'autre état.

Télégraphes. — Les conditions actuelles du service télégraphique entre les deux territoires sont aussi satisfaisantes que celles du service postal.

L'administration italienne désirerait toutefois que la réduction du tarif qui vient d'être arrêtée pour les dépêches échangées à l'intérieur du royaume, fût appliquée également aux dépêches échangées entre le royaume et l'état pontifical.

D'après ce nouveau tarif, la taxe serait fixée ~~d'une manière uniforme~~ à un franc pour les dépêches simples.

L'administration italienne désirerait aussi être autorisée à établir le long des chemins de fer des fils télégraphiques de jonction entre les différentes lignes intérieures du royaume.

Ces fils seraient exclusivement réservés aux dépêches échangées entre les provinces septentrionales et méridionales du royaume.

Extraditions. — La matière des extraditions devrait être réglée par des arrangements plus précis que par le passé. Le Saint-Siège a dernièrement consenti, à la vérité, à l'extradition de plusieurs malfaiteurs dont la remise lui avait été demandée : mais des cas isolés de refus ou de simple expulsion sans avis préalable, qui se sont également produits, font désirer au gouvernement italien la conclusion d'accords ayant pour effet d'empêcher, à l'avenir, la répétition de semblables inconvénients.

Les stipulations qui sont plus généralement en vigueur entre les états européens pourraient être prises comme base pour spécifier les crimes auxquels l'extradition devrait être appliquée. Le Saint-Siège s'engagerait, en outre, à ne pas faire de distinction entre les malfaiteurs, dont le gouvernement du Roi demanderait l'extradition, quelque soit la province à laquelle ils appartiendraient ; et il s'interdirait la faculté d'expulser de son territoire des sujets italiens sans en donner un avis préalable aux autorités royales.

Répression du brigandage. — Les conventions militaires renouvelées der-

ten principes [2

11 pour le royaume

nièrement entre les commandants des troupes respectives, en vue de la répression combinée du brigandage sur la frontière, devraient être maintenues. On pourrait également stipuler, sans toutefois étendre les limites de ces arrangements, que des accords spéciaux pourraient être pris directement entre les commandants respectifs dans des circonstances particulières, afin de mieux assurer la coopération des troupes échelonnées des deux côtés de la frontière.

Transit des troupes italiennes. — On pourrait emprunter le territoire pontifical pour le transit des troupes italiennes des provinces septentrionales aux provinces méridionales du royaume.

Il serait toutefois convenu que ce transit aurait lieu exclusivement par chemin de fer.

Passeports. — Les passeports seraient abolis ; les moyens admis par les règlements intérieurs de l'un des deux Etats pour constater l'identité personnelle de chaque citoyen suffiraient pour la libre circulation dans le territoire de l'autre.

Il serait expressément convenu que les ressortissants respectifs, dont l'identité aurait été constatée, jouiraient du même traitement que les habitants du pays pour ce qui concerne le commerce, la navigation, le libre établissement, l'accès aux tribunaux et aux bureaux publics et les impôts ou contributions de tout genre.

Les arrangements dont il est question dans ce mémoire devraient être pris entre les chefs des administrations respectives, qui seraient en outre autorisés à s'entendre directement entre eux, pour faciliter l'exécution et étendre l'application de ces arrangements.

Si le *modus vivendi* qu'on propose était établi entre les deux territoires contigus, l'amélioration des rapports économiques, qui en serait le résultat nécessaire, offrirait au Saint-Siège non seulement des bénéfices matériels dont il ne saurait méconnaître la valeur, mais encore et surtout des gages sérieux de sécurité qui remplaceraient avantageusement les garanties douteuses que les postes douaniers actuellement existant le long de sa frontière peuvent lui fournir. La tâche des autorités civiles et militaires, chargées de faire respecter l'ordre et l'inviolabilité des deux Etats, serait en effet grandement facilitée par la cessation de cet état de surexcitation que les intérêts lésés entretiennent chez les populations.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 18 giugno 1868.

Signor ministro,

L'adoperarsi per

Il barone di Malaret mi ha comunicato un dispaccio del suo governo col quale questi gli ordina di esprimerci la sua soddisfazione per l'accomodamento che sta sul punto di essere definitivamente conchiuso pel riparto del debito pontificio. Il marchese di Moustier ~~il 15~~ nella stessa occasione il rappresentante imperiale in Firenze ~~ad~~ ottenere che questo accomodamento possa compiersi prima della scadenza del prossimo 31 luglio, affinché il governo pontificio non abbia a pagare gli interessi semestrali dell'intera quota rimasta finora indivisa. Ho risposto al barone di Malaret che, avendo io messo il commissario francese, qui venuto per terminare le occorrenti operazioni del riparto, in relazione diretta col mio collega delle finanze, non avrei potuto dargli una precisa risposta prima di avere interpellato al riguardo quel mio onorevole collega. Sin d'ora però, soggiunsi, ritengo che da parte nostra si farà quanto è possibile perchè i definitivi accordi abbiano luogo in tempo utile ~~se~~ si evitino così alle due parti gli inutili imbarazzi di contabilità che nascerebbero se la Santa Sede dovesse sborsare anche il vicino semestre di luglio per tutta la quota ancora indivisa.

Mi affrettai poi a far conoscere al signor ministro delle finanze quanto il signor di Malaret mi aveva detto, ed ebbi a confermarmi nella opinione che non dipenderà da noi se questo affare non sarà terminato a tempo debito.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 21 giugno 1868.
Ricevuto il 24.

Signor ministro,

Ho ricevuto il dispaccio che l'E. V. mi fa l'onore di dirigermi in data del 15 corrente, insieme col *memorandum* che vi era annesso e che sviluppa le idee del governo del Re intorno alle proposte da esso fatte per istabilire un

modus vivendi tra il regno d'Italia e la Santa Sede. Diedi ieri lettura di questi due documenti a S. E. il marchese di Moustier, al quale ne lasciai copia conformemente al desiderio da esso manifestatomi. Il ministro imperiale degli affari esteri m'incaricò di ringraziare l'E. V. per questa importante comunicazione, e mi disse che si riservava di sottomettere i documenti stessi a S. M. l'imperatore e di esaminare maturamente il contenuto. Egli soggiunse però che la lettura di essi gli aveva fatta favorevole impressione.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

LXI.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 25 giugno 1868.

Ricevuto il 29.

Signor ministro,

Ho recato oggi a notizia di S. E. il marchese di Moustier quanto l'E. V. mi fece l'onore di scrivermi col dispaccio del 19 corrente, intorno ai negoziati ~~della~~ ripartizione del debito pubblico pontificio.

Domandai in pari tempo al ministro imperiale degli affari esteri se, conformemente alla domanda che io gli aveva fatta in seguito ad un telegramma dell'E. V., aveva inviato al barone di Malaret le istruzioni occorrenti perchè il protocollo relativo a questo affare fosse firmato in Firenze.

Il marchese di Moustier mi disse che un recente telegramma lo aveva informato che l'accomodamento era stato conchiuso, del che si mostrò assai soddisfatto.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

H per la

LXII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 31 luglio 1863.

Signor ministro,

Oggi stesso fu firmato dal ministro di Francia e dal regio ministro delle finanze il protocollo finale pel riparto definitivo del debito pontificio. Voglia, signor ministro, darne notizia a S. E. il ministro imperiale degli affari esteri, al quale probabilmente ne sarà stato dato per telegrafo diretto avviso dal barone di Malaret, affinché risulti così in modo ufficiale la chiusura di quel lungo negoziato.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

LXIII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re a Parigi.

Florence, 22 août 1863.

Monsieur le ministre,

Vous avez appris par mes dernières communications qu'un protocole final sur la répartition de la dette pontificale afférente aux provinces annexées a été signé à Florence, le 31 juillet dernier, par M. le ministre des finances et M. le baron de Malaret.

Cet acte, dont l'importance, dans les circonstances actuelles, ne saurait vous échapper, met un terme aux difficultés que les regrettables événements de l'année dernière avaient fait surgir, relativement à l'exécution des stipulations consacrées par la convention du 15 septembre 1864. Ces difficultés, le gouvernement de l'Empereur ne l'ignore pas, étaient, en effet, d'une gravité incontestable.

Nous étions en présence d'une occupation du territoire pontifical par les troupes françaises, contre laquelle nous avons cru devoir protester. L'opinion publique en Italie en fut justement émue et vit dans le fait de cette occupation une infraction manifeste de la convention de septembre, qui autorisait en conséquence le gouvernement du Roi, sinon à refuser, du moins à suspendre l'accomplissement des engagements qu'il avait contractés par

ladite convention, jusqu'à l'évacuation du territoire pontifical par les troupes françaises; et c'est dans ce sens qu'un ordre du jour/auquel le ministère ne crut pas devoir s'opposer, en faisant toutefois des réserves pour l'avenir, fut voté dans la séance de la chambre des députés du 21 décembre dernier.

C'est de ces réserves que le gouvernement du Roi vient de se prévaloir en signant, sous sa responsabilité, le protocole final de la répartition de la dette pontificale.

Un plus mûr examen de la question avait, en effet, amené le gouvernement du Roi à reconnaître que la répartition de la dette pontificale devant être réglée d'après les stipulations de la convention du 7 décembre 1866, qui est elle-même un acte international entièrement distinct de la convention de septembre 1864, la signature du protocole final ne pouvait être retardée. De cette manière, le gouvernement italien, en sortant de la position anormale qui résultait pour lui des événements de l'année dernière, se replaçait de fait sur le terrain de la convention de 1864, et se trouvait avoir rempli consciencieusement, de son côté, toutes les clauses que cette convention renferme.

Nous avons pensé que cette conduite serait dûment appréciée par le gouvernement de l'Empereur, et qu'elle aurait pour résultat immédiat le retrait des troupes françaises du territoire pontifical. Nous ne pouvions supposer, en effet, que le gouvernement impérial hésitât à répondre à la marque de confiance que nous venions de lui donner, et se refusât à prendre une mesure qui ne serait qu'un acte d'une stricte réciprocité envers l'Italie et ferait disparaître tout sujet d'irritation entre les deux pays.

Le gouvernement de l'Empereur sait que rien ne menace en ce moment, du côté de l'Italie, la sûreté du gouvernement du Saint-Père; et quant à l'avenir, nous lui avons donné les assurances et les preuves les plus positives que nous sommes résolus à ne pas tolérer des tentatives d'invasion des frontières pontificales, et que nous pouvons, au besoin, les réprimer avec toute la sévérité de la loi.

Nous avons manifesté, d'ailleurs, notre désir bien sincère de vivre dans des rapports de bon voisinage avec le gouvernement du Saint-Siège, en formulant un projet de *modus vivendi* que le gouvernement impérial a trouvé de tout point raisonnable et satisfaisant. Il n'y aurait pas de notre faute si la Cour de Rome, en le repoussant, ne se montrait pas animée des mêmes sentiments à notre égard. Cela posé, après l'acte important que nous venons d'accomplir par la signature du protocole en question, vous conviendrez, monsieur le ministre, que la prolongation de l'occupation du territoire romain par les troupes impériales, ne s'appuyant plus sur aucun motif, ne serait pas comprise de l'opinion publique en Italie et mettrait le gouvernement du Roi dans une situation des plus difficiles et des plus pénibles.

T Nous avons trop de confiance dans la droiture et la loyauté du gouvernement impérial pour ne pas être sûr qu'il voudra tenir compte des considérations que nous venons d'exposer, et dissiper ainsi tout sujet d'appréhension qu'on pourrait avoir conçu en Italie.

Veuillez, monsieur le ministre, donner lecture de cette dépêche à S. E. M. le ministre des affaires étrangères, et lui en laisser copie, s'il vous en exprime le désir.

Agréer, etc.

Firm. — MENABREA.

LXIV.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 28 agosto 1868.
Ricevuto il 31.

Signor ministro,

Mi pervenne il dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore di scrivermi il 22 agosto corrente relativamente agli affari di Roma ed all'occupazione francese del territorio pontificio.

S. E. il marchese di Moustier trovandosi assente da Parigi, non ho potuto intrattenermi con lui verbalmente intorno al grave oggetto di questo dispaccio. Tuttavia, non volendo tardare a portare a notizia del governo imperiale un documento destinato ad essere comunicato al ministro degli affari esteri, ho stimato opportuno d'inviare al marchese di Moustier una copia del dispaccio stesso, accompagnata da una nota di trasmissione in data d'oggi.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

LXV.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 4 settembre 1868.

Ricevuto il 7 settembre

Lx

Signor ministro,

Avendo il marchese di Moustier fatto ieri una corsa a Parigi, mi recai al ministero imperiale degli affari esteri, ed ebbi con lui una conversazione intorno alle cose di Roma ed al contenuto del dispaccio dell'E. V. del 22 agosto scorso, del quale io aveva fatto comunicazione ufficiale al governo francese il 28 dello stesso mese.

Ripetendo al marchese di Moustier gli argomenti sviluppati nel dispaccio dell'E. V., domandai al ministro imperiale degli affari esteri se, rendendo giustizia all'operato dal governo del Re, e tenendo conto delle nuove condizioni di cose in Italia, affatto diverse da quelle che avevano provocato il nuovo intervento francese negli stati pontifici, il governo imperiale fosse disposto a ritirare le sue truppe da Civitavecchia.

Il marchese di Moustier mi rispose che aveva conferito con S. M. l'Imperatore intorno al contenuto del dispaccio dell'E. V., e che era quindi autorizzato a dichiararmi quanto segue, cioè: che il governo imperiale rende giustizia all'operato dal governo del Re nello scopo di calmare gli spiriti in Italia e di ristabilire i principii di ordine e d'autorità, e la pubblica sicurezza; che riconosceva come le condizioni fossero migliorate; che teneva conto dell'esecuzione delle stipulazioni relative al debito pubblico pontificio, non che delle proposte fatte dal regio governo per determinare un *modus vivendi* fra l'Italia e Roma, i quali due fatti erano tali da ispirare al governo francese ogni fiducia nelle rette intenzioni del governo di S. M.; che il governo francese manteneva quindi l'assicurazione data che le sue truppe sarebbero ritirate dal territorio pontificio, appena ciò si sarebbe potuto fare senza inconvenienti; ma che, a giudizio del governo imperiale, questa misura non sarebbe ora opportuna e che non si sarebbe potuta eseguire senza inconvenienti gravi. Domandai al marchese di Moustier per quali ragioni l'evacuazione immediata non fosse creduta opportuna. Egli mi rispose che, quantunque il governo imperiale riconosca che le condizioni della pubblica tranquillità siano migliorate in Italia, tuttavia non erano ancora tali, a suo giudizio,

e secondo le sue informazioni, da permettere che le truppe francesi lascias-
sero Civitavecchia.

S. E. aggiunse che le informazioni pervenute al governo imperiale accen-
navano all'esistenza di mene mazziniane nella penisola, e che era a temersi
che la partenza della guarnigione francese desse occasione ad agitazioni o
tentativi pericolosi.

A questa osservazione io opposi che il governo del Re era al contrario
convinto, come aveva potuto rilevare dall'asseveranza formale contenuta nel
dispaccio dell'E. V., che nulla per parte dell'Italia minacciava per ora la si-
curezza del governo pontificio, e che quanto all'avvenire il governo del Re
aveva dato le assicurazioni e le prove più positive ch'egli era ben risoluto a
non tollerare tentativi d'invasione, e che aveva il potere e la volontà di re-
primerli, all'uopo, con tutta la severità delle leggi. Il marchese di Moustier
insistette sulla questione di opportunità, mantenne l'affermazione d'infor-
mazioni sull'esistenza di mene mazziniane in Italia, e disse infine che, quan-
tunque tenga nel massimo conto gli apprezzamenti del governo del Re in-
torno all'opportunità del ritiro immediato delle truppe francesi, il governo
imperiale non può rinunciare ai proprii apprezzamenti sui risultati d'una tale
misura, e che questi apprezzamenti sono che il ritiro non potrebbe operarsi
in questo momento senza creare nuovi timori e nuove inquietudini nei paesi
cattolici. Io replicai alla mia volta che, in presenza di una tale divergenza,
io non potevo che mantenere gli apprezzamenti del mio governo. Soggiunsi,
poi, che l'evacuazione era reclamata dalla opinione pubblica in Italia, e spe-
cialmente da quella parte della pubblica opinione che più vivamente aveva
combattuto e disapprovato il tentativo garibaldino dello scorso autunno;
che la permanenza delle truppe francesi a Civitavecchia avrebbe avuto per
risultato di esacerbare gli animi in Italia e di ridestarne le suscettibilità;
che perciò l'evacuazione, oltrechè sarebbe stata cosa giusta in sè stessa e
conforme ai pubblici patti, sarebbe stata altresì una misura utile, savia e
preveggen- te. A questo punto ripigliai di nuovo ad uno ad uno gli argomenti
che l'E. V. suggerì nei suoi dispacci, e vi aggiunsi quelli che si presentavano
al mio spirito durante questa conversazione.

Il marchese di Moustier mi ascoltò, a dire il vero, con molta attenzione e in
atto di molta benevolenza e di molta cordialità. Ma la sua conclusione fu pur
sempre la stessa, cioè mantenimento dell'assicurazione del ritiro delle truppe
nel più breve termine possibile, ma dichiarazione dell'assoluta inopportunità
di farlo in questo momento. Spinto da me a spiegarsi intorno alla fissazione
d'un'epoca eventuale in cui si potesse fare questo richiamo delle truppe fran-
cesi, il marchese di Moustier mi disse che gli era impossibile di fissare un'e-
poca qualunque, giacchè le risoluzioni del governo imperiale erano subor-

dinate alle condizioni delle cose in Italia ed alle informazioni che il nuovo ambasciatore francese avrebbe inviato da Roma, nonchè alle nuove pratiche che questi sarebbe stato incaricato di fare presso la Santa Sede.

Il marchese di Moustier continuò presso a poco in questi termini:

« L'Imperatore desidera sinceramente ritirare le truppe da Civitavecchia. « La Francia fu forzata al nuovo intervento. A tutti è noto quanto ciò le sia « spiaciuto. Essa fece ogni cosa per evitarlo. Non mancarono avvisi, non « mancarono dimostrazioni. Non fu la Francia che creò questo stato di cose. « Essa ha perciò qualche diritto di riservare il suo apprezzamento sull'op- « portunità di far cessare un fatto che essa non ha provocato. Del resto il « ritiro delle truppe francesi, nell'attuale stato di cose in Italia ed in Europa, « è un avvenimento grave del quale debbonsi calcolare le possibili conse- « guenze. È cosa sulla quale importa riflettere con maturità di giudizio.

« Il governo francese ha nominato il marchese di Banneville a suo nuovo « ambasciatore in Roma. Questi si recherà in breve al suo posto. Avrà ordine « d'intavolare pratiche sulle basi del *modus vivendi* proposto dall'Italia, chia- « mando l'attenzione della Santa Sede successivamente su ciascuno dei punti « proposti. Il governo francese non può presentare alla Santa Sede il pro- « getto di *modus vivendi* come un *ultimatum*, colla minaccia di ritirare le « truppe in caso di rifiuto. »

Interruppi qui il marchese di Moustier per dirgli che, quantunque io fossi convinto che la Santa Sede non si piegherebbe ad un equo componimento coll'Italia se non quando vi fosse costretta da un urgente necessità, tuttavia, se il governo francese non voleva usare nemmeno l'ombra di minaccia verso il Governo pontificio, poteva presentare alla corte di Roma il richiamo delle truppe francesi, non già come una minaccia, ma come un segno di confi- denza nella tranquillità della penisola e nella sicurezza della Santa Sede, resa più certa dall'aumentato esercito pontificio e dalle nuove fortificazioni di Roma e di Civitavecchia. 19

A questo il marchese di Moustier rispose che, comunque la cosa si presen- tasse alla Santa Sede, essa sarebbe accolta con vivissimo dispiacere e con grave lagnanza al Vaticano. Conchiuse consigliando d'aver pazienza e fiducia, ed affermando i sentimenti di amicizia e di simpatia del governo imperiale verso il governo del Re.

Nel prender commiato dal marchese di Moustier, che riparte oggi stesso in congedo, gli dissi che avrei riferito la nostra conversazione all'E. V. ma non gli celai che la risposta datami avrebbe prodotto una dolorosa im- pressione sul governo del Re. 11

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re Parigi.

Signor ministro,

Firenze, 11 settembre 1868.

Mi pervenne regolarmente il ~~di Lei~~ rapporto in data del 4 corrente, col quale Ella m'informa della conversazione da Lei avuta con S. E. il marchese di Moustier circa l'occupazione di una parte del territorio pontificio per parte delle truppe francesi.

Ella fece egregiamente concludere il suo discorso col ministro imperiale degli affari esteri facendogli osservare la dolorosa impressione che produrrebbero nel governo del Re le risposte ch'Ella dovea riferirmi. Ed infatti assai penosa è l'impressione che cagionò in noi il sentire che, mentre il governo francese rinnova la promessa fattaci di evacuare il territorio della Santa Sede appena ciò possa effettuarsi senza inconvenienti, ritiene però momento di tradurre in atto quel divisamento non sia ancor giunto.

Egli è sulla questione di opportunità che il signor di Moustier parmi abbia voluto particolarmente insistere allorchè, pur ammettendo che le condizioni della pubblica tranquillità sono migliorate in Italia, egli persisteva in dirle che queste non erano tuttavia tali da permettere, a suo giudizio, e secondo le sue informazioni, che le truppe francesi partissero da Civitavecchia.

Siffatta particolare insistenza del ministro imperiale degli affari esteri a parlarle delle informazioni ch'egli riceveva intorno alle condizioni presenti della penisola, mi induce naturalmente a farle conoscere, signor ministro, due pratiche fatte recentemente presso di me dal signor barone de la Vil-
lestreux, incaricato d'affari di Francia. Due volte questo signore venne premurosamente a comunicarmi notizie precise e particolareggiate intorno a moti rivoluzionari che dovevano succedere a Roma ed a Napoli. La data del giorno, il nome dei capi, le località di sbarco e d'imbarco, tutto era minutamente descritto. Se non che quelle date sono trascorse; i capi indicati non si mossero dalle loro ordinarie dimore; nessuno approdò, nessuno s'imbarcò; insomma ogni cosa riferita fu interamente contraddetta dai fatti.

Avendo di poi avuto occasione di vedere di nuovo il signor de la Vil-
lestreux, non ebbi difficoltà a dimostrargli come, se in quelle informazioni il governo imperiale metteva il fondamento della sua politica verso l'Italia, questa sua politica non potrebbe condurre che ad una serie di equivoci e di errori. Egli è evidente infatti che le inquietudini che ispirano al governo

dell'Imperatore informazioni che i fatti non tardano a smentire compiutamente, non potrebbero addursi come valido argomento per ritardare l'evacuazione del territorio pontificio.

Ma nella conversazione ch'Ella ebbe col signor di Moustier questi volle pure accennare ad un altro ordine di considerazioni che impedirebbe al governo imperiale di richiamare prontamente le sue truppe da Civitavecchia.

La Francia vorrebbe evitare di creare nuovi timori e nuove inquietudini nei paesi cattolici.

Ella ebbe già occasione di dire al signor di Moustier che il governo del Re voleva e sapeva resistere a qualunque tentativo avente per iscopo di far rinascere agitazioni perniciosissime all'Italia; Ella fece adunque ottimamente quando si adoperò a dimostrare al signor de Moustier che, se v'ha cosa che possa mantenere il germe di una agitazione, che altrimenti sarebbe ormai spenta, questa è appunto l'occupazione di una parte del territorio pontificio da truppe francesi. Il governo imperiale sarebbe tratto in gravissimo errore se non si rendesse esattamente conto dell'impressione che produce, anche nelle persone più savie e moderate, la persistenza ch'egli mette nel volere mantenere l'occupazione di Civitavecchia. È dovere di un governo sinceramente amico della Francia di segnalare in tempo gli effetti di una politica che ha per sola conseguenza d'irritare gli animi degli Italiani. Epperò le cose dette dalla S. V. al signor marchese di Moustier dovrebbero essere più che sufficienti per chiarire il governo imperiale della vera tendenza della pubblica opinione nel nostro paese di fronte ad una prolungata occupazione del suolo pontificio. Resterebbero, è vero, i nuovi timori e le nuove inquietudini che la Francia vorrebbe evitare di far sorgere negli altri paesi cattolici. A questo riguardo debbo anzitutto osservare che il governo italiano è interessato al pari di qualsiasi altro a tutelare gl'interessi religiosi della grande maggioranza dei suoi sudditi e che nulla, nella condotta del governo del Re, può autorizzare a far credere ch'egli non si preoccupi di togliere ogni motivo alle inquietudini che potrebbero nascere nelle coscienze cattoliche. Il governo italiano, pur professando un assoluto rispetto per le cose che appartengono alla fede ed alla Chiesa, queste cose non confonde con quelle che concernono la vita civile e politica delle popolazioni. Ma a questo riguardo, senza entrare in più ampia discussione, preferisco limitarmi ad osservare che, l'Italia e la Francia essendo state per lo addietro perfettamente d'accordo nello escludere la singolare pretesa di certi stati, di considerare il territorio romano come una mano morta della cattolicità, noi non sapremmo oggi spiegarci come il gabinetto delle Tuileries abbia potuto così profondamente modificare le proprie idee sopra una questione di tanta gravità senza rendercene prima avvisati. Basterà pertanto ch'Ella ritenga che intorno a ciò le nostre

idee non sono punto mutate: noi ci opporremo sempre e nel modo più risoluto a qualunque ingerimento che un'altra potenza cattolica qualsiasi pretendesse assumere nelle cose riguardanti i rapporti dell'Italia colla Santa Sede.

Che se nè le informazioni esatte della condizione vera delle cose in Italia, nè la volontà e la forza del governo presso di noi costituito, nè infine gli impegni che dalle parole del signor di Moustier si potrebbe supporre aver la Francia assunto verso altri stati, possono essere motivo valevole per continuare una occupazione militare nel territorio pontificio, a noi non resterebbe per verità che a cercare nel campo delle congetture la cagione vera di uno stato di cose tanto nocivo al mantenimento dei buoni rapporti che hanno ognora esistito fra l'Italia e la Francia. Non ispetta a noi lo indagare quale impressione produrrebbe in Francia l'annuncio della completa evacuazione del territorio pontificio; ma noi non ignoriamo che il partito liberale moderato di Europa accoglierebbe con plauso universale la decisione colla quale il governo francese farebbe sparire persino le ultime vestigia del sistema delle intervenzioni straniere. Che se per avventura taluno credesse che ad un atto di giustizia a nostro riguardo per parte del governo imperiale si potesse attribuire un significato politico diverso da quello che esso avrebbe realmente, cercandone la ragione in eventualità che ora tengono in sospeso tutti gli animi, noi dovremmo rispondere che siffatte considerazioni non sono d'indole tale da poter distruggere i diritti ed i doveri che esistono fra gli Stati, e che male opinerebbe chi supponesse che dalle intervenzioni straniere si siano potuti mai ottenere vantaggiosi risultamenti. Queste hanno sempre distrutte le simpatie, seminati i dissidii, preparate le ostilità [anche fra popoli] ai quali gl'interessi reciproci bene intesi avrebbero invece dovuto suggerire di vivere in pace ed in perfetta concordia.

Avendomi Ella fatto sapere che il signor di Moustier risponderebbe alle mie comunicazioni per mezzo di un suo dispaccio al rappresentante di Francia in Firenze, non reputo conveniente darle per ora altre istruzioni relative a questa pratica, riserbandomi di ciò fare, ove ne fosse il caso, dopo aver ricevuta la risposta del gabinetto francese. Non volli però che la S. V. ignorasse l'impressione prodotta sul governo del Re dalle cose dette dal ministro imperiale degli affari esteri, potendo la esatta conoscenza degli intendimenti nostri giovarle sin d'ora come norma generale di conversazione.

Gradisca, ecc.

Firm. — MENABREA.

Nous ne saurions oublier, en effet, les déclarations que le gouvernement de l'Empereur a faites l'année dernière, et qui subordonnaient la cessation de notre occupation au degré de confiance que l'état des choses ferait renaître dans les esprits/et que nous pourrions légitimement partager.

Le ministère présidé par le général Ménabréa a certainement le droit de faire valoir à nos yeux les titres incontestables qu'il s'est acquis à la reconnaissance de tous ceux qui, en Italie, comprennent les véritables intérêts de la péninsule. Il y a rétabli, d'une main à la fois ferme et modéré, les idées d'ordre et de bonne administration. Nous apprécions hautement le caractère élevé de ses actes et nous lui en savons gré, car les liens qui unissent si étroitement les deux pays ne peuvent que se resserrer chaque jour sous l'influence d'une politique aussi sage que persévérante.

Mais est-il prudent d'en compromettre les résultats par des mesures précipitées, et de dévancer le moment où la confiance se rétablira d'elle-même et s'imposera sans effort à l'opinion publique ?

Loin de nous la pensée que ce moment doive se faire longtemps attendre/ Il ne nous semble pas toutefois qu'on puisse le considérer comme arrivé dès aujourd'hui. Il est malheureusement trop certain que les passions mauvaises, les projets hostiles, qui ont amené les tristes incidents de l'année dernière, subsistent encore. On ne saurait nier que, durant ces derniers temps, ils ne se soient révélés de nouveau, par des publications nombreuses, avec une effervescence bien faite pour inspirer une juste circonspection. Si nous avons lieu de penser que la nation italienne accueillerait la mesure qui ferait cesser notre occupation avec un sentiment de satisfaction amicale envers la France, nous sommes, d'un autre côté, fondés à croire que les hommes de désordre, qui ne se sentent pas encore suffisamment découragés, y verraient uniquement l'occasion de reprendre sur-le-champ leurs desseins agressifs.

Devons nous exposer aux chances de cette épreuve/et les états pontificaux/ dont nous avons voulu mettre le territoire à l'abri de toute attaque, et le cabinet italien lui-même, malgré ses intentions que nous ne saurions suspecter ? Dans quelle situation se trouverait-il, ainsi que nous, si le renouvellement des tentatives qui ont eu lieu l'année dernière plaçait encore les deux gouvernements en face de pénibles nécessités et provoquait une nouvelle effusion de sang ?

Il peut donc paraître convenable, avant de s'occuper des mesures qui seront la conséquence du rétablissement d'une sécurité complète, de s'attacher d'abord à développer et à améliorer les conditions de cette sécurité.

Le cabinet de Florence s'est placé lui-même dans cet ordre d'idées lorsqu'il nous a soumis un projet destiné à établir/entre les états du Saint-Père et ceux du roi Victor-Emmanuel/ un *modus vivendi* propre à écarter les frois-

Le commun

sements que des relations de voisinage, à la fois nécessaires et difficiles, amènent trop souvent entre les deux pays. Nous avons accueilli ce projet comme un témoignage des bonnes dispositions du cabinet italien; nous l'examinons en ce moment avec toute l'attention qu'il mérite, et nous emploierons nos efforts à faire ressortir aux yeux de la cour de Rome les avantages qui résulteraient pour elle, comme pour le royaume, de l'adoption d'un système mieux approprié aux circonstances.

Nous devons donc avant tout nous attacher à mener cette négociation à bonne fin; et l'influence dont nous avons besoin serait singulièrement affaiblie, si le Saint-Père pouvait supposer que nous voulons le laisser aux prises avec des dangers sur lesquels en ce moment, ni lui, ni le monde catholique ne se sentent suffisamment rassurés.

Nous sommes convaincus que le cabinet de Florence, certain des dispositions si sincères et si amicales qui nous animent, donnera à ces explications un sens et une valeur en conformité avec nos sentiments mutuels, que rien ne saurait altérer.

Recevez, etc.

Firm. — MOUSTIER.

LXVIII.

Il Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Re Parigi.

Firenze, 23 novembre 1863.

Monsieur le ministre,

M. le baron de la Villegreux m'a donné communication et laissé copie d'une dépêche que M. le Marquis de Moustier lui a adressée en date du 31 octobre en réponse à celle que je vous envoyais en date du 22 août.

Vous trouverez ci-joint une copie de cette dépêche.

Nous apprécions hautement le caractère bienveillant dont cette communication est empreinte, et je dois savoir gré d'une façon toute particulière à M. le ministre impérial des affaires étrangères des expressions flatteuses qu'il emploie à mon égard. Mais je ne dois pas vous cacher, monsieur le ministre, que d'après les prémisses mêmes de la dépêche de M. de Moustier nous nous attendions à une toute autre conclusion de sa part.

Aussi, ce que je vous écris aujourd'hui a-t-il moins pour but de rouvrir ou de continuer une discussion, qui ne saurait peut-être amener en ce moment aucun résultat pratique, que de faire les plus amples réserves, de la part du

17
 Gouvernement du Roi, sur un passage de la dépêche du 31 octobre, dans lequel le ministre impérial des affaires étrangères fait allusion aux conséquences que le retrait des troupes françaises du territoire pontifical entraînerait avec lui et aux craintes qui y sont exprimées à cet égard. T2

Après avoir dit que les hommes de désordre en Italie ne se sentent pas encore suffisamment découragés et qu'ils verraient dans la cessation de l'occupation française l'occasion offerte pour reprendre leurs desseins agressifs, M. le marquis de Moustier ajoute :

« Devons nous exposer aux chances de cette épreuve, et les états pontificaux dont nous avons voulu que le territoire restât à l'abri de toute attaque, et le cabinet italien lui-même, malgré ses intentions que nous ne saurions suspecter ? Dans quelle situation se trouverait-il, ainsi que nous, si le renouvellement des tentatives qui ont eu lieu l'année dernière plaçait encore les deux gouvernements en face de pénibles nécessités et provoquait une nouvelle effusion de sang ? »

A cette interrogation nous n'hésitons pas à répondre, de la manière la plus catégorique, que nous avons d'abord des motifs bien fondés de croire que les regrettables événements de l'année dernière ne se renouvelleront plus ; car le calme dont jouit en ce moment le royaume ne saurait être attribué qu'à ses conditions intérieures, et par conséquent nullement au maintien d'une garnison française dans le territoire pontifical. Au contraire, ce calme serait à notre avis, encore plus grand, si l'occupation française cessait d'offrir aux partis hostiles au régime actuel un thème facile à exploiter.

Nous regretterions que les craintes exprimées par le ministre impérial des affaires étrangères fussent fondées sur une appréciation peu exacte des conditions intérieures de l'Italie. On se plaît, nous le savons, à la représenter à l'étranger comme étant toujours à la veille d'une révolution, tandis que les faits démontrent continuellement que notre pays jouit d'une tranquillité que les manœuvres des partis hostiles ne parviennent pas à troubler. Si des manifestations, qui peuvent paraître inquiétantes, ont lieu par la voie de la presse ou autrement, cela tient à la liberté absolue dont on jouit en Italie, et qui permet à toutes les opinions de se manifester librement sans que pour cela elles puissent inspirer aucune alarme. Mais si par malheur des éventualités, que nous ne croyons pas possibles, devaient se produire, si de coupables et folles agressions extralégales contre le territoire du Saint-Siège devaient se renouveler encore une fois, on sait que nous avons déclaré que le gouvernement du Roi a, non seulement l'intention (intention à laquelle M. le ministre impérial des affaires étrangères se plaît à rendre justice), mais aussi la force nécessaire pour déjouer et réprimer avec toute la sévérité de la loi les attentats contre la sûreté intérieure et extérieure de l'é-

17 L

tat. Quelque pénible que ce devoir serait pour lui, le gouvernement du Roi saurait l'accomplir jusqu'au bout. Nous aurions désiré également que le gouvernement impérial fût convaincu que notre ferme détermination de respecter et de faire respecter le territoire pontifical, nous est dictée bien moins par les engagements que nous avons contractés, que par l'intérêt même des principes qui dirigent la politique du gouvernement du Roi. Nous déplorons sincèrement que ces déclarations si franches et si nettes n'aient pas décidé le gouvernement de l'Empereur à faire cesser un état de choses dont les inconvénients sont bien plus graves et bien plus réels que ceux qui résulteraient des éventualités, quelques regrettables qu'elles fussent, auxquelles M. le marquis de Moustier faisait allusion, et que nous croyons d'ailleurs si peu probables.

Nous espérons toutefois que le gouvernement impérial ne vaudra pas se méprendre sur le but que nous avons poursuivi jusqu'ici, en lui rappelant l'opportunité de la cessation de l'occupation du territoire pontifical. Les instances que nous avons faites ne sauraient être attribuées à d'autres motifs qu'au désir bien sincère, qui nous anime, de voir disparaître une cause d'inquiétude permanente qui peut nuire à la bonne intelligence entre les deux gouvernements, et qui froisse inutilement l'amour propre de tous les Italiens.

Veuillez agréer, etc.

Firm. — MENABREA.

LXIX.

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri, Firenze.

Parigi, 1° dicembre 1868.

Ricevuto il 4 ~~detto~~

Signor Ministro,

Ho l'onore di segnare ricevimento del dispaccio che V. E. mi diresse in data del 23 novembre scorso, e che risponde alla comunicazione, fattale dal barone de la Villegreux, del dispaccio del marchese di Moustier del 31 ottobre scorso, relativo alla occupazione francese di Civitavecchia.

8)

S. E. il marchese di Moustier trovandosi in questo momento a Compiègne, dove fu invitato a passare parecchi giorni presso S. M. l'Imperatore, ho giudicato conveniente, per non ritardare di soverchio la comunicazione che V. E. mi incaricò di fare al governo francese, di mandare al ministro imperiale degli affari esteri una copia del dispaccio di V. E., con preghiera di voler considerare quella trasmissione come una semplice lettura del dispaccio stesso.

La trasmissione della copia del dispaccio di V. E. fu da me fatta in data d'oggi, e mi affretto a darne partecipazione a V. E.

Gradisca, ecc.

Firm. — NIGRA.

2 / 1 ^{off. 1.}
Il Ministro per gli Affari Esteri al Ministro
del Re a Parigi.

(Telegramma) Firenze, 7 Dicembre 1867, 0.35 pm.

Il telegrafo ci ha comunicato un sunto
del discorso del Signor Rouher. Questo discorso
a quanto ^{fa} sembra mutare intieramente la situazione,
imperocchè il ministro dell'imperatore avrebbe
dichiarato di voler esigere, ^{da} parte nostra per la osservanza della convenzione
del 1864 senza neppur accennare a ciò che
la Santa Sede dovrebbe fare per renderci
quella convenzione meno onerosa.

~~Il governo francese ha ricevuto dal suo punto telegrafico~~
~~il seguente telegramma~~ quel discorso abbe-
a render vano ogni ulteriore
~~trattativa~~

~~proposta~~ per la riunione di una conferenza.
Noi abbiamo tuttavia la convinzione di non
aver dal canto nostro fatto cosa alcuna che
potesse osteggiare quel progetto. Non ^{saremo} ~~noi~~
noi la causa che quella riunione non
si possa più effettuare.

Intorno a questo cambiamento avvenuto
nell'atteggiamento del governo francese
a nostro riguardo, aspetto dalla S. V. delle
informazioni che permetteranno al Ministero

di formarsi un concetto esatto delle vere
intenzioni del governo francese Imperiali.

Sarei pure incaricare la S. V. di chiedere
spiegazioni sulle parole del Signor Rouher
concernenti l' augusta Maestà del nostro
Sovrano. Ma quelle parole mi paiono così
gravi che io reputo miglior consiglio aspettare
di aver sott' occhio il testo preciso del discorso
prima di ^{darle le mie istigazioni.} ~~formare una opinione sulla loro importanza~~
~~ed agire di conseguenza.~~

firma, E. Menabrea

11.
Lp 2

9

Il Ministro degli affari esteri ai rappresentanti
del Re a Berlino, Londra, San Pietroburgo
e Vienna

/telegramma/

Firenze 7 Dicembre 1867. 1 p.m.

Desidero conoscere l'opinione di codesto
gabinetto circa l'opportunità della proposta
conferenza dopo il discorso pronunciato
dal Sig. Rouher intorno alla questione
romana.

firma: L. F. Menabrea

94^o

Al Ministro del Re a Parigi al Ministro
per gli affari esteri in Firenze)
Telegramma Parigi 7 Dicembre 1867. 8.20 pm
ricev: " " " 10.52 "

Ho detto al Signor di Moustier che
il carattere assoluto delle dichiarazioni contenute
nel discorso del Signor Rouher, ci sembrava far
cambiare interamente la situazione e
far scomparire ogni probabilità di riunione
della conferenza.

La risposta del Signor di Moustier
fu che il discorso del Signor Rouher non
avea cambiato la situazione ma l'avea
^{meglio delimitata}
~~avvicinata~~. In presenza di un contegno energico
e risoluto della camera, la Francia, mi disse egli,
si vede ora come per il passato, obbligata
ad impedire anche colle armi che l'Italia
s'impadronisca colla forza degli Stati
pontifici. Il Signor di Moustier soggiunse
che per nuove quarentigie si dovea intendere
un complesso di fatti ^{e fatti} ~~ad una~~ ^{che} situazione
in Italia la quale valesse a far rinascere
negli spiriti in Francia quella fiducia
nell'esecuzione degli impegni la quale
era stata profondamente ^(scossa) ~~(scossa)~~ dagli ultimi avvenimenti.

Il ministro imperiale degli affari esteri

non sembra ravvisare nel discorso del
Signor Bouter un ostacolo alla riunione
della Conferenza.

firma Nigra

40

Al Ministro degli Affari Esteri al
Ministro del Re a Parigi...
telegramma

Firenze, 8 Dicembre 1863

1.30 pm.

Mi viene riferito che, esiste un progetto
di riunire una conferenza preliminare
in Parigi alla quale sarebbero chiamate
a prender parte le sole grandi potenze.
Scopo della ~~queste riunione~~ ^{predecessiva} ~~riunione~~ sarebbe
di stabilire le basi della soluzione della
questione di Roma. Ignoro se ~~inoltre~~
l'Italia e la Santa Sede sarebbero invitate
ad intervenire ⁱⁿ quella riunione preliminare.

La prego di favorirmi le informa-
zioni che potrà raccogliere al proposito

Firmi L. F. Menabrea

4°

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro
per gli affari esteri in Firenze
Telegramma.

Parigi 8 Dicembre 1867. 5.55 pm.
ricevuto " " " 7.20 "

Non più tardi d'ieri seppi dalla propria
bocca del Signor Marchese di Mustier
che le risposte definitive dell'Inghilterra,
della Prussia e della Russia relativamente
alla progettata riunione di una conferenza
non potrebbero conoscersi prima che il
gabinetto di Firenze abbia manifestato
le proprie idee intorno alla questione.
Non comprendo pertanto che un progetto
di una conferenza preliminare e ristretta
~~alle sole grandi potenze~~ abbia potuto
essere ventilato.

Ritengo pertanto che le voci messe
in giro a questo riguardo non abbiano
alcun fondamento

firma L. F. ^{Nigro} ~~Membrino~~

N.º

Il Q. Invariato d'Affari a Vienna ed Spinetta def. Aff. Esteri.

/Telegramma/

Vienna, 8 Dicembre 1867 - 4. pm.

Genova, 8 Dicembre - 12. - 8. pm.

Il discorso del Spinetta di Herte di
Francia non è ~~ancora~~ qui conosciuto soltanto
~~che~~ per mezzo telegrafico - Luttario
l'impressione del signor D. Beust è
che detto finisce di rendere prettochi
impossibile la riunione della Conferenza.
È evidente che codesto discorso sconvolge
la linea di condotta seguita finora
dall'Austria, ed il signor D. Beust, dal
quale fui stamane, pur riservando il
suo giudizio finché non abbia sotto gli
occhi il ^{delle parole pronunziate dal sig. Rouher,} testo, se ne mostrava ~~preoccupato~~
sorpreso.

Firm. - Blane

N. 7
Il Ministro del Re a Londra ed Ministro degli Affari Esteri

/ Telegramma /

Londra, 3 Dicembre 1868. - 9 - pm.

Ques. N. 1. 1. 1. 1. - 11. - pm

Gostichin ebbe ricevuto il dispaccio di
V. C. mi recò da Lord Stanley e gli espone
il motivo della mia visita. Riferendosi esclusi-
vamente al lato politico della questione,
Lord Stanley mi disse che, dopo la seduta
del Consiglio Legislativo del 8 corrente, sembrava
non esservi altra possibilità per qualunque Ministero
francese ^{fuor di quella} ~~che~~ di applicare il programma
del mantenimento del potere temporale.

Interpellato se questo incidente
modificasse le sue intenzioni riguardo alla
conferenza, Lord Stanley mi rispose che
l'Angliam desiderava anzitutto un
programma, che questo programma
venisse a trovarsi, ma che solo
quando fosse ufficialmente noto, il
Gabinetto britannico ^{avrebbe} ~~avrebbe~~ deciso sul
da farsi. Non tace però che se l'Italia
mantenesse le sue domande, e la Francia
i suoi dinieghi, la Conferenza rimarrebbe
senza effetto.

Sim. D'Azeglio

90,

Al Ministro del Re a Berlino al Ministro Degli
affari esteri in Firenze

Telegramma

Berlino 8 Dicembre 1864, 4.40 pm
ricev. " " " 12 "

Il Conte di Bismarck reduce appena da
questa mattina in Berlino, mi fa dire
ch'egli non ha potuto ancora leggere il
testo del discorso del Sig. Rouher, nè conferire
col Re a questo riguardo. S. E. soggiunge che
se le parole del ministro di Stato francese,
hanno il carattere che loro venne attribuito
le medesime costituirebbero un fatto da
deplorare.

E' mio avviso che in conformità dell'atteg-
giamento assunto sin dal principio della
crisi attuale, il gabinetto di Berlino non
si dipartirà dalla ~~su~~ riserva che sembra
esserli imposta. Credo poi, benchè ciò non
mi sia stato dichiarato, che quì sia opinione
che la Conferenza non abbia più uno
scopo pratico.

Firm De Launay.

N. 9

Il Plenipotenziario a Pietroburgo al Ministro degli Affari Esteri.

/Telegramma/

Pietroburgo, 9 dicembre 1867 - 10 pm.

Ricev. - id. id. id. - 6.30 pm.

La Quittia ravvita, nel discorso del
Signor Poubo, una ragione di più per
persistere nell'atteggiamento ch'essa ha
preso per rispetto alla progettata conferenza,
la quale, secondo ogni probabilità, non
condurrebbe ^{più} ad alcuna risultanza seria.

Firm. - Incontri

1
c. 1° 10 12
Il Ministro degli Affari Esteri al. Ministro del Re a Parigi
Firenze 9 Dicembre 1867

Dal rendiconto della tornata del Corpo Legislativo del 5
corrente ora giunti, ho con mio sommo riverimento rilevato
come ~~il Signor~~ ^{S. E. il} Ministro di Stato Imperiale si sia espresso
in modo assai poco conveniente verso l'Augusto Vostro
Sovrano.

È la prima volta che in un pubblico Parlamento d'una
potenza estera il Re d'Italia è fatto segno ad attacchi
si poco misurati ed imprudenti da parte di un rappresentante
del potere.

Il Governo del Re è convinto che S. M. l'Imperatore
re di Francia non può approvare che un simile linguaggio
sia tenuto verso un Sovrano amico ed affine della fa-
miglia imperiale di Francia.

Debbo quindi invitarla, Signor Ministro, a volersi
recare senza indugio dal Signor Marchese di Moustier per
esprimergli il nostro più vivo rammarico di quanto è suc-
cesso, e la fiducia in pari tempo che il Governo dell'Im-
peratore vorrà darci delle spiegazioni che ci valgano di
riparazione per un fatto che ha commosso la Nazio-
ne intera, la quale si è sentita essa stessa offesa, ed a
giusto titolo, nell'Augusta Persona del Re.

Gradisca, ecc.

Firm. L. F. Menabrea

M. le Ministre degli Affari Esteri al. Ministero del Re a Parigi
Florence, 12 Dicembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Par ma Dépêche du 3 de ce mois je vous ai chargé de
dire à S. E. M. le Marquis de Montebello, qu'étant disposé
à seconder le Gouvernement de l'Empereur dans l'invitation
qu'il nous avait adressée, nous nous réservions de lui faire
parvenir ultérieurement les propositions qui nous paraîtraient
pouvoir servir de base à une solution pacifique et satisfai-
sante de la question romaine.

Le Gouvernement du Roi qui n'avait certainement pas
attendu jusqu'alors pour entreprendre l'étude des graves pro-
blèmes qui se rattachent à la question de Rome, n'avait
point hésité à vous mettre à même de déclarer au Minis-
tre Impérial des Affaires Etrangères que, dans la re-
cherche du point de départ pour les futures délibérations
de la Conférence, il ne prendrait pour guide que le salut
de l'Italie, le respect de la religion et la paix de l'Eu-
rope.

Nous nous appliquons à ce travail préparatoire
avec d'autant plus de confiance dans les succès de nos
propositions, qu'ayant déjà exposé nos propres vues dans
la Dépêche que je vous ai adressée le 7 Novembre, cette
dernière n'avait soulevé de la part de M. le Ministre

16
nos Affaires Étrangères de S. M. l'Empereur aucune protestation
ni même aucune remarque en opposition avec les idées
que nous y avions développées.

Lorsque M^r le Baron De Malarat m'a lu la Dépêche
Du 27 Novembre par laquelle M^r De Moustier me demandait
si je ne croirais pas opportun de lui faire connaître, dès à pré-
sent, les bases qui me paraîtraient les plus propres à assurer
les résultats que les puissances eussent se proposer d'atteindre
en commun, je savais déjà que S. E. le Ministre impérial
Des Affaires Étrangères avait eu communication de ma
Dépêche Du 7 Novembre.

Nous nous efforçons donc de préparer tout ce qui
pourrait faciliter les solutions, faire disparaître les
causes de dissentiment et aplanir les obstacles afin de
recueillir au sein de la Conférence le fruit de la mo-
dération et de la sagesse dont le Gouvernement Du Roi
est toujours bien résolu de ne point se départir.

C'est pourquoi je ne saurais vous dissimuler,
Monsieur le Ministre, la pénible impression que j'ai
ressentie en constatant que le Ministre D'État De S. M.
l'Empereur Des Français, dans son discours au Corps Lé-
gislatif, a, pour ainsi dire, déjà tranché la question en
la prijsant d'une manière absolue en faveur du
maintien de l'intégrité Du territoire actuel Du Pontife.
M^r De Moustier a dit, de son côté, sans réticences et
sans détours, que la Convention De Septembre subsiste.

malgré tout et que l'Italie devra donner des nouvelles garanties au Saint-Père. Comment faire concorder des semblables déclarations avec les vœux que nous avions nous-mêmes émis précédemment?

L'Italie devrait-elle donc recommencer, sans rien changer à la situation actuelle. Des choses, cette même expérience qui jusqu'à présent est loin d'avoir donné des résultats satisfaisants? Nous ne saurions prendre part. Vous le savez déjà, Monsieur le Ministre, à des délibérations qui pourraient avoir comme conséquence l'établissement d'un état de choses qui rendrait la position de l'Italie vis-à-vis du Saint-Siège plus mauvaise qu'elle ne l'a été jusqu'ici. Dans le doute que les Cabinets de Florence et de Paris, après les déclarations explicites de M^r Rouher, ne puissent arriver, à une entente préalable, nous nous voyons forcés de nous abstenir pour le moment de toute initiative pour ne point nous exposer au risque de formuler des propositions qui ne feraient que constater de plus en plus le dissentiment existant entre nos vœux et celles du Cabinet impérial.

Si par les paroles de M^r Rouher il faut entendre qu'aucun changement ne pourra être apporté à la situation créée par la Convention de Septembre, et si de plus, en suite des déclarations de M^r de Montier, nous devons nous attendre

à ce que l'on nous demande de nouvelles garanties tandis
que l'on n'exigerait rien de l'Église, pour rendre la position
d'Italie moins difficile, je n'aurais plus qu'à constater
de nouveau l'inefficacité des efforts que nous avons faits pour
atteindre le but de conciliation que les parties contractan-
tes s'étaient proposées en signant la Convention de 1864.

Nous sommes toujours disposés, Vous ne l'ignorez
pas, à accepter les ouvertures qui nous seraient faites
dans le but d'améliorer l'état de choses actuel, et
tout en laissant intact le programme national,
nous ne nous refusons point à faciliter l'établif-
sement d'une situation tolérable entre les provinces
italiennes et l'enclave pontificale. Mais ce ne
serait pas évidemment pour une œuvre aussi
restreinte que pourrait se réunir la Conférence
dont le but semblait devoir être d'examiner un
projet de solution définitive.

Si M^r De Moustier ne jugera pas à propos
de nous donner d'autres éclaircissements, nous
devrons nous recueillir et en attendant la France
et l'Europe auront lieu de se convaincre que
l'Italie veut être un élément sérieux de conser-
vation et d'ordre pour la tranquillité et le
repos général.

Agriez, etc

(Firmata) Menabrea

XII 12

Il Ministro del Re a Parigi al
Ministro degli Affari Esteri, a Fereuse

l'estratto

Parigi, 4 Dicembre 1867

Quar. 13

~~Onorevole~~ signor Ministro

Ho ricevuto oggi il dispaccio che
l'Eccellenza Vostra mi fece l'onore di
dirigermi in data del 3 corrente, in
risposta alla comunicazione fattale
dal Barone di Malaret del dispaccio
del Marchese di Moustier del 27
Novembre scorso. Mi feci premura
di recarmi oggi stesso al Ministero
Imperiale degli Affari Esteri dove diedi
lettura al M^{te} di Moustier del dispaccio
dell'Eccellenza Vostra. In seguito al
desiderio manifestatomi, gli lasciai
pure una copia del dispaccio stesso.
S. E. il M^{te} di Moustier m'incaricò
di ringraziare l'Eccellenza Vostra di
questa comunicazione che gli mi pare
accogliere con soddisfazione.

Dopo questa comunicazione, chiamai
l'attenzione del Ministro Imperiale

degli Affari Esteri sul discorso
pronunziato dal Signor Rouher
nella seduta del Corpo Legislativo
di ieri l'altro, discorso destinato a
fare una profonda impressione
in Italia; dissi al M^{re} di Moustier
che il Governo del Re non aveva
ancora sotto gli occhi il testo di
questo discorso, ma che gioi il solo
riassunto telegrafico di esso lo
spingeva a domandare quale ne
fosse il significato e la portata.
(Tornando al Governo del Re, dissi io,
che le dichiarazioni del Sig. Rouher
hanno un carattere così perentorio
e così imperioso, e le considerazio-
ni da esso esposte sono improntate d'un
spirito talmente assoluto, talmente
crudo, così poco benevolo all'Italia e
che il tutto intero del discorso è
così diverso da quello che caratterizza
il discorso pronunziato al Senato
dallo stesso M^{re} di Moustier, che

veramente la questione della conferenza
può dirsi risolta negativamente
pel fatto stesso di un tal discorso.

E domandai quindi al M.^{re} di
Moustier la spiegazione di due punti
principali del discorso del Ministro
di Stato, cioè 1° qual significato
avesse la dichiarazione che mai
l'Italia potrebbe impossessarsi degli
Stati Pontificii, 2° di quali guarentigie
il Ministro di Stato aveva inteso
parlare pel mantenimento della
convenzione del 15 Settembre, mentre
esso nulla aveva detto di ciò che il
Governo Pontificio dovrebbe fare per
rendere la convenzione stessa meno
onerosa all'Italia.

Il M.^{re} di Moustier mi rispose
che non si poteva affermare che il
discorso del Ministro di Stato avesse
mutato la situazione, che esso l'aveva
solamente ^{meglio delimitata} ~~addegnatamente~~ ~~addegnatamente~~ ~~addegnatamente~~ in
presenza dell' ^{atteggiamento} ~~atteggiamento~~ ~~atteggiamento~~ risoluto

e quasi imperioso della maggioranza
del Corpo Legislativo, che la
dichiarazione del sig. Rouher doveva
intendersi in questo senso, cioè che la
Francia si sarebbe opposta a che l'Italia
s'impadronisse colla forza degli Stati
del Papa nei loro limiti attuali;
che questa dichiarazione era conforme
a quelle precedentemente fatte dal
Governo Francese, delle quali la recente
spedizione era stata la sanzione
necessaria. Quanto alle guarentigie
per l'osservanza della convenzione
del 15 Settembre, delle quali parlò
il sig. Rouher come d'una condizione
al richiamo delle truppe francesi dall'
Italia, il M^{te} di Moustier mi confermò
quanto egli m'aveva già detto altre
volte in proposito, cioè che il Governo
Francese desidera sinceramente di
poter richiamare le truppe spedizionate
al più presto, ma che non potrà
farlo prima che la sicurezza sia

sia ristabilita in Italia; che per
sicurezza si deve intendere un
complesso tale di fatti, una situazione
tale, da far rinascere negli spiriti
in Francia quella fiducia nell'
osservanza dei presi impegni, che gli
ultimi avvenimenti avevano fortemen-
te scosso, se non distrutto; che sarebbe quindi
impossibile il fissare fin d'ora un'
epoca precisa al richiamo delle truppe;
che la riunione della conferenza sarebbe
stato, non il solo, ma uno dei principali
elementi di questa sicurezza, la quale
avrebbe permesso il richiamo del corpo
spedizionario; Il M^{re} di Moustier
conchiuse che egli pensava e sperava
che il discorso del sig. Rouher non
sarebbe stato considerato come un
ostacolo alla riunione della conferenza.
Espongo fedelmente all' Eccellenza
Vostra, queste considerazioni e
queste spiegazioni del M^{re} di Moustier
lasciando a Vostra giudice delle conclusioni
che se ne deve tirare. A me pare
evidente che il discorso del sig. Rouher

comunque attenuato dalle spiegazioni
del Ministro (Imperiale degli Affari
Esteri, avrà per effetto di scoraggiare
le Potenze che si mostravano più
o meno esitanti, o più o meno disposte

all' accettazione della conferenza

App. 1 *Gratidun, cu.* *firma Nigra*

Castro. mi Lee. Honore

13

Il Ministro del Re a Parigi al
Ministro degli Affari Esteri.

Parigi, 13 Dicembre 1867

Ricevuto il 15^o p. m.

Onorevolissimo Sig. Ministro,

Oggi: appena ebbi ricevuto il dispaccio
che l' Eccellenza Vostra mi fece l'onore
di dirgermi il 9 corr., mi recai
dal Sig. Marchese di Moustier
e gli domandai di mettermi in grado di spiegare
al mio governo le parole pronunziate dal Sig. Rouher
nella seduta del corpo legislativo
del 5^o corrente, relative alla persona
di S. M. il Re, nostro Augusto
Sovrano. A nome del R^o Governo, mi
lagnai dell' accaduto e gliene esposi
il nostro vivo rammarico. - S. E. il
Marchese di Moustier mi rispose
che non ricordava a quale ^{parte} ~~passaggio~~
del discorso del Ministro di Stato
si faceva allusione; giacchè
gli sembrava d'aver nulla inteso
dalla bocca del Sig. Rouher nella

seduta del S., a cui egli assisteva
che già avesse fatto l'impressione
che io era incaricato di segnalargli.
Il Ministro imperiale degli Affari
Esterni: curò meco le ~~parole~~^{frasi} del
discorso del Sig. Rouher a cui
si riferisce il dispaccio dell'Esellenza
Vostra, e dopo averle esaminate mi
disse che senza dubbio il Ministro
di Stato, nominando la persona
augusta del Re, aveva ceduto ed
un movimento oratorio, la sua
intenzione essendo stata, non già
di mettere in mezzo la persona
di S. M., ma bensì il Governo e
il paese di cui il Re è la più alta
espressione, e che il Sig. Rouher
non meno che il Governo imperiale
di cui si fece l'interprete presso il
Corpo legislativo, non hanno potuto
né possono supporre avere avuto
l'intenzione anche lontana di
manicare alle ~~alte~~^{alte} convenienze dovute

5
alla persona d'un Sovrano d'un
grande Stato amico. S. E. il Marchese
di Moustier, aggiunse ch'egli si
rammaricava vivamente che le parole
del Ministro di Stato avessero potuto
dar luogo ad una interpretazione
tanto contraria ai sentimenti ben
conosciuti del l'Imperatore / del suo
Governo verso S. M. il Re, nostro Augusto
Sovrano

Pradisca, ecc

firm. Nigra.

No 14

119
Il Ministro per gli affari Esteri al Ministro
del Re a Parigi.

(Telegramma) Firenze 15 Dicembre 1867 11.45 ant.

Ho ricevuto il rapporto scritto ch'Ello. mi
ha diretto sotto la data del ~~giorno~~ 13 corrente.
La mancanza di riguardo verso il nostro
Augusto Sovrano è costituita dalle parole adoperate
dal Signor Rouher ^{intorno all'} ~~parlando dell'~~ accettazione
fatta da S. M. dell'annessione delle provincie
meridionali. Queste parole sono tali da
rendere necessario che il Ministro imperiale
degli affari esteri scriva o telegrafi al
Sig. Barone di Malaret delle convenienti
spiegazioni destinate ad esser comunicate.

Questo ci sembra il solo modo regolare
di chiudere un incidente pel quale una
soluzione ufficiale è necessaria.

firma L. F. Menabrea

15

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro
per gli affari esteri in Firenze.

(Telegramma)

Parigi 15 dicembre 1867. 7.49 pm.
ricevuto 11.45 "

Il ministro imperiale degli affari Esteri
mi ha detto che scriverà al Signor Barone
di Chalaret circa le parole dette dal Signor
Pouker e riferentisi alla persona del
nostro augusto Sovrano. Egli avrebbe già
scritto se da parecchi giorni non fosse
indisposto di salute.

firma Nigra

161. N° 16

Al. Ministro del Re a Berlino al
Ministro di Affari Esteri, Teuffel.

Berlin, le 13 Décembre 1867

ricevuto il 16 - " - " -

Monsieur le Comte.

M^r Benedetti a parlé aujourd'hui
au (le) de Bismark dans le sens
d'une dépêche récente du Marquis
de Moustier, dépêche qui semble calquée
sur le langage du Moniteur. Le
Gouvernement français continue
à attacher un grand prix à réclamer
le concours des Puissances, pour
l'oeuvre d'apaisement qu'il poursuit
dans l'intérêt de la Papauté et celui
de la Péninsule. A cet effet il indique
l'opportunité de pourparlers prélimi-
naires entre les Grandes Puissances
comme point de départ d'une
conférence. Un extrait de cette dépêche
a été remis au Ministère des
Aff. Etrangères. Le document
laisse à désirer sous le rapport
de la clarté. Le fait est qu'on

Se demande ici si l'acceptation
de ces pourparlers implique
l'engagement de se faire représenter
ultérieurement à la conférence,
ou si les pourparlers n'ont pour
but que de s'éclairer mutuellement
sur la question d'utilité pratique,
ou non, d'une conférence dans les
conjonctures actuelles.

Le ~~fr~~ de Bismarck a pris
ces ouvertures ~~de~~ de ~~refendum~~.
Il ne répondra définitivement
que dans trois ou quatre jours,
après en avoir conféré avec le Roi
et après s'être assuré des dispositions
des autres Puissances. J'ai tout
lieu de croire que la Prusse adoptera
la même attitude que l'Angleterre
comme je l'ai mandé à Votre Excellence,
la Prusse verrait avec plaisir notre
participation aux pourparlers dont
il s'agit. En attendant on paraît ~~couter~~
à Berlin de la réussite de ces tentatives
et on s'explique moins que jamais
l'insistance du Cabinet des Tuileries
à l'égard, etc.

se demande ici si l'acceptation
de ces pourparlers implique
l'engagement de se faire représenter
ultérieurement à la conférence,
ou si les pourparlers n'ont pour
but que de s'éclairer mutuellement
sur la question d'utilité pratique,
ou non, d'une conférence dans les
conjonctures actuelles.

Le fr de Bismarck a pris
ces ouvertures ad referendum.
Il ne répondra définitivement
que dans trois ou quatre jours,
après en avoir conféré avec le Roi
et après s'être assuré des dispositions
des autres Puissances. J'ai tout
lieu de croire que la Prusse adoptera
la même attitude que l'Angleterre
comme je l'ai mandé à Votre Excellence,
la Prusse verrait avec plaisir notre
participation aux pourparlers dont
il s'agit. En attendant on paraît ^{content}
à Berlin de la réussite de les tentatives
et on s'explique moins que jamais
l'insistance du Cabinet des Tuileries.
Agréez, etc

général Launay

N.° 17

Il Ministro degli affari Esteri ai Rappresentanti del R.
Berlino, Londra, Parigi, Pietroburgo, Vienna

(Telegramma)

Firenze, 16 Dicembre 1867 - 2 pm.

— Ci risulta che il progetto di una
Conferenza preliminare e ristretta sulla
questione romana sussiste tuttora. — Nel
caso che essa si riunisca, noi speriamo
che codesto Governo non sarà per
ammettere che si prendano deliberazioni
senza la nostra partecipazione.

Firm. L. D. Staniska

N. 18

Il Ministro d. S. G. a Vienna al Ministro degli affari Esteri
/Telegramma/

Vienna, 17 Dicembre 1867 - 3. pm.

Prer. id. id. id. - 7.10 pm.

Il Barone di Beust mi disse che il
Gabinetto imperiale aveva ricevuto tutto
anteriormente l'invito ad una riunione
preparatoria delle potenze, a Parigi, sulla
questione romana - Aggiunse però che,
pur essendo disposto ad accogliere, in
principio, quanto potesse giovare ad una
soluzione, egli non vi aveva annetto grande
importanza.

~~Il Barone di Beust mi disse che il~~
~~Gabinetto imperiale aveva ricevuto tutto~~
~~anteriormente l'invito ad una riunione~~
~~preparatoria delle potenze, a Parigi, sulla~~
~~questione romana - Aggiunse però che,~~
~~pur essendo disposto ad accogliere, in~~
~~principio, quanto potesse giovare ad una~~
~~soluzione, egli non vi aveva annetto grande~~
~~importanza.~~

poi che egli non sapeva assolutamente
nulla della sostanza di quel progetto,
[Del quale] il concetto ora stato convenuto
tra Parigi e Berlino; nella qual circostanza
il Gabinetto francese aveva avuto soprattutto
di mira di calmare le suscettività del
Conte di Bismarck, che sembrava assai irritato
pel fatto dell'invito diretto a qualche Stato
tedesco - Arcidogli posto nettamente.

la questione che il Governo del Re sperava
che il Governo imperiale non sarebbe per
ammettere che si prendessero, in quella
reunione, delle deliberazioni senza la
nostra partecipazione, il Signor de
Beust mi rispose che egli ignorava
tuttora se le due parti in litigio
sarebbero invitate, ma che era affatto
naturale di ritenere che nulla si
sarebbe compiuto senza la loro
partecipazione -

Firm. - Barral.

N.° 19

Il Quirinale d'affari a Pietroburgo al Ministro degli Affari Esteri

/ Telegramma /

Pietroburgo, 14 Dicemb. 1887, 3. pm.

Quir., 14 Dicemb. 1887, 1.20 pm.

Il Principe Gortchakoff mi ha detto testè
che, dopo la situazione fatta alla Francia
dalle dichiarazioni del Signor Rouher, egli
considera come affatto impossibile la
riunione d'una conferenza, anche solo
preliminare e ristretta. V. B. sa, d'altronde,
che il Barone de Budberg fu da ultimo
autorizzato a partire in viaggio da Parigi.
L'azione delle potenze non potrebbe più
avere utilità di sorta dal momento che
~~la Francia non può~~ ^{il nuovo} ~~il nuovo~~ ^{atteggiamento,}
della Francia ~~non può~~ ^{aumenta le} difficoltà che si
frappongono ad una soluzione accettabile
per parte dell'Italia e della Santa Sede.

Firm. - Incontri.

N. 20

Il Ministro del G. o. Londra al Ministro degli Affari Esteri.

/Telegrammi/

Londra, 17 Dicembre 1867 - 3.40 pm.

Prer. 17.12.67 - 8.30 pm.

Lord Stanley non vede alla riunione
 ne' di una Conferenza ^{preliminare}, ne' di una Conferenza
 preliminare - Egli e' egualmente sgarbato
 a tutte e due: che, se per tuttora una
 Conferenza preliminare dovette riunirsi,
 non si tratterebbe a suo avviso, che per
 esaminare le basi del quesito, ma non
 già per prendere risoluzioni - In ogni caso
 poi egli non si affrettava alla Conferenza
 ristretta senza la nostra partecipazione -
 Grim. - D'Azeglio.

N. 21

M. Spimtho del G. a Berlino al. Minist. degli Aff. Esteri.

/Telegramma/

Berlino 17 Dicembr. 1867. - 5. pm.

Pier. 18 - 9. pm.

Ho parlato oggi col Sotto-Segretario di Stato nel senso del telegramma inviato ieri da N. B. - La stessa comunicazione ora stata fatta ^{qui} al Conte di Madow.

L'attesa del Conte di Bismarck è cagione che tutti gli affari girassero in sospeso. Non son quindi in grado di trasmettere fin d'oggi un categorico riscontro. - Certo è, ad ogni modo, che il Governo prussiano non dimostra alcuna premura di pronunciarsi circa la progettata Conferenza preliminare - Si attendono, tra l'altre cose, schiarimenti, che furono richiesti a Parigi per mezzo del Conte di Goltz, intorno alla interpretazione da darsi alle ultime comunicazioni fatte dal Signor Benedetti. I negoziati preliminari, che si presuppongono, avrebbero solo per scopo di esaminare se vi ^{abbia} ~~ha~~ opportunità di ricorrere una conferenza, ovvero implicherebbero un impegno di farla.

per rappresentarci a questa Conferenza?
 Bah è il questo che si vuole anzi tutto
 veder risolto.

Ma sono, intanto, procurato delle
 informazioni intorno agli adoperamenti recenti
 dell'ambasciatore di Francia. ~~Se~~
 entrature ^(di egli ha fatto) (si rammodano ad una
 convocazione che il signor Benedetto
 aveva avuto, alcuni giorni prima, col
 Conte di Bismark. Quest'ultimo, ^{alludendo,}
 al sistema seguito dal Gabinetto delle
 Quisleries, aveva esposto il rinvenimento
 che esso non aveva, anzitutto, cercato
 di concertarsi colle grandi potenze. - Il
 Conte di Bismark ha però vivamente
 protestato di non voler far proposta alcuna
 in tal senso. - Il Marchese di Camille ne
 tenne, nondimeno, conto, ed incaricò il
 signor Benedetto di far pratiche per
 negoziati preliminari. - Ma siccome sembrava
 che, secondo l'avviso del Gabinetto Imperiale,
 siffatti negoziati non avrebbero ragione d'essere
 se le potenze non accettano anticipatamente
 il progetto di Conferenza, così è pressamente

6/1

Sopra questo punto che si attendono
delle spiegazioni da Parigi.

Dim. — Lauray.

22

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro
degli Aff. Esteri a Firenze.

Parigi li 16 Dicembre 1864

^{Re. Aff. Esteri 3 19 11. 2.}
Onorevolissimo Sig. Ministro

Mi parvenne ieri il Dispaccio che
l' Eccellenza Vostra mi fece l'onore
di dirigermi il 12 corr.

Ho avuto cura di comunicare il
contenuto il giorno stesso a S. E. il
Ministro Imperiale degli Aff. Esteri,
il quale mi disse che farebbe pervenire
^{una} ~~la~~ risposta all' E. V. per mezzo della
Legazione Imp. a Firenze ~~dopo aver~~
~~potrebbe~~ presso gli ordini dall' Imperatore,
Gradisca ecc.

firm. Nijro

211. 7/23
L'Incaricato d'Affari del Re a Pietroburgo
al Ministro Degli Affari Esteri in Firenze?

Pietroburgo, 6/8 Dicembre 1868
23 11 D.
Signor Ministro.

Ben poco mi resta da aggiungere
a quanto riferii all' Eccellenza Vostra con
i miei telegrammi circa lo stato delle
pratiche fatte qui dal Governo francese
relativamente alla conferenza per la qui-
stione romana ed al modo di vedere del
Gabinetto russo. Ebbi l'onore di conferire
due volte col Cancelliere dell'Impero ed
in ambedue questi convegni riscontrai
sempre più manifesta l'opinione che il
progetto di conferenza è da considerarsi
come completamente fallito. In sul
principio della scorsa settimana l'Ambasciatore di Francia dava comunicazione
al Principe Gortchakow di un dispaccio
del suo governo nel quale, mantenendo
fermo il principio della conferenza come
era stata ideata nella nota francese del
9 Novembre, si propone che i Rappresentanti

551 100 (2)

Delle grandi Potenze accreditate a Parigi si concertassero fra loro senza essere vincolati da un programma definitivo per vedere di trovare un compromesso. Questa comunicazione fu fatta alle grandi Potenze in termini pressoché identici, meno che nel dispaccio all'Ambasciatore di Francia a Berlino si notava una forma più benevola e si entrava in qualche spiegazione sugli inviti spediti alle piccole Potenze germaniche, facenti parte della Confederazione del Nord, cercando di togliere a tale misura qualunque significato spiacevole per la Prussia.

Il Principe Gortchakow, già avvertito in precedenza di tale nuovo passo della Francia dal B.^{ne} di Rudberg, aveva detto al B.^{ne} di Calleyrand che il mantenere intatto il principio della riunione della Conferenza tale quale era stato primitivamente formulato, ed il chiamare le grandi Potenze ad entrare in conversazioni preliminari coll'obbligo quasi di accettare in prima l'invito alla Conferenza,

era un pregiudicare la questione, al che la Russia ripeteva non poter consentire. Quando poi l'Inviato francese dette ufficiale comunicazione della nota del Marchese di Montier, si erano già conosciute; quindi le Dichiarazioni che il sig. Rouher aveva fatte al Corpo legislativo e quindi il Principe poté tanto più facilmente rispondere al B^{ne} di Calleyrand che parevagli risultar chiaro dal nuovo e deciso contegno assunto dal governo dell'Imperatore Napoleone come non solo la Conferenza generale, ma ben anco la ristretta o le preliminari conversazioni fra gli Ambasciatori delle grandi Potenze sarebbero rimaste senza risultato alcuno. Scopo infatti di tutte queste pratiche, diceva il Principe al Rappresentante francese, esser dove di ricercare ^{se} è possibile trovare una soluzione ugualmente accettabile dal l'Impero e dal Papa, la quale permetta poi alla Conferenza di stabilire un accordo; ora, siccome le idee dei governi di Firenze e Roma si trovano essere

(4)

Del tutto opposte, un tale risultato non
sarebbe ^{altimenti} sperabile ~~altro~~ che se la Francia
cerasse col suo contegno verso questi
due governi di diminuire, e non di allon-
tanare affatto le divergenze che fra loro
esistono. Disgraziatamente il linguaggio
tenuto dagli organi del Governo davanti
alle Camere francesi è tutt'altro che
adatto a raggiungere questo scopo, e quindi
sono d'avviso che l'azione delle grandi
Potenze non potrebbe farsi sentire in
modo efficace, e non conviene esporre ancor
una volta l'Europa a prendere decisioni
o proporre soluzioni non eseguite o non
accette. Quando alla Francia verrà di
operare ~~un ravvicinamento~~ fra le idee
di Roma e quelle di Firenze ^(un avvicinamento) tale da rendere
possibile un accordo, allora certamente
noi non ci rifiuteremo ad emettere la
nostra opinione, e prendere parte alle
preliminari trattative.

Gicome ritengo, soggiungeva
il Principe, che perdurando ~~in ipotesi~~ nel
suo contegno attuale, come tutto indica

(5)

essere sua intenzione, ^{di fare} la Francia non potrà
mai arrivare ad una simile ^{meta} ~~risultato~~
di porre cioè d'accordo i Desiderii dell'Italia
colle pretensioni di Roma, così io sono
fermamente convinto che tutti questi
progetti di convenzione ed anche di preli-
minari conversazioni sono da considerarsi
come sepolti. In prova di ciò ^{il Principe} ~~che~~
^{Cancelliere mi} ~~annunciata~~ aver già autorizzato il Barone
di Budberg a venire in congedo,
^{così quella} ~~che~~ fino ad ora eragli stata rifiutata.

Avendo veduto che, anche dopo
le dichiarazioni del Sig. Rouher, i giorna-
li officiosi di Francia continuavano
a parlare di conferenza, e vedendo dal
l'ultimo telegramma dell'Escluseur Vostre
che l'idea della Conferenza preliminare ristretta
non sembrava abbandonata del tutto, ini-
stai nuovamente presso il Cancelliere per
sapere se il Governo francese non avesse
fatto, dopo quello sovraaccennato, qualche
altro tentativo, ^{dell'} ~~essi~~ mi rispose negati-
vamente.

In una parola adunque è

opinione Del ^{Imperiale} Governo ~~Stesso~~ che
più non occorra parlare di
Conferenza.
Gradisca, ecc.

(firmato) Incontri

N^o 24 1867

M. Ministre del Re a Berlino
al Ministro Degli Affari Esteri in Firenze.

Berlin, 20 Dicembre 1867.

Apparecchiato il 24 dicembre 1867.
Monsieur le Comte

Il résulte du langage du Président
du Conseil combien la tentative de pour-
parlers préliminaires, sur la question de
Rome, a peu de chances d'aboutir.

Le M^{rs} de Moustier a laissé entendre
que l'acceptation de la réunion restreinte
devrait nécessairement, et préalablement,
impliquer un engagement d'intervention
à la Conférence. On aurait même prié
le C^{te} de Bismarck de se prononcer sur
la date et le lieu de cette réunion. Au
même temps, il lui était déclaré que la
France, en transmettant ses premières invi-
tations, n'avait nullement songé à gêner
en rien la Prusse dans ses attributions
sur la Confédération du Nord, et que les
Puissances convoquées n'auraient qu'à
s'occuper de la question de Rome.

M^{rs} de Bismarck a répondu par

31 25 2
l'intermédiaire du P^{te} de Jolly, pour de-
mander des éclaircissements, car, selon la
manière de voir, les termes pour parler
préliminaires et conférence s'importeront
corrélation, que lorsque les grandes Puis-
sances seront d'avis, après mûr examen
préalable, qu'il y a lieu à délibérer en
commun et en assemblée plus générale.

Au reste, ces détails ont beaucoup perdu
de leur intérêt depuis que les vues fran-
çaises rencontrent, à peu près partout, une
opposition plus ou moins marquée.
Je crois savoir que dans l'état actuel des
choses il est probable que la conférence soit
renuie. Cette idée d'un ajournement, au-
rait été favorablement accueillie à Londres
et aurait des chances d'être accueillie à
Paris, si elle est appuyée par les autres
Cabinets.

Agncier etc.

(signé) Launay.

9 25 47

Il Ministro del Re a Berlino al
Ministro degli Affari Esteri. Firenze

Berlin 20 Dicembre 1864.

Ricevuto il 24 D. D.

Monsieur le Comte.

J'ai profité d'un entretien
que j'ai eu hier avec le Président
du conseil pour recueillir son
impression sur l'état actuel de
la question relative à la réunion
d'une conférence. L'attitude de
„notre Gouvernement, m'a-t-il dit,
„est bien appropriée aux circonstances
„qui sont telles, qu'il est fort permis
„de douter du résultat satisfaisant
„d'une conférence, même préliminaire
„entre les Grandes Puissances. Il
„serait assez malaisé à la Prusse de
„se refuser d'intervenir à une pareille
réunion. C'est à elle-même, qu'on
„attribue l'initiative de la proposition
„de ces pourparlers préalables. Mais,
„si on se rassemble autour du tapis
vert, le Représentant de S. M. demandera

Tout d'abord: où est l'Italie?
Le Pape est-il consentant au maintien
du *Modus-quo* territorial? Les fabriciens
de Florence et de Rome sont-ils
disposés à la conciliation? Il
suffirait de poser ces questions, pour
se convaincre, dès le début, de
l'impossibilité d'une entente dans
les conjonctures actuelles. D'ailleurs
au lieu de nous soumettre un
programme comme nous le lui
demandions, M^r Rouher a tranché
la question. Quoiqu'il en soit, vous
pouvez être certain que nous ne
prendrions, le cas échéant, aucune
résolution sans votre participation.
[Dans le cours de la conversation
j'ai parlé de la question de la
séparation des pouvoirs temporel
et spirituel, en exprimant le désir
de connaître quelle était sa manière
de voir, et comment, dans sa
pensée, l'on peut trouver une
solution, sans toucher à des
intérêts qui sont considérés par
le St. Siège et ses défenseurs comme

appartenants au domaine de la religion.

Le ^{général} de Bismark, comme je m'y attendais, m'a répondu que c'était là une question sur laquelle les savants, les théologiens pourraient discuter sans jamais parvenir à s'entendre. C'est là un de ces points qui ne peuvent être résolus que par l'action du temps, par la pratique, certainement il ne faut pas perdre de vue le grave intérêt de l'indépendance du Pape, qui ne doit devenir le sujet d'aucune Puissance, mais quelle doit être l'extension d'une immunité territoriale? Dans quelle mesure pourra-t-on la déterminer, pour assurer le libre exercice des fonctions du St. Siège? C'est encore là un de ces points qu'on ne résout point à l'aide de spéculations scientifiques.

Agitez, etc.

Em. Launay

7-26
Al Ministro del Re a Parigi al Ministro
per gli Affari Esteri in Firenze

Parigi 27 Dicembre 1867 3.10 pm

Telegramma

ricevuto 97

" " 5 "

Ho saputo dal Marchese di Monstier che
il governo francese ha indirizzato una circolare
ai suoi Agenti all'estero ^{relativa} alla conferenza.
Questa circolare è concepita nel senso di
mantenere, in principio, la proposizione della
conferenza sebbene lasci intendere che
la riunione ne è aggiornata per ora.

"firmi" Nijra

№ 27

L'Incarnato d'Affari del Me a Pietroburgo
al Ministro degli Affari Esteri a Firenze.

Pietroburgo, 20 Dicembre 1867.
1 Gennaio 1868.

(estratto)

Recante il 6 S. D.

Onorevolissimo Signor Ministro.

Malgrado le difficoltà che il governo francese ha incontrato per la realizzazione del suo progetto di Conferenza sulle cose di Roma, e malgrado la poca premura addimostrata dalle principali Potenze in accogliere siffatta proposizione sembra che non si sia dimessa a Parigi l'idea di potere in un tempo più o meno breve arrivare allo scopo prefisso. Una circolare infatti diretta il 24 Dicembre dal M^{re} di Moustier agli inviati di Francia presso le grandi Potenze, ritorna su tale argomento dicendo in sostanza come il Governo delle Quireries sia grato a quei gabinetti che si adoperarono affinché la sua proposta potesse mettersi ad effetto ed in quanto al programma che dovrebbe servire di base alla discussione ripete il

già detto altra volta che cioè il compito
delle Potenze dovrebbe essere quello di tro-
vare un accomodamento tale da permet-
tere la coesistenza dell'unità italiana
alla quale la Francia si dichiara fa-
vorevole, e della sovranità del Papa che
gli è necessaria per l'esercizio della sua
autorità spirituale giacchè chi non è
sovrano è suddito. Il Ministro degli
Affari Esteri di Francia continua di-
cendo che la Conferenza sarebbe pur utile
si riunisse affine di porre colle sue deli-
berazioni un freno al partito rivoluzionario
che coll'agitarsi che fa in Italia mette a
repentaglio la pace d'Europa, e permet-
tere così al partito conservatore, che così
numeroso esiste negli Stati di S. M. il
Re, di esercitare la sua azione libera-
mente con interesse di tutti. Nulla si
dice circa il tempo in cui si vorrebbe
vedere riunita la Conferenza o ~~si vorrebbe~~
~~vedere~~ iniziate le preliminari trattative,
volendosi lasciare una tale decisione
all'epoca in cui gli avvenimenti avranno

già detto altra volta che cioè il compito
delle Potenze dovrebbe essere quello di tro-
vare un accomodamento tale da permet-
tere la coesistenza dell'unità italiana
alla quale la Francia si dichiara fa-
vorevole, e della sovranità del Papa che
gli è necessaria per l'esercizio della sua
autorità spirituale giacché chi non è
sovrano è suddito. Il Ministro degli
Affari Esteri di Francia continua di-
cendo che la Conferenza sarebbe pur utile
si riunisse affine di porre colle sue deli-
berazioni un freno al partito rivoluzionario
che coll'agitarsi che fa in Italia mette a
repentaglio la pace d'Europa, e permet-
tere così al partito conservatore, che così
numeroso esiste negli Stati di S. M. il
Re, di esercitare la sua azione libera-
mente con interesse di tutti. Nulla si
dice circa il tempo in cui si vorrebbe re-
vedere riunita la Conferenza o ~~si vorrebbe~~
~~vedere~~ ~~iniziare~~ le preliminari trattative,
volendosi lasciare una tale decisione
all'epoca in cui gli avvenimenti avranno

(3)

preso un indirizzo tale da far presagire
che il convegno possa aver luogo con
buona speranza di successo.

Tale sarebbe, secondo quanto mi-
diceva il Cancelliere dell'Impero, il punto
della circolare francese della quale il
B^{ne} di Calleyrand gli dava lettura
ieri. Il Principe Gortchakow ripeté
all' Ambasciatore francese quello che
già più volte gli aveva detto, che cioè
non sembravagli che l'Europa riunita
in congresso sarebbe riuscita a fare
opera seria e di esecuzione possibile
atteso il divario enorme che passa fra
le idee manifestate a Roma e quelle
che ancor una volta, nella recente
discussione parlamentare, si erano, con
forme e vero differenti, palesate ~~esistevano~~
nelle menti della quasi unanimità
degli Italiani. Se il governo russo non
volesse consultare che il suo proprio
interesse di Potenza non cattolica do-
vrebbe certamente veder con piacere che
il Papa continuasse a godere della potestà

temporale giacchè questa, anzichè gio-
 vargli per l'autorità spirituale, serve al
 contrario a diminuirne il prestigio in
 specie quando lo si vede costretto a
 ricorrere, per sostenersi, all'aiuto stra-
 niere, e finirà molto probabilmente per
 recare gran danno al cattolicesimo; d'altro
 canto però la stessa sua posizione di
 potenza non cattolica impone alla Russia
 il dovere di andare guardiugando nel discutere
 quistioni che non la interessano così
 da vicino come altre Potenze, e ciò potrebbe
 fare solo quando si avesse la speranza
 di ~~poter~~ giungere ad un compromimento
 che fosse accettabile da ambedue le parti contendenti;
 il che non è il caso presente. In quanto
 poi a quello che il M.^{re} di Moustier
 dice intorno alla necessità di contenere
 il partito rivoluzionario non poteva a
 meno il Principe Gortchakov di far
 osservare _____ che la
 condotta della Francia in questi ultimi
 tempi lungi dall'essere tale quale sarebbe
 necessaria per ottenere un simile scopo,

577 21
avere avuto un esito affatto
opportuno.

In una parola l'opinione
del gabinetto di San Pietroburgo
non è affatto cambiata, come
l'Imperatore può accorgersene da
per sé, ed il Cancelliere dell'Impero
malgrado questo nuovo tentativo
del governo di Francia ritiene
la conferenza essere
impossibile perchè inutile
e la considera come un
progetto ormai unicamente
appartenente al dominio della
storia.

Gradisca, eu

fin Incontri

1. 28

S. Ministro degli affari esteri al. Ministro del Re a Parigi,
Parigi, 8 Gemajo 1868

Signor Ministro,

Il Barone di Malaret è venuto jeri a farmi
la comunicazione ch' Ella mi aveva annunziato
col suo telegramma del 6.

Egli aveva incarico di porgermi, a nome del suo
Governo, spiegazioni intorno alle parole pronunziate
dal Signor Rouher in seno al Corpo Legislativo di
Francia, le quali avevano ferito la giusta suscettività
del paese, ed alle quali riferivasi il mio dispaccio del
9 Dicembre scorso.

L' Inviato di Francia mi dichiarò che nelle
parole del Ministro di Stato non era stata, nè aveva
mai potuto essere intenzione di recare offesa a V. M.
il Re, ed espresse, a nome del suo Governo, il sincero
rincredimento perchè una tale interpretazione
avesse potuto accreditarsi.

Il Barone di Malaret colse poi questa
occasione per autorizzato a
occasionalmente per rinnovare l'attestazione de' benevoli
sentimenti da quali
il Governo Imperiale è animato verso

S. M. il Re verso l'Italia.

Ringraziai il Ministro dell'Imperatore
per la fattami comunicazione della quale mi
recai a premura di far conoscere i termini a
S. M. il Re.

S. M. accolse volentieri siffatte dichiarazioni,
colle quali può ritenersi esaurita codesta spiacevole
vertenza.

Informando V. V. della cosa, affinché Ella
possa averne norma pel suo linguaggio, Le rimovo, cu-

firmato - Menabrea

20
Il Ministro Del Re a Berlino
al Ministro Degli Affari Esteri in Firenze

Berlin, 7 Janvier, 1868
Monsieur le Comte

J'ai eu connaissance aujourd'hui
d'une circulaire du

M^{re} de Moustier datée du 24 Décembre.

Le M^{re} de Moustier prend acte de
l'accueil sympathique fait à ses démar-
ches pour la réunion d'une Conférence sur
les affaires de Rome. Le Cabinet de Paris
n'a aucunement modifié sa manière
de voir. Le langage de Mr. Rouher, quel-
que vif, quelque accentué qu'il ait été à la
séance du Corps législatif du 5 Décembre,
était conforme aux déclarations antérieu-
res de l'Empereur et de son Gouvernement.
Il n'entre pas plus dans ses idées de per-
mettre une déposition du Pape, que de porter
atteinte à l'intégrité du Royaume d'Italie.
Dans le but de rechercher une conciliation
sur ces bases, le Cabinet des Evénements s'est
mis en communication avec nous. Ses

43 2
ouvertures ont été favorablement accueillies à Florence, et on compte sur la modération de notre Gouvernement. On espère dès lors parvenir à formuler un programme, qui servirait de base aux négociations entre les Puissances. Quand cet accord sera complet, la France se réserve d'en référer avec les autres Cabinets.

La Russie attend par conséquent des communications ultérieures. C'est là au reste une question à laquelle elle n'aime pas toucher et il me semble qu'elle préférerait de beaucoup une abstention complète.

Agriez, etc.

(signé) Launay.

XXX. 21830

60 101.

Il Ministro degli Affari Esteri in Firenze
al Ministro del Re a Parigi.

(estratto.)

Firenze, 12 febbrajo 1868

Signor Ministro

Oggi stesso il B.^{no} di Malaret venne a leggermi una circolare del suo governo in data del 24 Dicembre u. p. In quel documento sembra che il M.^{to} di Moustier si sia studiato di attenuare l'impressione prodotta dalle parole pronunciate alla Tribuna del Corpo legislativo dal Ministro di Stato ^{di Francia} ~~francese~~ circa la questione romana. L'idea di riunire una Conferenza europea per ricercare la soluzione di questo arduo problema non sarebbe interamente abbandonata dal governo Superiore, il quale lo avrebbe però ora subordinato al compimento di altri studi preparatorii. Al qual proposito il sig.^o di Malaret era incaricato di dirmi che il sig.^o M.^{to} di Moustier, rispondendo alla domanda da me fattagli col dispaccio del 12 Dicembre 1867, diretto alla S. M., ritiene che, malgrado le parole pronunciate dal sig.

19 2.

Rouher, noi non dobbiamo ristarci dal proporre almeno le massime fondamentali di un negoziato per stabilire un "modus vivendi", fra Roma e l'Italia, e per poter giungere così ad un tempo, rari accomodamento della questione sulla base della Convenzione del 1864.

Nella stessa occasione il Ministro di Francia mi ha espresso il vivo desiderio del suo governo di veder cessare la difficoltà che si frappongono nei rapporti dell'Italia colla Francia, mediante il ristabilimento fra i due paesi d'una buona e cordiale intelligenza.

Ho ringraziato il D^{no} di Malarét delle comunicazioni ch'egli mi faceva in nome del suo governo, e gli ho ripetuto quanto altre volte ebbi già occasione di dirgli che cioè non si può noi certamente gli ultimi a deplorare le conseguenze della situazione creata nei rapporti reciproci dell'Italia colla Francia, dal fatto della continuata presenza delle truppe imperiali nel suolo pontificio.

131

(1)

(N. 3)

Non astenmi dall'esprimere altri
concetti in questa mia conversazione col
Bne. di Malaret, ed anzi mi riservai
espressamente di meditare più a lungo
sulla questione onde aver campo di
esaminarla sotto ogni suo aspetto.

Gradisca, ecc. firmi M. Malaret

431

Il Ministro Degli Affari Esteri in Firenze
al Ministro Del Re a Parigi.

[Chatto] Firenze, 16 gennaio, 1868
Signor Ministro

Vol confermarle il mio telegramma
di ieri relativo all'avviso che mi giunse
da varie parti della stipulazione di un
accordo tra la Spagna e la Francia in
vista di certe eventualità che si riferiscono
alla questione di Roma, reputo conveniente
~~farle conoscere~~
~~portare a di Lei cognizione~~, per opportuna
di Lei norma, il testo d'un dispaccio che
ho indirizzato or sono pochi giorni al
Ministro italiano in Madrid.

ella troverà qui unito copia di questo
documento.

Come complemento d'informazione
al riguardo, debbo inoltre ricordarle il
Rapporto de' 2 Novembre u. p. dircetomi
dalla Legazione di S. M. in Spagna,
e pubblicato nella raccolta dei documenti
da me presentati alla Camera de' Deputati:
ne sarà inopportuno ch'ella sappia

166
come il Duca di Rivas Dimolto
sempre di apprezzare convenientemente
le difficoltà della nostra situazione
di fronte alla vertenza romana.

Ne' discorsi ch' io ebbi col Rappre-
sentante Spagnuolo presso la
Real Corte egli nulla mai disse
che potesse dar credito alle voci
che correvano circa le intenzioni
attribuite allo Spagnuolo di volersi
ingerire direttamente nelle
cose di Roma.

Gradisca ecc. firma L. F. Menabrea

69 (3)

Annesso al Dispaccio diretto a Parigi
in Data 16 febbrajo 1868.

Il Ministro Degli Affari Esteri in Firenze
al Ministro del Re a Madrid

Firenze, 6 febbrajo 1868

Signor Conte.

Il discorso pronunciato dal S. M.
la Regina di Spagna il giorno 27 di-
cembre u. s. in occasione dell'apertura del
Congresso legislativo spagnuolo conteneva
le seguenti frasi: "ci fu facile mante-
nere e stringere vieppiu le buone relazioni
che ci uniscono a tutte le Potenze amiche.
Quanto agli ultimi e per vero tristo avve-
nimenti d'Italia, che hanno minacciato
per alcuni giorni la sicurezza dei Con-
fini e perfino la persona del S.^{to} Padre,
la Spagna ha potuto, come in altre
occasioni, assumere rispetto al Pontificato
la iniziativa, ed il contegno che si conve-
gna ad una Nazione eminentemente
cattolica, offrendo all'Imperatore dei francesi,
nostro amico ed alleato, nonche il concorso

4

delle nostre forze pel caso che giudicasse necessario d'impiegarle nella difesa dei legittimi diritti della S. Sede. Invitati a riunirci ad una Conferenza europea affino di garantire in modo stabile siffatta legittimità, il mio governo, interpretando fedelmente i più radicati sentimenti della Nazione, non ha esitato a prestarsi ad una proposizione tanto soddisfacente.

Dalle precedenti istruzioni a Lei conferite sulla condotta che noi intendiamo serbare nelle nostre relazioni con le Potenze estere circa la questione romana, Ella avrà potuto ben comprendere come l'annuncio di una offerta fatta dal governo della Regina nello scopo di cooperare con le forze di S. M. l'Imperatore dei francesi alla protezione del territorio pontificio dovea riuscire sommamente penoso al governo del Re.

Le spiegazioni spontanee e concilianti, che furono date a V. S. dal Ministro di Stato, allorché trattossi dell'invio di una nave da guerra spagnuola nelle acque

di (Sivita vecchia) ci davano invece diritto
a sperare che il governo della Spagna
non sarebbe dipartito in una sì delicata
questione, dalla riserva precedentemente
importata e generalmente tenuta da
altre Potenze cattoliche che trovavansi in
una posizione identica a quella della
Spagna.

Noi avevamo infatti solennemente
e ripetutamente dichiarato che l'Italia
sarà pronta sempre a garantire al Capo
supremo della Cattolicità tutta l'indi-
pendenza necessaria per l'esercizio del suo
divino ministero, e a circondare quindi
la Sede Pontificia di tutto quello splendore
e di tutte quelle inumanità che sono ri-
chieste a raggiungere un sì alto fine.
Avevamo inoltre manifestato la nostra
ferma Determinazione di opporci a qua-
lunque atto violento, ed impedire ogni
tentativo di aggressione extralegale contro
gli attuali domini del S.^{to} Padre. Nutri-
vamo dunque fiducia che queste nostre
dichiarazioni dovessero pienamente

66 67
rassicurare tutte le coscienze cattoliche.

Ma in quanto ai possessi territoriali del Governo pontificio, in quanto all'esercizio del diritto che compete ai Romani di conseguire un governo che soddisfaccia alle loro legittime aspirazioni, il governo del Re non può riconoscere in alcuna estera Potenza la facoltà d'immischiarsene?

La Francia avea in Roma una posizione eccezionale. La Monarchia italiana allorchè fu costituita trovò la occupazione francese già esistente. Da parecchi anni. Essa dovette tener conto di questo fatto, e per farla cessare, si decise a conchiudere col governo di S. M. l'Imperatore dei Francesi una Convenzione che stabiliva fra i due paesi obblighi reciproci.

Non è qui il luogo d'indagare le cause che dal punto di vista della Convenzione istessa abbiano potuto giustificare il secondo intervento francese nel territorio della S^{ta} Sede. Esse formano in questo momento il principale oggetto di

(7)

preoccupazione del Governo del Re.

Ma il Governo del Re non esita a dichiarare che esso non potrebbe né ammettere né tollerare qualsiasi intervento di altra estera potenza nel territorio Pontificio.

Il Governo di S. M. la Regina sa che l'Italia è animata da sentimenti di sincero e leale affetto verso la nobile Nazione spagnuola. Il Governo del Re desidera e farà dal canto suo tutti gli sforzi che da lui dipendono per istringere vie maggiormente i buoni rapporti felicemente esistenti fra i due Stati, ma esso non potrebbe in nessun caso consentire che venisse recata in Italia una sì grave offesa al principio di non intervento, nella tutela del quale sono impegnati il suo onore nazionale ed i suoi più vitali interessi.

Ella è autorizzata, Signor Conte, a dar lettura al Ministro di Stato del presente dispaccio.

Gradisca, ecc. (firmato Menabrea)

M. Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri
~~(Copia)~~ Parigi 19. Gennaio 1868 ricev. il 22 d.
 Signor Ministro

Me spugio d'accusar ricusa e di ringraziare l'E.M.
 Del Dispaccio, ch' Ella mi fece l'onore di dirigermi in data
 Del 12 corr. col quale Ella mi informò della comunicazione
 fattale dal B^m di Matarot in quel medesimo giorno, Della
 Circolare francese del 24 Dicembre scorso, relativa al progetto di
 Conferenza, nonché di quanto il Ministro Plenipotenziario di
 Francia era stato incaricato d'aggiungere per impegnare il
 Governo del Re a proporre, malgrado l'adichiarazione fatta dal
 Ministro di Stato al Corpo Legislativo, le massime fondamentali
 di un negoziato per stabilire un modus vivendi fra Roma
 e l'Italia e per poter così giungere ad un temporaneo accomoda-
 mento della questione romana sulla base della Convenzione
 Del 15. Settembre 1864.

Quanto l'E.M. mi disse
 essere senza inconveniente comunicato al B^m di Moutier.
 Avrò quindi cura di far conoscere il contenuto Del
 Dispaccio stesso al Ministro Imperiale degli Affari Esteri
 alla prima occasione.

Gratias ecc.

(Sto) Nigra

433

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro
degli Affari Esteri

Parigi 19 Gennaio 1868

Ricevuto il 22.1.1868

Onorevolissimo Sig. Ministro
con telegramma del 15 corrente
l'Eccellenza Vostra m'informò essere
stato riferito che ~~da una persona~~
~~rivestita di alta dignità diplomatica in Roma~~, si
~~sarebbe~~ affermato esistere un trattato
tra la Francia e la Spagna, in virtù
del quale il Governo di S. M. Cattolica
si sarebbe impegnato a dare all'occasione
il concorso delle armi Spagnuole alla
Francia per assicurare il potere temporale
della S. Sede. L'Eccellenza Vostra mi
diede l'incarico di investigare il
fondamento di una tale asserzione.
Secondo il ^{suggerimento} ~~consiglio~~ datomi dall'E.V.
con quel telegramma, ~~ho creduto~~
di dovere con tutta franchezza aprirmi
con S. E. il Ministro Imperiale degli
Affari Esteri.

Il Marchese di Mousnier mi diede l'assicurazione la più esplicita che nessun trattato di tal sorte, nessuna convenzione nessun impegno scritto esisteva tra la Francia e la Spagna in ordine ad un concorso eventuale delle forze Spagnuole per la tutela del potere temporale del Papa. Egli mi disse che la Spagna aveva fatto offrire verbalmente alla Francia il suo concorso per un tale scopo, ma che la Francia non s'era trovata nell'occasione di accettare l'offerta.

Non ho mancato di far sentire al M^{re} di Mousnier ^{le complicazioni} ~~i pericoli~~ che il solo dubbio di un intervento Spagnuolo in Italia potrebbe far nascere.

Ma è d'altro lato evidente che la Spagna finchè durano le tendenze attuali, non lascerà passare nessuna occasione per rinviare la sua offerta e per insistere onde venga accettato.

Approfittai dell'occasione che io aveva
di parlare a cuore aperto col Marchese
di Moustier, per dirgli che sarebbe stato
utile al mantenimento di buoni rapporti fra l'Italia
e la Francia che il Governo Imperiale scompa-
gna

le voci che ad arte si facevano
correre dal partito borbonico sovra appoggio
o incoraggiamento della Francia ai loro signi di
restaurazione in

Napoli. Il M^{te} di Moustier mi disse
che divi deva la mia opinione e che per
sua parte il Governo Francese si era
astenuto da ogni atto che potesse far
nascere una così pericolosa illusione.
Io dissi che le istruzioni inviate
recentemente al conte di Saligis
portano espressamente che egli non deve
trascurare nessuna occasione di far
comprendere all' ~~ex~~ Re delle Due Sicilie
che esso si farebbe una profonda illusione
se credesse che il Governo francese favoriva
ed approva qualunque tentativo diretto contro
l'unità d' Italia, che egli riconobbe e che
ha interesse a ^{veder} conservata e consolidata.

Gradisca

fim. Migno.

4/1 34.

Il Ministro del Re a Madrid
al Ministro degli Affari Esteri in Firenze;

G. H.

Madrid 16 febbrajo 1868
Wright 3 22 11. 7.
Signor Conte

Ieri il Corriere mi recò il dispaccio
che l' Eccellenza Vostra mi fece l'onore
di rivolgermi li 6 del corrente contenente
le dichiarazioni del Governo del Re sul
paragrafo del discorso pronunciato da
S. M. Cattolica all'apertura delle Cortes,
che si riferisce all'offerta fatta da questo
Governo o quello di Francia di cooperare
colle sue forze materiali alla difesa del
potere temporale del Santo Padre.

In seguito agli ordini compartitimi
dall' Eccellenza Vostra oggi mi recai a dar
lettura di quella comunicazione a questo
Ministro di Stato. Incominciai col dire
che dal giorno in cui il Governo di S. M.
Cattolica aveva riconosciuto il Regno d'Italia
questo non aveva cessato di adoperarsi onde
svolgere fra i due paesi quelle relazioni
amichevoli che tanto poterano contribuire

2

alla prosperità dell'una e dell'altra, che
differenze d'opinioni sopra quistioni spe-
ciali potevano esistere, ma che dal mo-
mento in cui queste differenze minaccia-
vano di tradarsi in fatti, siccome appariva
da alcune parole del discorso della Corona,
il governo del Re credeva suo dovere di far
conoscere a quello di S. M. Cattolica le sue
viste sopra di esse, nonché le conseguenze
che ne potrebbero derivare. Egli mi incaricava
quindi di dar comunicazione a S. E. del di-
spaccio che conteneva siffatte dichiarazioni.

Il sig. Ararola prese attenta lettura
del dispaccio in questione, e poscia mi
disse che il discorso della Corona non aveva
alcun significato ostile al governo del Re,
che la Spagna, essendo Potenza cattolica, non
poteva a meno di interessarsi alla sorte
del Capo della sua religione, e che non era
quindi da stupirsi che quando la sicu-
rezza del Santo Padre trovasse in pericolo essa
se ne commovesse ed offrisse la sua coope-
razione onde difenderlo. Che però l'offerta
di questa cooperazione non era diretta

3

contro il Governo del Re, il quale s'era anzi
dichiarato egli pure contrario al movimento, bensì
contro le bande di Garibaldi e di Mazzini i
quali operavano tanto contro il Papato quanto
contro la Monarchia d'Italia. Che al contrario
il Governo di S. M. Cattolica desiderava di man-
tenere amichevoli relazioni con quello del Re, il
che era provato dalla presenza del suo Re-
presentante a Firenze, le cui istruzioni non
avevano altro scopo, e che il giorno in cui
queste relazioni fossero per cessare questo go-
verno crederebbe della sua dignità di rin-
unciare dal richiamare il Signor Duca di
Privas da Firenze. Discorrendo poscia del
principio di non-intervento il sig. Arago-
la mi domandò se la presenza de' Francesi negli
Stati pontificii non era intervento, cui risposi
ripetendo le cose dette nel Dispaccio dell'8 N.
circa la differenza tra la posizione della
Francia e quella della Spagna rispetto all'Italia
nella questione romana. S. E. mi disse
infine che il discorso della Corona non aveva
per scopo che di ragguagliare il Congresso
delle cose occorse nell'intervallo, e non potevasi

quindi ommettere di far menzione di un
incidente che aveva grandemente commosso
gli animi degli Spagnuoli. Nulla del
resto esser più lontano dalle intenzioni del
Governo Della Regina che il far cosa che
potesse dispiacere a quello del Re.

L. E. mi domandò perciò se ero auto-
rizzato a lasciargli copia del dispaccio, cui
avendo risposto negativamente, mi disse
non farebbe in questo caso risposta per
iscritto. Mi limitai a replicare che avrei
cura di riferire all' E. N. quanto si era
compiaciuto dirmi, e ne presi commiato,
Gradisca, ecc.

(firmato) Corti.

35

Al Ministro per gli Affari Esteri al Ministro
del Re a Parigi.
telegramma Firenze 22 gennaio 1868. O. 30/1000

Oggi il Signor Barone di Malaret mi
ha rimesso una copia della circolare del
suo governo, in data del 24 Dicembre ultimo
passato, relativa alle conferenze. Egli mi aveva dato
^{lettura di questo documento verso l'ora 12 corrente}
Il Ministro di Francia mi ha fatto inoltre
un'altra comunicazione nel senso dei colloqui
che V. S. ebbe col Signor di Moustier; ma
questa comunicazione fu puramente verbale;
il ministro di Francia non offendo: autorizzato
a consegnarmi alcun altro documento.

firma Menabrea

Al. Ministro Imperiale degli
Affari Esteri al Ministro di Francia
a Firenze.

Paris, 24 Dicembre 1867.

Monsieur le Baron, par notre
circulaire du 9 novembre nous
avons signalé à l'attention des
différents cabinets les intérêts
généraux et Européens qui se
trouvaient impliqués dans les
agitations dont l'Italie est aujourd'hui
le théâtre. Nous avons fait ressortir
la nécessité d'examiner en commun
des questions auxquelles nul Gouvern.
ne pourrait se déclarer indifférent.
Nous ne pouvons nous plaindre
de l'accueil qui ont reçu nos
ouvertures, nous ne devons pas
espérer qu'elles eussent immédiatement
le résultat que nous persistons à en
attendre. Mais nous étions sûrs
d'avance que les motifs qui ont
dirigé notre politique seraient
hautelement appréciés et que de

nombreuses adhésions viendraient
justifier l'initiative dont les
circonstances nous avaient fait
un devoir.

Vous voudrez donc bien
Monsieur, exprimer au Pouv.^t
auprès duquel vous êtes accrédité,
combien nous avons été sensibles
aux témoignages de sympathie
dont notre démarche a été —
l'occasion et vous vous appliquerez
à entretenir ces bonnes dispositions
jusqu'au moment où la —
situation intérieure de l'Italie
permettra de donner toute leur
valeur pratique à nos propositions.
Ce qui importe, jusque là, c'est —
d'empêcher les malentendus de se
produire et de combattre les fausses
impressions qui, sous l'empire
des incidents de chaque heure
viendraient à se révéler.

Vous n'aurez pas manqué —
certainement de replacer sous
leur véritable jour les paroles —

prononcées dans le sein de nos
assemblées par les organes du
Pouv.^t et, en particulier la déclaration
faite par M^r le Ministre d'Etat au Corps
Législatif dans la séance du 5 décembre.
L'effet considérable qu'elle a produit
est né surtout de la fermeté avec
laquelle elle a été accentuée et que
les circonstances rendoient nécessaire.
Mais cette déclaration n'a fait que
reproduire d'une manière plus vive
le langage que le Pouv.^t de l'Empereur
et Sa Majesté Elle-même ont tenu
en plusieurs occasions et dont le
souvenir ne saurait s'être effacé; elle
est entièrement conforme à la —
politique que depuis 19 ans nous
avons suivie à l'égard de l'Italie.
Quelles que puissent être les instructions
que les différents Plénipotentiaires —
apporteront à la Conférence, personne
n'a pu penser que les représentants
officiels des Cours Européennes —
songeraient un seul instant, à la
possibilité de dépouiller un Souverain
légitimement reconnu par tous ou

qu'ils essayeraient de détruire l'unité
Italienne et de revenir sur les faits
accomplis depuis plusieurs années et,
universellement acceptés aujourd'hui.
En un mot il n'a pu être question
ni de dépouiller le Pape ni de porter
atteinte à l'existence du Royaume d'Italie.
La déclaration du 5 décembre ne touche
donc en rien à ce qui doit, de toute
évidence, être l'objet des délibérations
communes. Sans préjuger la mission
de la Conférence, il nous semble que
la nature même des choses indique
la nécessité sinon de pourvoir des
solutions absolues, au moins de
chercher à faire coexister, sans trouble
et sans conflit, sous la pression
de la haute autorité des Puissances
réunies et en sauvegardant toutes les
situations comme toutes les susceptibilités
légitimes, des intérêts dont l'effort
du temps qui porte en lui de si grands
apaisements peut seul achever l'entière
conciliation.

En nous exprimant ainsi nous ne croyons pas sortir de la réserve que nous nous étions imposée dès l'origine. Des Puissances d'ailleurs, tout en reconnaissant qu'il ne nous appartenait pas de formuler un programme ont témoigné le désir que le terrain peut-être préparé d'avance par tous les pour et les qui seraient de nature à éclaircir les doutes ou à lever les hésitations. Nous n'avons aucune raison de ne pas donner satisfaction à ce vœu. Nous avons jugé utile avant tout d'entrer avec l'Italie dans de longues explications. Nous avons eu à nous féliciter de l'accueil dont nos communications et nos suggestions ont été l'objet à Florence. On s'y est montré disposé non seulement à participer à la conférence mais même à fournir des indications précieuses sur les vues du Gov.^t Italien. Quelque impression qu'aient pu — passagèrement produire les débats parlementaires des deux pays, quelques efforts que les partis puissent tenter pour faire échouer une œuvre de pacification, nous voulons compter

sur l'esprit politique et la fermeté du
Gouv^t Italien comme sur l'appui que
le bon sens naturel des populations
lui prêterait. Nous continuerons donc
cet échange d'idées tant avec les Gouv^{ts}
directement intéressés qu'avec les différents
Gouv^s, en vue de préparer la réunion des
Plénipotentiaires. Aussitôt que l'accord
complet que nous travaillons à
réaliser sera établi, nous nous empresserons
d'en donner connaissance à tous les
Gabinets

Recevez, etc
Jm. Moirier

37

Il. Ministro Degli Affari Esteri in Roma
al. Ministro del Re a Parigi.

Florence, 25 Janvier, 1868

Monsieur le Ministre

Par vos Dépêches du 19 Janvier j'ai
pu constater avec plaisir que le gouver-
nement de l'Empereur reconnaissant la
nécessité de faire sortir la question ro-
maine de l'état précaire et dangereux
dans lequel elle se trouve placée nous
invite à formuler un ensemble de mesures
qui pourraient contribuer à améliorer les
relations réciproques du Royaume d'Italie
et du St. Siège, et à établir entre les
deux pays limitrophes un modus vivendi
qui fut tolérable des deux côtés.

Nous ne nous dissimulons point,
Monsieur le Ministre, les difficultés que
nous aurons à surmonter en présence
des dispositions hostiles dont la Cour de
Rome se montre animée à notre égard.

Nous sommes toujours d'avis qu'il
aurait été préférable de profiter du calme

des esprits en Italie pour aviser aux
moyens de donner à la question romaine
la solution définitive et satisfaisante
qu'il s'est agi de chercher avec le concours
d'une conférence européenne.

Coutefois désirant témoigner de notre
bon vouloir au gouvernement de l'Em-
pereur, nous ne croyons pas devoir nous
refuser à l'invitation qu'il nous a der-
nièrement adressée et nous sommes prêts
à nous entendre avec lui pour tâcher
d'établir d'un commun accord entre
l'Italie et le St-Siège un modus
vivendi acceptable.

Après avoir pris les ordres du Roi,
je suis en mesure de vous communiquer
les bases suivantes qui ont été arrêtées d'accord
avec mes collègues:

- 1.^o Rétablissement pur et simple du
statu quo ante, c'est-à-dire remise en
vigueur de la Convention du 15 juⁿ 1864.
- 2.^o Obligation pour l'Italie de donner
pleine et entière exécution à la Convention
relative au paiement de la dette pontificale

51 (3)
afférentes aux provinces annexées.

3° Evacuation du territoire romain par les troupes françaises dans le plus bref délai; deux mois, p. ex.

4° Promesse de la part du Gouvernement Impérial de faire tous ses efforts pour obtenir que le S.^t Père consente:

a) à établir une Convention commerciale avec le Royaume d'Italie;

b) à prendre des arrangements avec nous pour une Convention postale et télégraphique et un accord pour l'extradition réciproque des malfaiteurs;

c) à sanctionner l'abolition des passeports entre les deux pays;

d) à permettre le passage libre, par les chemins de fer, des détachemens de troupes royales qui seraient obligés de traverser le territoire pontifical pour se rendre d'une province du Royaume à l'autre;

e) à consentir que les Autorités limitrophes des deux pays prennent entre elles des arrangements pour la poursuite des brigands, en tolérant que les troupes royales,

(4)

puissent les poursuivre sur le territoire pontifical dans les limites qui seront désignées;

g) à libérer les prisonniers politiques appartenant aux provinces du Royaume.

En appelant l'attention de S. E. le Ministre des Affaires Etrangères sur les différents points que je viens de vous indiquer, vous aurez soin de lui faire observer qu'il n'y a dans l'ensemble de nos propositions que les éléments strictement indispensables pour établir entre le territoire italien et l'enclave pontificale une situation qui nous permette d'espérer que quelques unes des nombreuses entraves qui venaient jusqu'ici presque quotidiennement aggraver les rapports déjà si difficiles du Gouvernement italien envers le St. Siège pourront être évitées.

Créer une pareille situation c'est donner la meilleure garantie possible du respect des actes internationaux qui ont déterminé la position réciproque de l'Italie et du St. Siège, car l'apaisement des

57 (5)
esprits qui s'est déjà produit en Italie
pourra être certainement maintenu
beaucoup plus facilement du jour où
la plus part des difficultés matérielles
inhérentes à notre situation passée
envers le St Siège auront disparu.

En vous autorisant à donner com-
munication de cette dépêche à M^r le
Marquis de Moustier et à lui en laisser
copie s'il le désire, je saisis cette occasion en,
(signé) Menabrea

4038 70
Al Ministro degli Affari Esteri in Firenze
al Ministro del Re a Parigi

[Estratto] Firenze, 3 février, 1868

Monsieur le Ministre.

Depuis que l'ordre a été rétabli dans les provinces pontificales et que la sécurité de la frontière romaine n'a plus été troublée, j'ai déjà eu maintes fois l'occasion d'appeler votre attention sur des faits assez graves qui paraissent démontrer, de la part du Govt. de Rome un parti pris de garder envers nous une attitude hostile et provocatrice.

Par votre Dépêche du 19 janvier dernier, vous m'avez appris que M.^r de Montier vous avait dit que rien dans la conduite du Govt. français ne pouvoit faire naître l'idée que la France prêterait son appui aux menées bourbonniennes de Rome, et vous m'avez écrit que des instructions précises avaient été envoyées à M.^r de Sartiges, lui ordonnant de déclarer que l'action du Govt.

Impérial ne saurait jamais être enga-
gée dans un but contraire à l'unité
de l'Italie.

Je vous prie, M^r le Ministre,
d'exprimer à S. M. le Ministre des Affaires
Étrangères de S. M. l'Empereur des
Français toute notre reconnaissance
pour ces Déclarations si conformes aux
sentiments de sympathie et d'amitié
sincère qui unissent l'Italie et la
France. Nous étions persuadés d'avance
que le Cabinet des Quirinaux ne tarderait
point à dégager sa responsabilité des
menées réactionnaires dont le foyer est
à Rome. Malheureusement il paraît
que les Déclarations faites par M^r de
Sartiges au St Siège n'ont pas produit
jusqu'ici tout l'effet qu'on pourrait

en attendre.

~~Il est à regretter que les déclarations faites par M^r de Sartiges au St Siège n'ont pas produit jusqu'ici tout l'effet qu'on pourrait en attendre.~~

~~Il est à regretter que les déclarations faites par M^r de Sartiges au St Siège n'ont pas produit jusqu'ici tout l'effet qu'on pourrait en attendre.~~

~~Il est à regretter que les déclarations faites par M^r de Sartiges au St Siège n'ont pas produit jusqu'ici tout l'effet qu'on pourrait en attendre.~~

~~Il est à regretter que les déclarations faites par M^r de Sartiges au St Siège n'ont pas produit jusqu'ici tout l'effet qu'on pourrait en attendre.~~

~~Il est à regretter que les déclarations faites par M^r de Sartiges au St Siège n'ont pas produit jusqu'ici tout l'effet qu'on pourrait en attendre.~~

— La cour de Rome vient en effet

de donner des instructions à tout le
Clergé en Italie ^{de} pour faire célébrer
dans les églises des villes et des villages
un triduum solennel en action de
grâce pour les succès dernièrement ob-
tenus. Il est aisé de voir que par
cette provocation la Chancellerie romaine
espère réveiller en Italie l'agitation
que la conduite ferme et sage suivie
par le gouvernement ^{du Roi} avait pu parfor-
temment apaiser.

^{après etc.} ^{finis} Memabrea
Dell'uno né dell'altro dei due documenti
sopra indicati.

Comme j'ai déjà à vous le dire, fu il
giorno 12 febbrajo che il B.^{ne} di Molaret
venne a leggermi la circolare francese
del 24 Dicembre; ma in quella occasione
l'Univato Superiore non me ne lasciava
copia. Dicendomi però il B.^{ne} di Molaret
essergli nostre pervenute istruzioni del suo

39
Il Ministro degli Affari Esteri in Firenze
al Ministro del Re in Parigi.

Firenze, 5 febbrajo 1868
Signor Ministro

Allorchè mi giunse il Rapporto
ch'ella mi indirizzava addì 17 dello scorso
 febbrajo col quale la S. V. mi riferiva di
aver saputo da S. E. il ~~Re~~ ^{Re} di Monstien che
il B.^{re} di Malaret era incaricato di comu-
nicarmi una circolare del 24 Dicembre 1867
ed un dispaccio di data posteriore, in risposta
a quello ch'io Le scrissi sin dal 17 Di-
cembre dell'anno passato, io non avea avuto
ancora sotto gli occhi il testo preciso nè
dell'uno nè dell'altro dei due documenti
sopra indicati.

Come abbi già a scriverle, fu il
giorno 12 febbrajo che il B.^{re} di Malaret
venne a leggermi la circolare francese
del 24 Dicembre; ma in quella occasione
l'Intendente Superiore non me ne lasciava
copia. Dicevami però il B.^{re} di Malaret
esser gli molte pervenute istruzioni del suo

17 2
Governo) colle quali il M.^{te} di. Thouvenot
rispondendo alla mia domanda contenuta
nel dispaccio del 12 Vienna, lo incaricava
di farmi sapere che malgrado le parole
pronunciate dal Sig.^o Rouher, noi non
avremmo dovuto ritarci dal proporre al-
meno le massime fondamentali di un
negozio per stabilire un "modus
vivendi" fra Roma e l'Italia e per
poter giungere così ad un temporario
accomodamento della questione sulla base
della Convenzione del 1864. Ed io scorgendo
di quanta ^{la comunicazione} importanza fosse

Ant. Thiers dall'Intendente francese, subito ne prendeva nota
comunicandole il giorno stesso alla S. V.

Pervenutami di poi il di Lei rapporto
del giorno 17 febbrajo, e vedendo io dalla
lettera del medesimo che ^{due dispacci} ~~due comunicazioni~~
^{dirette} dal governo Superiore al mio
Luogo in Firenze erano destinati ad essere
riversi in copia, pregai tosto il M.^{te} di
Molaret di volermi mettere in grado di
prendere cognizione del testo preciso di
quei ^{importanti} documenti.

149

La S. V. mi aveva scritto che il M^{re}
di Monstier con un Dispaccio posteriore
alla circolare Del 24 Dicembre, insisteva
perchè malgrado la dichiarazione fatta
dal Sig. Rouher al Corpo legislativo, il
Governo Del Re comunicasse a quello
dell'Imperatore le sue idee fondamentali
per venire ad un accomodamento, almeno
temporaneo, il quale stabilisse un "modus
vivendi, tra l'Italia e la Santa Sede
sulla base della Convenzione Del 15 Settembre
1864. Ella ben comprende, Signor Ministro,
che mentre io era lieto di trovare nelle di
Lei parole la piena conferma di quelle
pronunciate dal B^{ne} di Malaret nella
conversazione ch'io avea avuto con lui il
12 gennaio, per altra parte io dovea ri-
varamente desiderare di avere fra le mani
il documento ufficiale del governo francese,
dal quale risultassero l'iniziativa da lui
presa e le buone disposizioni dimostrate.
Avea dunque pregato il Ministro di Francia
di volermi rimettere copia dei documenti
dei quali mi avea dato comunicazione.

(4.)

Senonchè l'Inviato francese rispon-
devami non credersi egli pienamente au-
torizzato a ciò fare e nel mentre, addì 22
di febbrajo, comunicavami il testo della
circolare del 24 Dicembre, impegnavasi a
provocare da Parigi gli ordini necessari
per essere posto in grado di soddisfare
appieno il desiderio ch'io gli avea mani-
festato. Contemporaneamente, come ella
certamente ricorda, io Le scrivea per
telegrafo di voler sollecitare presso il
Ministero Superiore degli Affari Esteri
l'invio delle istruzioni necessarie affinché
il sig. Di Malaret si credesse autorizzato
a consegnarmi copia del dispaccio che avea
accompagnato la comunicazione della cir-
colare del Dicembre scorso.

Tanto però vedendo io come le parole
da Lei scritte il 17 febbrajo fossero iden-
tiche a quelle dettate pochi di innanzi
dal Rappresentante di Francia, stimai non
poterri essere dubbio sul senso chiaro ed
esplicito delle proposizioni francesi ed
in base alle medesime non indugiare a

70 5

dirigere il dispaccio in data del 23 dello
scorso mese col quale ho posto le basi che,
a nostro avviso, sono indispensabili per
istabilire fra la S^{ta} Sede ed il Governo ita-
liano una condizione di cose tollerabile,
con modus vivendi che desse anche si-
curezza di un quieto vivere per l'avvenire.
Ella mi ha già annunziato per telegrafo
che S. E. il M^{te} di Monstori ha fatto
lieta accoglienza a quelle mie proposizioni
riservandosi tuttavia di prendere intorno alle
medesime gli ordini dell'Imperatore. Ed
in questo annunzio, ch' Ella mi faceva
prontamente pervenire, io ho trovato una
prova d'ipotesi che da noi erano state ret-
tamente intese le entrate fatteci dal
Gabinetto delle Quireries.

Senonchè ieri l'altro venne a vedermi
il sig^o Di Malaret e senza aggiungere alcuna
spiegazione, od alquanto di note, rimet-
tevanmi confidenzialmente copia d'un dispaccio
del 7 febbrajo scorso, dicendomi essere stato ora
autorizzato a consegnarmene il testo. Gradii
la comunicazione e ringraziai, riservandomi

Di ben esaminare i termini nei quali
quel dispaccio era concepito. Qui unito ne
inviò alla S. M. un sunto per di lei norma.

Io non mi fermerò, Sig.^a Ministro, a
commentare od a riscontrare il dispaccio
recentemente consegnatomi confidenzialmente
dal B.^{ne} di Malaret; l'indele riservata ed
ufficiosa della comunicazione stessa mi
dispensa di ciò fare. Le basi dei negoziati
ufficiali iniziati, rimangono infatti anche.
Dopo questa confidenziale comunicazione,
nelle conversazioni ch'ella ebbe col M.^{te}
di Moustier e ch'io ho avuto col Rappre-
sentante ^{di} Francia presso questa R.^a Corte.
Non sarà però fuori proposito ch'io Le
faccia osservare come fra il linguaggio chiaro,
preciso ed aperto tenuto meco dal Barone
di Malaret addì 12 febbrajo confermato
testualmente da quanto in quegli stessi
giorni Le diceva il M.^{te} di Moustier
e quello adoperato nel dispaccio francese
del 7 febbrajo, che ho ora sotto gli occhi,
passano notevoli differenze. In vano vi ho
cercato le espressioni che indichino un)

77 1/2
accomodamento temporaneo ed un modus
vivendi da stabilire fra l'Italia e la S^{ta}
Sede: se infatti parziali aggiustamenti non
sono espressamente esclusi in quel dispaccio,
non è men vero che il senso e le conclu-
sioni di quel documento sono di respingere
le obiezioni contenute nel nostro dispaccio
del 16 Dicembre, e di invitarci quindi a
mantenere la promessa da noi fatta ante-
riormente alle dichiarazioni del Ministro
di Stato ^{del} Francia al Corpo legislativo.
Non tratterebbesi di proposizioni limitate
ad un semplice "modus vivendi", né ad
un accomodamento temporaneo tra l'Italia
e Roma, bensì di far conoscere quali a
nostro avviso sarebbero i punti principali
che potrebbero condurre ad una pacifica
e soddisfacente soluzione la questione romana.
Probabilmente il dispaccio comunicatomi ieri
l'altro dal sig. di Malaret non è quello
stesso di cui parlò a Lei il M.^{re} di Moustier
ed intorno al quale lo stesso B.^{mo} di Malaret
ebbe a conversare meco.

Sono persuaso ch' Ella, sig. Ministro,

29 (8)
trovera modo di avere. Degli schiarimenti sopra
questo incidente, anche perche ~~agli~~^{a noi}
~~nostri~~ importa, che sia ben dimostrato che
il Nostro Dispaccio del 25 febbrajo fu scritto
soltanto dietro le considerazioni svolte nelle
comunicazioni verbali fattemi dal Sig.
di Abelaret e confermate alla S. N. dal
Ministro Imperiale degli Affari Esteri.
~~Per~~^{quest} mio Dispaccio che ebbe, come Ella già
mi ha ~~informato~~^{fatto conoscere}, buona accoglienza per
parte del M.^{re} di Moustier non ~~lasciava~~^{poter}
~~del resto~~^{persistere} alcun dubbio sui veri e precisi
intendimenti nostri circa l'indole e la por-
tata delle proposizioni che la S. N. fu
incaricata di fare al governo francese.
Gradisca, ecc.

(Firmato) Menabrea.

15
9160 116
Il Ministro Degli Affari Esteri in Firenze
al Ministro del Re a Parigi

Firenze, 5 febbrajo 1868
Signor Ministro

Il Barone di Malaret è venuto ad esprimermi, da parte del Governo Superiore, il rimproverimento che la Convenzione militare stabilita nello scorso anno fra l'Italia e la Santa Sede rimaneva insequita.

Ho risposto al B.^{re} di Malaret che per quanto il R.^o Governo riconoscesse ed apprezzasse convenientemente la importanza di una tale Convenzione, diretta al salutare scopo di porre un argine alla funesta piaga del brigantaggio, pure non avea creduto ^{finora} opportuno che fosse rimesso in vigore per due principalissime ragioni.

Ho osservato in primo luogo che dopo gli spiacevoli avvenimenti occorsi nel passato anno, era nostro debito evitare con ogni cura di dar sospetto alla Corte Pontificia che noi andassimo in cerca di motivi per far penetrare le nostre truppe nel territorio della S. Sede.

111

In secondo luogo poi noi ~~rispettavamo~~ ^{consideravamo}
che la esecuzione degli accordi convenuti sup-
poneva nei rispettivi comandanti di frontiera
sentimenti di vicendevole fiducia e buon
volere, sentimenti da cui non ~~essavamo~~ ^{credevamo fossero}
~~in qualche maniera~~ animati a nostro ri-
guardo gli Ufficiali al servizio del Governo
Pontificio.

Del resto Ella potrà far notare al
Sig.^o M.^{te} di Moustier che ~~le~~ ^{nostre} ~~raccomanda~~ ^{favorevoli}
disposizioni per rinnovare gli accordi militari ^{anterioremen-}
~~te esistenti~~ ^{prende della} ~~convenzione militare e i rapporti~~
~~fra tutti quella~~ ^{risultano dall'aver noi compresa anche}
~~questa fra le~~ ^{in misure} che a parer nostro
debbono tendere a stabilire un modus vi-
lendi fra il Regno d'Italia e la Santa
Sede, e che contengono nel mio Dispaccio
delli 25 febbrajo u.s. di cui Ella diede co-
municazione al Governo Imperiale.

Gradisca, ecc.

(firmato) Menabrea

4747
Il Ministro del Re a Parigi al Ministro Degli Affari Esteri in Firenze
(Copia)
Parigi 8. febbrajo 1868. ricev. il 13. 3.

Onorevolissimo Signor Ministro

Ho l'onore di accusar ricevuta Del dispaccio che
l'Eccellenza Vostra volle dirigermi in data del 3. febbrajo
corrente, e che si riferisce all'attitudine ostile che il Governo
pontificio manifesta verso il Governo del Re.

Mi sono fatto premura di comunicare questo dispaccio
a S. E. il Marchese di Montier.

Gradisca ecc.

(Sto) Nigra

Firenze, 15 febbrajo, 1868.

Giunta quanto fu deliberato in
Consiglio dei Ministri ed aderendo ai desi-
derii ^{espressi} della Legazione Imperiale di Francia,
il sottoscritto ~~incaricato~~^{fidele rappresente} N.^o Inviato a Parigi
~~di portare acquisizione di quel governo~~
che il Governo del Re era pronto ad accettare e rimettere in vigore
~~una pronta e scattiva~~ le Convenzioni
esistenti prima dell'or decorso Ottobre
fra le autorità militari italiane e pon-
tificie, e ciò ^{nello scopo di concorre all'accertamento} per porre una piena al ter-
mine alla repressione del brigantaggio che desola ambedue i territorii
finisterrati, od evitare ^{la lagnanza} ~~i frequentissimi~~
che dall'una e dall'altra parte si
facevano per le quasi insopportabili viola-
zioni di frontiera,

Lo scrivente prega quindi il suo
Onorevole Collega dell' ^{Guerra} ~~Interno~~ a voler
autorizzare le autorità di frontiera da
lui dipendenti ad entrare in accordi
colle Autorità pontificie per richiamare
in vigore le convenzioni concluse l'anno

passato, l'esecuzione delle quali rinvia
per alcuni mesi in sospeso.

(firmato) Menabrea

69.
Il Ministro del Re a Parigi al Ministro degli Affari Esteri in Francia.
(S. E.) Parigi: 1° Dicembre 1868 ricev. il 1.° D.

Onorevolissimo Signor Ministro,

Ho l'onore di seguire ricevimento del dispaccio che V. E. mi dicesse in data del 29 Novembre scorso, e che risponde alla comunicazione fattale dal Bn^e De la Villestreux Del Dispaccio Del M^{re} di Moustier del 31 Ottobre scorso relativo alla occupazione francese di Civitavecchia.

S. E. il M^{re} di Moustier trovandosi in questo momento a Compiègne dove fu invitato a passare parecchi giorni presso S. M. l'Imperatore, ho giudicato conveniente, nello scopo di non ritardare di soverchio la comunicazione che V. E. mi incaricò di fare al Governo francese, di mandare al Ministro Imperiale degli Affari Esteri una copia del dispaccio di V. E. con preghiera di voler considerare quella trasmissione come una lettura del dispaccio stesso.

La trasmissione della copia del dispaccio di V. E. fu dunque fatta in data d'oggi: e mi affretto a darne partecipazione a V. E.

Gradisca ecc.

(S. E.) Nigra

43.

Il Ministro Degli Affari Esteri in Firenze
al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 15 febbrajo 1868

Signor Ministro.

La Data Del 5 corrente io Le scriveva
che il B^{ne} Dⁱ Malart era venuto ad
esprimermi da parte del Governo Imperiale
il rincrescimento che la convenzione mili-
tare stabilita nello scorso anno fra le
Autorità militari Italiane e pontificie
rimanesse inesequita. Io Le facea con-
scere in quel mio dispaccio, la risposta
da me fatta all'Envoyé francese
che cioè, dopo gli avvenimenti dello
scorso anno, ci era sembrato opportuno
evitare tutto ciò che avrebbe potuto dar
sospetto alla Corte Di Roma che noi
audassimo in cerca di motivi per far
penetrare le nostre truppe sul territorio
della S. Sede, e che parimenti ci era
sembrato indispensabile per l'esecuzione
di siffatti accordi che i comandanti
rispettivi di frontiera fossero animati

Da sentimenti di ricendevole fiducia
e buon volere, sentimenti da cui, sog-
giungeva io, non credeva animati a
nostro riguardo gli ufficiali dell' eser-
cito pontificio. Per ultimo io preparai
la S. M. di voler far notare al Sig.
M^{re} di Moustier che la rimozione
della Couvucione militare era ^{pur} compresa
fra quei provvedimenti che a parere
nostro debbono tendere a stabilire un
"modus vivendi" tra il governo italiano
e quello di Roma.

Avendo dispo: consultato
il consiglio dei ministri intorno
a questo delicato argomento, i
miei colleghi convennero meo
nel riconoscere, che le
~~convenienze politiche e militari~~
~~richiedevano che si facesse~~
~~una riserva sulla questione~~
~~della Couvucione militare~~
~~in attesa di nuove~~
~~osservazioni e di nuove~~
~~deliberazioni.~~

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~
~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~
~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~
~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Le Convenzioni militari quali:
esisterano prima dei fatti di ottobre
erano un freno al brigantaggio ugual-
mente funesto ai due territori finitimi.
Importerebbe quindi grandemente che le
medesime fossero di nuovo applicate; e io
credo che per tal modo si otterrebbe anche
il vantaggio di escludere dall'una parte e
dall'altra le cause frequenti di ^{laguna} ~~subordini~~
per le quali inevitabili violazioni
di frontiera.

Quindi è che d'accordo coi miei colleghi
i Ministri dell'Interno e della Guerra, si è
deciso di autorizzare da parte nostra i Coman-
danti delle R. truppe alla frontiera ad
entrare in accordo cogli uffiziali ponti-
fici per richiamare in vigore le con-
venzioni concluse l'anno passato, e, nel
mentre per parte nostra si daranno queste
istruzioni, io desidererei ch'ella interessasse

Il M^{re} di Montier ad ottenere che dal
canto suo il governo pontificio desse
analoghe istruzioni ai suoi Comandanti
affinche a questi sia fatta facoltà d'inten-
dersi coi nostri sul modo di riattivare
le Convenzioni, l'esecuzione delle quali
rimane per alcuni mesi in sospeso.

Gradisco, ecc.

(Firmato) Menabrea

Il Ministro del Rea Parigi al Ministro degli Affari Esteri in Parigi
 (Copia) Parigi 13 febbrajo 1868 ricev. il 16.

Onorevole Signor Ministro

Il dispaccio che l'E.V. mi fece l'onore di dirigermi il 24. Gennaio scorso e che contiene la proposta del R. Governo intorno ad un modus vivendi da stabilire fra il Regno d'Italia e lo Stato Pontificio, mi pervenne il 28 dello stesso mese; e fu da me comunicato in copia nel giorno medesimo a S. E. il M.^{re} di Monstier. Come ebbi l'onore di significarle con telegramma (del 29. gennaio), il Ministro Supl.^{te} degli Affari Esteri accolse con soddisfazione questa comunicazione. Egli disse che avrebbe avuto cura di mettere il dispaccio dell'E.V. sotto gli occhi dell'Imperatore che avrebbe sollecitato gli ordini di S. M. in proposito. Il M.^{re} di Monstier a cui ho domandato in questi ultimi giorni quale risposta il Governo Supl.^{te} credesse dover dare alla comunicazione da me fattagli il 28. Gennaio mi disse che non era ancor in grado di dare una risposta precisa, perchè siccome le proposte dell'E.V. implicano l'azione della S. Sede, è conveniente che il Governo dell'Imperatore si assicuri innanzi tutto dei limiti entro i quali si può contare sulle disposizioni più o meno favorevoli della Corte di Roma per giungere ad un componimento provvisorio tra essa e l'Italia.

Mi pervenne intanto l'altro dispaccio che l'E.V. mi fece l'onore di dirigermi il 5. corrente. In questo

dispaccio ~~esistono annesse le copie della circolare francese~~
~~del 24 Dicembre ed il testo del dispaccio del M^{te} di Monstier~~
~~del 7. Gennaio scorso, l'E. V. preoccupandosi di alcune~~
~~differeuze fra le cose dette verbalmente all'E. V. dal Barone~~
~~di Malaret ed a me dal M^{te} di Monstier, ha cura di~~
ben determinare il carattere delle proposte contenute
nel disp^o ministeriale del 24. Gennaio, constatando che
queste proposte, nell' pensiero del R^o Governo non costituiscono
un progetto d'accordo definitivo della questione
Romana quale ci veniva domandato dal Governo francese
in vista della Conferenza, ma bensì una semplice indicazione
delle misure sulle quali si può stabilire temporariamente
un modus vivendi tra l'Italia e la Corte di Roma.
Io ho dato oggettura di questo dispaccio del 7. febbraio a
S. E. il M^{te} di Monstier, il quale mi rispose che pigliava
nota di quanto in esso era contenuto, aggiungendo che
non aveva diretto al R^o di Malaret altro disp^o su questo
argomento che quello del 7. gennaio, e che lasciando in disparte
l'esame di qualche differenza che potesse notarsi fra le cose contenute
in detto dispaccio e quelle espresse verbalmente, egli poteva assicurare
mi che il Governo francese non intendeva dare alle proposte
formulate dall'E. V. un carattere diverso da quello che
era nelle intenzioni del Regio Governo.

Gradisca ecc.

(ft^o) Nigro

Il Ministro del Re a Parigi al Ministro Degli Affari Esteri (in Firenze)
 (Copia) Parigi 14. Febbrajo 1868. ricev. il 18. 2^a

Onorevolissimo Signor Ministro

Ho l'onore d'accusar ricevuta Del Dispaccio che
 l'E.V. mi diresse il 8. corrente che si riferisce alla
 Convenzione militare conclusa lo scorso anno fra
 l'Italia e la Santa Sede.

Ho avuto cura di portare jeri a notizia Dis. E.
 il M^{te} di Moustier il contenuto di detto
 Dispaccio, facendo notare al Ministro Imperiale degli
 Affari Esteri che la rinnovazione di tale convenzione
 militare migliorata se occorre, è compresa fra le misure che
 a parere del Governo del Re, devono tendere a stabilire
 un modus vivendi fra il Regno d'Italia e la Santa
 Sede, conformemente a quanto l'E.V. propose nel suo
 Dispaccio del 24. Gennajo scorso come comunicato
 al M^{te} di Moustier il 28. dello stesso mese.

Gradisco ecc.

(ft) Nigro

132
46
Il Ministro Del Re a Parigi al Ministro Degli Affari Esteri già ricevuto
(Copia) Parigi. 21 febbrajo 1868. ricev. il 24. 2°

Quaracchissimo Signor Ministro

Mi pervenire regolarmente il dispaccio che l' Eccellenza Vostra mi fece l'onore di dirigermi in data del 19. corrente e che si riferisce al ristabilimento in vigore Degli accordi militari, ch'erano stati conclusi fra le autorità militari italiane e pontificie, in vista principalmente della repressione del brigantaggio sulle frontiere rispettive.

Ho chiamato jeri l'attenzione Del S. E. il M^{te} di Moustier sul contenuto di questo Dispaccio, del quale gli lasciai copia confidenzialmente.

Il M^{te} di Moustier ne prese nota e mi disse che ne avrebbe fatto oggetto di comunicazione all' Ambasciatore Di Francia in Roma.

Gradisca ecc.

(Sto) Nigra

47
Il Ministro degli Affari Esteri in Firenze
al Ministro del Re a Parigi

Firenze, 2 Marzo, 1868

Signor Ministro

Facendo seguito al mio Dispaccio dell' 15 febbrajo scorso riguardante i provvedimenti che il R.^o Governo intendeva prendere per ^{adoperarsi} ~~per~~ attivare possibilmente sin d'ora le Concessioni militari fra i Comandanti italiani e pontificii per la repressione del brigantaggio nei paesi di frontiera, mi affretto a comunicarle che ~~dal mio~~ ^{dal mio} Onorevole Collega della Guerra mi ^{venne} ~~è~~ ^è annunziato ~~di aver dato~~ ^{di aver dato} dal canto suo ogni occorrente disposizione al proposito.

Autorizzando la S.^a V. ad informare il Gov.^o Superiore degli ordini dati ai Comandanti le R.^e truppe stanziate sul confine pontificio, colgo, ecc.

(firmato) Menabrea

Al Ministro del Rea Parigi al Ministro degli Affari Esteri in Firenze
(copia) Parigi, 7 Marzo 1868. Ricev. il 10 D.

Onorevolissimo Signor Ministro

Ho l'onore di segnarle ricevuta del suo dispaccio in data
del 2. corrente e d'informare S. E. V. che in conformità del
medesimo ho diretto jeri una lettera confidenziale al Ministro
imperiale degli affari esteri onde fargli conoscere che i
Comandanti delle R. P. Divisioni militari in servizio lungo
il Confine Pontificio riceveranno dal Governo di S. M. le opportune
istruzioni pel richiamo in vigore delle Convenzioni militari
conchiuse nello scorso anno colle Autorità pontificie per la
repressione del brigantaggio. Espressi in pari tempo la
speranza che ~~le~~ ^{le} istruzioni consimili ~~forano~~ ^{saranno state} emanate dal Governo
della Santa Sede ai Comandanti pontificii.

Gradisca ecc.

(ft.) Nigra

49 112
Il Ministro Degli Affari Esteri in Firenze
al Ministro del Re a Parigi.

Firenze, 27 Marzo, 1868.

Signor Ministro

Pel caso in cui la S. M. non avesse
ancora avuto cognizione della risposta che
il governo Sup^{le} ha fatto alle nostre
proposizioni relative al modus vivendi
da stabilirsi tra l'Italia e la S^{ta} Sede,
Le comunico una copia del Dispaccio
diretto dal M^{re} di Montevideo al B^{re} di Ma-
laret in data del 19 corrente.

Di questo documento l'Eurioso
francese venne a darmi lettura questa
mattina offrendomi di lasciarmene copia
prendere copia. Avendo osservato che il
Dispaccio del Sig.^{le} Montevideo conteneva
una frase il cui senso poteva sembrare
poco conforme alle relazioni esistenti
tra l'Italia e la Francia, e forse anche
poco misurata a nostro
riguardo, ho fatto pregare il Sig.^{le} Malaret
di voler egli stesso chiudere al suo governo

che quelle parole venissero modificate.
L'Inviato di Francia ^{non} ~~non~~ nonobbe infatti
la ragionevole ~~razionevole~~ ^{nostra} domanda
ed attribuendo ciò che vi
era di aspro nelle parole adoperate ad
un'avvertenza di redazione ~~mi~~ promise
di subito domandar a Parigi che un'altra
espressione fosse sostituita a quella che
avea mosso le mie osservazioni.

Nella copia che va unita a questo
mio Dispaccio Ella troverà sottolineate
le parole che io ho desiderato fossero
mutate, e, a fronte, Ella potrà leggere
quelle che il B.^{ne} di Malaret proponebbe
di sostituirsi.

Riservandomi a suo tempo di scrivere
in merito al Dip. del March. di Maistre,
per ora volli soltanto, e ad ogni buon fine,
informarla di questo incidente che spero
non avrà seguito.

gratifica, ecc.

(firmato) Menabrea

Indice

1	al ministro del Re a Parigi	Telegramma	7	Dicembre	1867
2	ai rappresentanti di S. M. a Berlino Londra, San Pietroburgo e Vienna	Telegramma	"	"	"
3	del ministro del Re a Parigi	Telegramma	"	"	"
4	al ministro del Re a Parigi	Telegramma	8	"	"
5	del ministro del Re a Parigi	Telegramma	"	"	"
6	dell'incaricato d'affari di S. M. a Vienna	Telegramma	"	"	"
7	del ministro del Re a Londra	Telegramma	"	"	"
8	del ministro del Re a Berlino	Telegramma	"	"	"
9	dell'incaricato d'affari di S. M. a San Pietroburgo	Telegramma	9	"	"
10	al ministro del Re a Parigi	—	9	"	"
11	" " "	—	12	"	"
12	del ministro del Re a Parigi	estratto	7	"	"
13	" " "	—	13	"	"
14	al ministro del Re a Parigi	Telegramma	15	"	"
15	del ministro del Re a Parigi	Telegramma	"	"	"
16	del ministro del Re a Berlino	—	13	"	"
17	ai rappresentanti di S. M. a Berlino Londra, San Pietroburgo e Vienna	Telegramma	16	"	"
18	del ministro del Re a Vienna	Telegramma	17	"	"
19	dell'incaricato d'affari di S. M. a San Pietroburgo	Telegramma	17	"	"
20	del ministro del Re a Londra	Telegramma	"	"	"
21	del ministro del Re a Berlino	Telegramma	"	"	"
22	del ministro del Re a Parigi	—	16	"	"
23	dell'incaricato d'affari di S. M. a San Pietroburgo	—	18	"	"
24	del ministro del Re a Berlino	—	20	"	"
25	" " "	—	"	"	"

33

50 Del Ministro del Re a Parigi
 51 al Ministro del Re a Parigi
 52 Del Ministro del Re a Parigi
 53 al Ministro del Re a Parigi
 54 Del Ministro del Re a Parigi
 55 al Ministro del Re a Parigi
 56 al Ministro del Re a Parigi
 57 Del Ministro del Re a Parigi
 58 al Ministro del Re a Parigi

Annesso Pro memoria

59 al Ministro del Re a Parigi
 60 Del Ministro del Re a Parigi
 61 inf. inf. inf.
 62 al Ministro del Re a Parigi
 63 inf. inf. inf.
 64 Del Ministro del Re a Parigi
 65 inf. inf. inf.
 66 al Ministro del Re a Parigi
 67 Del Ministro Imperiale degli Affari
 Esteri all'Incarnato d'Affari
 di Francia a Firenze
 68 al Ministro del Re a Parigi
 69 Del Ministro del Re a Parigi

1 Aprile 1868

14. inf. inf.
 21 inf. inf.
 29 inf. inf.
 30 inf. inf.
 5 Maggio inf.
 15 inf. inf.
 20 inf. inf.
 15 giugno inf.

18 inf. inf.
 21 inf. inf.
 28 inf. inf.
 31 Luglio inf.
 22 Agosto inf.
 28 inf. inf.
 4 Settembre inf.
 11 inf. inf.

31 Ottobre 1868

23 Novembre inf.
 1 Dicembre inf.

26	Del ministro del Re a Parigi	Telegramma	27 Dicembre 1867
27	Dell'incaricato d'affari di S. M. a San Pietroburgo	estratto	1 gennaio 1868
28	al ministro del Re a Parigi	—	8 " "
29	Del ministro del Re a Berlino	—	7 " "
30	al ministro del Re a Parigi	estratto	12 " "
31	" " "	—	16 " "
Ammissione al ministro del Re a Madrid 6 gennaio 1868.			
32	Del ministro del Re a Parigi	—	19 " "
33	" " "	—	" " "
34	Del ministro del Re a Madrid	—	16 " "
35	al Ministro del Re a Parigi	—	
36	Del Ministro Imperiale degli Affari Esteri al Ministro di Francia a Firenze	—	24 Dicembre 1867
37	al Ministro del Re a Parigi	—	25 gennaio 1868
38	al " " "	—	3 febbraio 1868
39	" " "	—	5 " "
40	" " "	—	5 " "
41	Del Ministro del Re a Parigi	—	8 " "
42	ai Ministri dell'Interno e della Guerra	—	15 " "
43	al Ministro del Re a Parigi	—	15 " "
44	Del Ministro del Re a Parigi	—	13 " "
45	" " "	—	14 " "
46	" " "	—	21 " "
47	al Ministro del Re a Parigi	—	2 Marzo " "
48	Del Ministro del Re a Parigi	—	7 " "
49	al Ministro del Re a Parigi	—	23 " "
Omesso. - Del Ministro degli Affari Esteri Imperiale al Ministro di Francia a Firenze 19. Marzo 1868.			

M. Ministro degli Affari Esteri al Ministro del Rea Parigi,
(Epir) Enceye, 23. Gembre 1868

Monsieur le Ministre :

M^r le Baron de la Villehervé m'a donné communication
et laissé copie d'une dépêche que M^r le Marquis de Moustier
lui a adressée en date du 31. Octobre en réponse à celle que
je vous envoyais en date du 22 Août.

Vous trouverez ci-jointe une copie de cette dépêche.
Nous apprécions hautement le caractère bienveillant
dont cette communication est empreinte et je dois savoir
gré d'une façon toute particulière, à M^r le Ministre
Impérial des Affaires Etrangères des expressions flatteuses
qu'il emploie à mon égard, mais je ne dois pas vous
cacher, Monsieur le Ministre, que d'après les principes
mêmes de la Dépêche de M^r de Moustier nous nous
attendions à une toute autre conclusion De la part.

Aussi ce que je vous écris aujourd'hui a moins pour
but de ouvrir ou de continuer une Discussion qui ne
pourrait peut être amener en ce moment aucun résultat
pratique que de faire les plus amples réserves, De la part du
Gouvernement du Roi, sur un passage de la Dépêche
du 31. Octobre, dans lequel le Ministre Impérial
des Affaires Etrangères fait allusion aux conséquences
que le retrait des troupes françaises Du territoire
pontifical entraîneraient avec lui et aux croixes qui

156
y sont exprimées à cet égard.
Après avoir dit que les hommes de désordre en Italie
ne se sentent pas encore suffisamment découragés et qu'ils
verraient dans la cessation de l'occupation française
l'occasion offerte pour reprendre leurs desseins agresseurs,
M^{le} le Marquis de Montier ajoute :

« Devons nous exposer aux chances de cette épreuve
« et les Etats Pontificaux dont nous avons voulu que le territoire
« restât à l'abri de toute attaque, et le Cabinet Italien lui-même,
« malgré ses intentions que nous ne saurions suspecter ?
« Dans quelle situation se trouverait-il, ainsi que nous, si
« le renouvellement des tentatives qui ont eu lieu l'année
« dernière plaçait encore les deux Gouvernements en face
« de pénibles nécessités et provoquant une nouvelle effusion
« de sang ? »

A cette interrogation nous n'hésitons pas à
répondre de la manière la plus catégorique que nous avons
d'abord des motifs bien fondés de croire, que les regrettables
événements de l'année dernière ne se renouveleront plus ;
car le calame dont jouit en ce moment le Royaume ne saurait
être attribué qu'à ses conditions intérieures et par conséquent
nullement au maintien d'une garnison française dans
le territoire pontifical. Au contraire ce calame serait
à notre avis, encore plus grand si l'occupation française
cessait d'offrir aux partis hostiles au régime actuel un thème facile

à exploiter.

Vous regretterions que les craintes exprimées par le
Ministre Impérial des affaires étrangères fussent fondées
sur une appréciation peu exacte des conditions intérieures
de l'Italie. On se plaint, nous le savons, à la représentation
à l'étranger comme étant toujours à la veille d'une
révolution, tandis que les faits démontrent continuellement
que notre pays jouit d'une tranquillité que les manœuvres
des partis hostiles ne parviennent pas à troubler. Si
des manifestations qui peuvent paraître inquiétantes
ont lieu par la voie de la presse ou autrement, cela
tient à la liberté absolue dont on jouit en Italie et qui
permet à toutes les opinions de se manifester librement
sans que pour cela elles puissent nous inspirer aucune alarme.
Mais si par malheur des éventualités que nous ne
croyons pas possibles devaient se produire, si de coupables
et folles agressions extra-légales contre le territoire du
Siège devaient se renouveler encore une fois, on sait que
nous avons déclaré que le Gouvernement du Roi avait une
seulement l'intention, (intention à laquelle M. le
Ministre Impérial des affaires étrangères se plaît à rendre
justice) mais aussi la force nécessaire pour déjouer et
réprimer avec toute la sévérité de la loi les attentats contre
la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.
Quelque pénible que ce devoir serait pour lui, le Gouvernement

Qu'au Roi saurait l'accomplir jusqu'au bout, nous aurions
Désiré également que le Gouvernement Impérial fût convaincu
que notre ferme détermination de respecter et de faire respecter
le territoire pontifical nous est dictée bien moins par les
engagements que nous avons contractés que par l'intérêt
même des principes qui dirigent la politique du Gouvernement
du Roi. Nous déplorons sincèrement que ces déclarations
si franches et si nettes n'aient pas décidé le Gouvernement
de l'Empereur à faire cesser un état de choses dont les
inconvenients sont bien plus graves et bien plus réels,
que ceux qui résulteraient des éventualités, quelques regrettables
qu'elles fussent, aux quelles M^{le} le Marquis de Montier
faisait allusion et que nous croyons d'ailleurs si peu
probables.

Nous espérons toutefois que le Gouvernement
Impérial ne voudra pas se méprendre sur le but que nous
avons poursuivi jusqu'ici en lui rappelant l'opportunité de la
cessation de l'occupation du territoire pontifical. Les
instructions que nous avons faites ne sauraient être attribuées
à d'autres motifs qu'à un désir bien sincère qui nous anime
de voir disparaître une cause d'inquiétude permanente qui
peut nuire à la bonne intelligence entre les deux Gouvernements,
et qui froisse inutilement l'amour propre de tous les Italiens.
Veuillez agréer etc.

(Signé) M. Cambrea